



CHAMBRE DES SALAIRES
LUXEMBOURG

N°1 - FÉVRIER 2015

dialogue

THÉMATIQUE

LES SALARIÉS ET LEUR DÉCLARATION D'IMPÔT DIE ARBEITNEHMER UND IHRE STEUERERKLÄRUNG



LES SALARIÉS ET LEUR DÉCLARATION D'IMPÔT



préface

Voici une réimpression du *Dialogue thématique* de la Chambre des salariés qu'elle consacre à l'imposition des salariés.

Il va de soi que cette publication ne peut pas répondre à tous les cas particuliers et qu'elle ne peut offrir qu'une cartographie globale des méandres du système fiscal.

Il s'agit d'un petit guide dont l'objectif est d'accompagner le contribuable salarié dans les différentes étapes de sa déclaration d'impôts en mettant en lumière quelques grands principes de l'imposition du salaire qui concernent sans doute le plus grand nombre ainsi que certaines situations plus spécifiques que, le cas échéant, l'un ou l'autre des salariés pourraient rencontrer.

Cette réédition pourra, le cas échéant, vous être utile pour votre déclaration de revenus.



Jean-Claude REDING
Président de la Chambre des salariés

Luxembourg, février 2015

Version française des pages 1 à 45
Französische Version von Seite 1 bis 45

Version allemande des pages 47 à 94
Deutsche Version von Seite 47 bis 94

Impressum

Éditeur

Chambre des salariés

18, rue Auguste Lumière
L-1950 Luxembourg
T. +352 27 494 200
F. +352 27 494 250
www.csl.lu • csl@csl.lu

Jean-Claude Reding, président
Norbert Tremuth, directeur

Impression

Imprimerie WEPRINT

Distribution

Librairie « Um Fieldgen Sàrl »
3, rue Glesener
L-1634 Luxembourg
T. +352 48 88 93
F. +352 40 46 22
info@libuf.lu

ISSN : 5-453002-011102

Les informations contenues dans le présent ouvrage ne préjudicient en aucun cas d'une interprétation et application des textes légaux par les Administrations étatiques ou les juridictions compétentes.

La CSL ne peut être tenue responsable d'éventuelles omissions dans le présent ouvrage ou de toute conséquence découlant de l'utilisation de l'information contenue dans cet ouvrage.

sommaire

I. En préambule... p. 5

1. La fiche d'impôt p. 6
2. Les classes d'impôt p. 8
3. Le tarif de l'impôt..... p. 13
4. Dois-je remettre une déclaration d'impôt ? p. 15

II. La déclaration du revenu salarial par rubrique p.19

1. Signalétique et indications générales p. 20
2. Revenu net provenant d'une occupation salariée p. 24
3. Autres revenus p. 33
4. Dépenses spéciales p. 37
5. Charges extraordinaires p. 41
6. Revenus imposables de l'année visée..... p. 45



Administration des contributions directes Tél. : +352 40 800-1

www.guichet.public.lu/fr/citoyens/impots-taxes/activite-salariee-resident/index.html

et

www.impotsdirects.public.lu

Les adresses, numéros de téléphone (sélection directe) et de télécopie des 24 sites géographiques sont publiés sous la rubrique « Annuaire – Adresses » du site internet des contributions directes (www.impotsdirects.public.lu). Chaque site est accompagné par un plan d'accès.

Pour en savoir plus sur les attributions des différents services compétents pour les contribuables personnes physiques, vous pouvez consulter la rubrique « adresses et compétences » sur le même site.



I. En préambule...

Avant d'entrer dans le vif de la déclaration et des notions qu'elle enferme, il paraît utile de préciser quelques éléments plus généraux du droit fiscal qui sont en lien avec la déclaration d'impôt.

Chaque année, pour le 31 janvier au plus tard, une fiche de retenue d'impôt portant les indications nécessaires à l'application du tarif fiscal (notamment la classe d'impôt ou encore l'éventuel forfait déductible pour frais de déplacement) est remise par le salarié à son employeur.

1. LA FICHE D'IMPÔT

Chaque salarié est dans l'obligation de remettre une fiche de retenue d'impôt à son employeur. Celle-ci permet à l'employeur de calculer, en général mensuellement, la retenue d'impôt à la source sur le salaire du contribuable compte tenu de sa classe d'impôt et d'éventuelles déductions supplémentaires inscrites sur la fiche.

Si le salarié ne remet pas cette fiche à son employeur, celui-ci appliquera la retenue d'après les dispositions tarifaires maximales, c'est-à-dire celles de la classe d'impôt 1 (taux d'imposition de 33%).

Pour les résidents et non-résidents, la fiche d'impôt est établie d'office par l'administration fiscale à partir de l'année d'imposition 2015. Le formulaire modèle 164 NR permet cependant aux non-résidents de notifier tout changement d'état civil ou d'adresse qu'il leur incombe toujours de communiquer à l'administration.

On distingue deux types de fiche de retenue d'impôt :

- la fiche de retenue principale (1^{ère} fiche d'impôt) ;
- la fiche de retenue additionnelle (2^e fiche d'impôt).

Chaque salarié ne peut être en possession que d'une seule fiche de retenue principale. S'il est lié à plusieurs employeurs différents, il devra donc demander l'établissement d'une ou de plusieurs fiches de retenue additionnelles, leur nombre étant théoriquement illimité. Les conjoints qui exercent chacun une activité salariée disposent donc d'une fiche principale pour la première rémunération ainsi que d'une fiche d'impôt additionnelle relative aux revenus dits supplémentaires (c'est-à-dire, de manière prévisible, les moins élevés, voire les moins stables).

Comme indiqué, la modération d'impôt pour frais de déplacement peut être inscrite sur la fiche de retenue d'impôt, indépendamment du moyen de locomotion utilisé.

La modération d'impôt pour la distance domicile - lieu de travail supérieure au quatrième kilomètre est inscrite sur la fiche de retenue principale (99 euros par an et par kilomètre) avec un maximum de 2.574 euros par an.

Attention

Il est important de vérifier au moment de la délivrance de votre fiche de retenue que toutes les données sont correctes. Considérant qu'il est strictement interdit à toute personne non autorisée d'apporter une quelconque modification à la fiche de retenue, toute réclamation est à adresser sans délai au bureau RTS compétent.

À noter qu'à partir de 2015, les fiches d'impôt seront émises ou corrigées d'office par l'administration. Seuls les non-résidents sont toujours enjoins de notifier tout changement d'adresse ou d'état civil.

En outre, vous pouvez également faire répertorier, le cas échéant et si applicable, le crédit d'impôt monoparental ou encore, pour la partie qui excède les minima forfaitaires, les abattements pour autres frais d'obtention stables, pour charges ou dépenses régulières. Citons, en vrac et à titre d'exemple : l'achat d'un instrument de travail, la rente au conjoint divorcé, les cotisations versées à des sociétés de secours mutuels, la charge d'un enfant n'appartenant pas au ménage, etc. L'employeur en tiendra compte lors de la retenue à la source.

La fiche de retenue additionnelle

Si le salarié occupe plusieurs emplois, il devra donc remettre une fiche de retenue à chacun de ses employeurs. Dans ce cas, il remet la fiche de retenue principale à l'employeur qui lui verse la rémunération la plus stable et dont le montant annuel sera de manière prévisible le plus élevé. De même, les conjoints imposables collectivement qui exercent chacun une activité salariée propre doivent également disposer de deux fiches d'impôt, l'une principale (relative aux revenus les plus élevés) et l'autre additionnelle.

Quant aux pensionnés qui bénéficieraient de plusieurs pensions relevant de sources différentes ou qui exerceraient encore un emploi salarié, ils remettent une fiche d'impôt pour chaque revenu (pension et salaire).

Lors de l'introduction de la demande de cette fiche additionnelle, la fiche principale devra être présentée pour y faire mentionner l'existence de la fiche additionnelle. En cas d'établissement d'une fiche de retenue additionnelle, la retenue d'impôt sur le salaire supplémentaire est effectuée selon un taux forfaitaire inscrit sur la fiche, qui dépend de la classe d'impôt du contribuable, et que l'on régularisera ensuite dans le cadre de la déclaration d'impôt.

Classe d'impôt	Taux de retenue additionnelle
1	33%
1a	21%
2	15%

Note : sur demande auprès du bureau RTS, pièces justificatives à l'appui, ces taux peuvent éventuellement être réduits.

Si un salarié exerce une activité supplémentaire, la modération forfaitaire pour frais de déplacement est inscrite sur la fiche additionnelle uniquement sur demande au bureau RTS.

En cas d'imposition collective, la déduction des frais de déplacement est inscrite intégralement sur la fiche de retenue additionnelle. En outre, cette fiche additionnelle

porte l'inscription d'une déduction annuelle standard de 5.520 euros par an (soit 460 euros par mois) correspondant à l'abattement dit conjoint salarié (AC) qui recouvre le minimum forfaitaire pour frais d'obtention (540 euros), le minimum forfaitaire pour dépenses spéciales (480 euros) et l'abattement extra-professionnel (4.500 euros) accordé aux époux imposables collectivement.

À noter que les dispositions spécifiques à l'imposition collective des époux relatives à la retenue d'impôt sur les salaires ne sont pas étendues en cas d'imposition collective des partenaires. La condition de domicile ou de résidence communs et celle de l'existence du partenariat devant être vérifiées à la fin de l'année, aucun avantage de l'imposition collective sur demande ne pourra être accordé, en l'occurrence, par voie d'inscription sur la fiche de retenue des partenaires avant l'écoulement de l'année d'imposition. D'ailleurs, pour ces mêmes raisons, en cas de demande d'imposition collective des partenaires, l'imposition se fera dans tous les cas après l'écoulement de l'année d'imposition, par voie d'assiette.

2. LES CLASSES D'IMPÔT

La classe d'imposition est déterminante pour le montant de la contribution fiscale que le salarié verse chaque année. L'appartenance à une classe d'impôt est fonction de votre situation personnelle.

Il y a lieu ici de faire une distinction entre contribuables résidents et non résidents.

a. Les contribuables résidents

Les résidents sont soumis à l'impôt sur le revenu, qu'il soit indigène ou étranger. L'impôt que vous devez payer sur votre salaire/revenu dépend non seulement du niveau de celui-ci, mais également de votre état civil, voire de votre situation familiale. Depuis le 1^{er} janvier 2008, le système luxembourgeois distingue trois classes d'impôt : classe 1, 1a et 2.

- **Classe 1** : elle comprend les personnes qui n'appartiennent ni à la classe 1a, ni à la classe 2, autrement dit
 - les célibataires sans enfants n'ayant pas terminé leur 64^e année au début de l'année d'imposition.
- **Classe 1a** : elle est composée des contribuables suivants pour autant qu'ils n'appartiennent pas à la classe 2
 - les personnes veuves ;
 - les célibataires ayant un ou des enfants à charge (bénéficiant donc du boni pour enfant ou d'une modulation d'impôt pour enfant) ;
 - et les célibataires ayant terminé leur 64^e année au début de l'année d'imposition.
- **Classe 2** : elle inclut les personnes mariées, y compris sous le régime de la séparation des biens, qui seront imposées collectivement. Il s'agit :
 - des personnes mariées au début de l'année d'imposition et résidant au Luxembourg à ce moment ou qui deviennent résidents luxembourgeois au cours de l'année d'imposition. Ces personnes ne peuvent pas vivre séparées en vertu d'une dispense de la loi ou de l'autorité judiciaire. À partir de l'année d'imposition 2015, ces personnes peuvent également être du même sexe ;
 - des contribuables résidents qui se marient en cours de l'année d'imposition ;
 - sur demande conjointe réitérée annuellement, des époux qui ne vivent pas séparés en vertu d'une décision judiciaire, dont l'un est contribuable résident et l'autre une personne non résidente. Dans ce cas, il faut que le conjoint résident réalise au moins 90% des revenus professionnels du ménage au Luxembourg ;
 - sur demande conjointe, des partenaires déclarés au sens de la loi du 9 juillet 2004 sur le partenariat, résidents ou qui le deviennent au cours de l'année d'imposition, lorsque le partenariat a existé du début à la fin de l'année d'imposition et qu'un domicile ou une résidence commune ont été partagés pendant toute cette année d'imposition. Notons cependant que l'imposition collective des partenaires ne peut s'opérer que par voie d'assiette (par le biais de la déclaration d'impôt), après écoulement de l'année d'imposition ;

Imposition collective ?

L'imposition collective déroge au principe de l'imposition individuelle en imposant collectivement les membres d'un même ménage (par exemple les conjoints). Le revenu imposable global du ménage est divisé en deux, et on applique le tarif de base (classe 1) à la moitié de ce revenu ; la cote d'impôt est ensuite multipliée par deux.

mais aussi

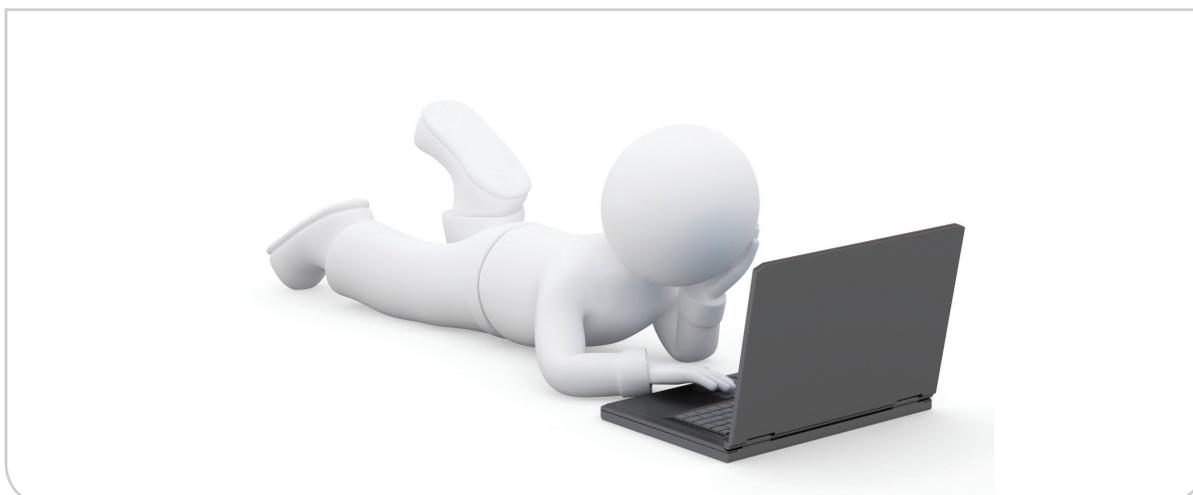
- les veufs/veuves si le décès qui a dissous le mariage est survenu au cours des trois années précédant l'année d'imposition, autrement dit pendant les trois années d'imposition qui suivent celle du décès de leur épouse/époux ;
- sur demande à renouveler, des personnes divorcées ou séparées de corps ou encore séparées en vertu d'une dispense de la loi ou de l'autorité judiciaire, qui bénéficient d'une disposition similaire confortant transitoirement leur droit à la classe 2 pendant les trois ans qui précèdent l'année d'imposition. Ces contribuables appartiennent donc encore à la classe d'impôt 2 pendant les trois années qui suivent respectivement celle de leur séparation ou de leur divorce. Si le divorce n'a pas lieu la même année que la séparation, cette dernière fait commencer le délai de trois ans. Une condition supplémentaire s'ajoute toutefois : pour rester transitoirement en classe 2, il faut que la personne concernée n'ait pas déjà profité de cette possibilité de rester en classe 2 dans les cinq ans qui précèdent la séparation.

Ensuite, la dissolution du mariage prononcée par un jugement ayant mis un terme à l'imposition collective des ex-époux, le contribuable divorcé tombe sous le régime de l'imposition individuelle (classe 1a ou 1).

Séparation de corps ?

Actuellement aucune disposition légale ne dispense de plein droit les époux de leur obligation de vivre ensemble ; l'autorisation judiciaire de résidence séparée peut toutefois être accordée pour la durée d'une instance de divorce ou de séparation de corps.

Selon l'Administration des contributions directes, « la séparation de corps est l'état de deux époux qui ont été dispensés par le juge de vivre ensemble ; le mariage est maintenu, mais les époux ne sont plus obligés de cohabiter. Si les époux ne se sont pas réconciliés après un délai de trois ans, il leur est permis de demander la conversion de leur séparation de corps en divorce. Alors que l'autorisation de résidence séparée telle qu'elle est accordée par ordonnance du juge des référés (séparation en vertu d'une dispense de l'autorité judiciaire) ne vaut que pour le temps de l'instance, le jugement de séparation de corps constitue une dispense de vie commune qui est illimitée dans le temps. »



Exemple

Vous et votre conjoint vivez séparés en vertu d'une dispense de l'autorité judiciaire en 2012 dans l'attente du prononcé du divorce ; vous n'avez pas d'enfants.

Vous appartenez aux classes d'impôt suivantes : de 2013 à 2015, vous faites encore partie de la classe 2. En 2016, vous passez en classe 1. Si maintenant vous venez à vous remarier en 2017 et que vous divorciez à nouveau en 2018 : pendant ces deux années, vous repassez en classe 2, mais, en 2019 et 2020, vous faites partie de la classe 1, puisque, au cours des cinq années précédentes, vous avez bénéficié de la disposition qui vous permettait de rester en classe 2 après un divorce. En 2021, par contre, vous repassez pour une année encore en classe d'impôt 2 avant de retomber, à partir de 2022, dans le régime de l'imposition individuelle, c'est-à-dire dans la classe 1.

Récapitulatif : les classes d'impôt des résidents

Contribuable résident	Âgé de moins de 64 ans le 1 ^{er} janvier de l'année d'imposition	Âgé de plus de 64 ans le 1 ^{er} janvier de l'année d'imposition
célibataire	1	1a
monoparental ⁺	1a	1a
marié	2	2
séparé*	1	1a
divorcé*	1	1a
veuf*	1a	1a
partenaire [°]	2	2

+ Contribuable monoparental bénéficiant d'une modération d'impôt pour enfant ou d'un boni pour enfant.

* Le bénéfice de l'imposition collective continue à être accordé à ces contribuables pendant les trois années suivant leur séparation (en vertu d'une dispense judiciaire) ou la dissolution de leur mariage.

° Pour autant que l'ensemble des conditions d'accès à la classe 2 soient remplies.

b. Les contribuables non résidents/frontaliers

Les contribuables non résidents sont soumis à l'impôt sur leurs revenus indigènes (professionnels, de retraite ou d'autre nature). Les non-résidents se voient attribuer une classe d'impôt comme suit

- **Classe 1** : appartiennent à la classe 1
 - les célibataires de moins de 64 ans au début de l'année d'imposition et sans enfants.
- **Classe 1a** : on y retrouve
 - les personnes veuves ;
 - les célibataires ayant un ou des enfants à charge (bénéficiaire du boni pour enfant ou du dégrèvement fiscal pour modération d'impôt pour enfant) ;
 - et les célibataires ayant 64 ans au moins au début de l'année d'imposition ;

mais aussi

- les personnes mariées ne vivant pas séparés en fait, si l'un des deux époux qui constituent le ménage réalise un revenu professionnel au Luxembourg. Ces personnes peuvent être du même sexe à partir de l'année d'imposition 2015.

Toutefois, ces dernières peuvent possiblement faire valoir leur droit à la classe 2.

○ **Classe 2 :** en effet, la classe 2 comporte

- les contribuables non résidents mariés et non séparés de fait réalisant plus de 50% du revenu professionnel total de leur ménage au Grand-Duché (qui sont dans ce cas imposés dans la classe 2 et non plus dans la classe 1a). En outre, ceux-ci sont imposés collectivement si chacun des époux qui composent le ménage perçoit un revenu professionnel imposable au Luxembourg ;
- les non-résidents veufs, divorcés ou séparés (en vertu d'une dispense de justice) sont groupés provisoirement dans la classe 2 pendant les trois années qui suivent respectivement le décès de leur conjoint, leur séparation ou leur divorce. Ils intègrent ensuite la classe 1 ou 1a ;
- sur demande conjointe, les partenaires non résidents ressortissant d'un État membre de l'Union européenne (relevant par exemple du PACS français, de la cohabitation légale belge ou du « Lebenspartnerschaft » allemand), qui bénéficient de l'imposition collective, mais uniquement par voie d'assiette (en remplissant une déclaration fiscale). Pour cela, au moins 90% du total des revenus indigènes et étrangers d'un des deux partenaires seront imposables au Luxembourg ; si le seuil est atteint, l'imposition collective portera sur les revenus indigènes du ménage. Deux autres conditions doivent être remplies : le partenariat a existé du début à la fin de l'année d'imposition, et les partenaires ont partagé un domicile commun ou une résidence commune pendant toute cette année d'imposition.

Les contribuables non résidents bénéficient :

- de la déduction des cotisations obligatoires à la sécurité sociale ;
- du crédit d'impôt pour salariés ;
- de l'abattement forfaitaire légal pour frais de déplacement et pour autres frais d'obtention ainsi que pour dépenses spéciales ;

et, selon leur situation familiale,

- du boni/de la modération pour enfant (ou de la bonification d'impôt pour enfant), voire de l'abattement de revenu pour charges extraordinaires pour enfants n'appartenant pas au ménage.

Séparation de fait ?

Selon l'Administration des contributions directes, la séparation de fait vise « la situation de deux époux qui vivent séparément sans y avoir été autorisés ni par une dispense de l'autorité judiciaire, ni par un jugement de divorce ou de séparation de corps ».

Imposition collective ?

L'imposition collective déroge au principe de l'imposition individuelle en imposant collectivement les membres d'un même ménage (par exemple les conjoints). Le revenu imposable global du ménage est divisé en deux, et on applique le tarif de base (classe 1) à la moitié de ce revenu ; la cote d'impôt est ensuite multipliée par deux.

Article 157 ter

Notons toutefois que, au-delà de l'attribution de la classe d'impôt sur la base de l'état civil et de la situation familiale du contribuable, il est loisible aux non-résidents imposables au Grand-Duché à concurrence d'au moins 90% du total de leurs revenus indigènes et étrangers (pour les résidents belges, ce seuil est de 50% du revenu professionnel de leur ménage) de demander à être assimilés aux contribuables résidents et d'être soumis au même régime d'imposition que ceux-ci.

Cette demande est établie par voie d'assiette, après la fin de l'année d'imposition, sur la base d'une déclaration d'impôt. Ces « contribuables assimilés » seront alors imposés au Grand-Duché sur leurs revenus y imposables (indigènes) au taux d'impôt applicable aux résidents luxembourgeois en raison de leurs revenus tant indigènes qu'étrangers. Ils peuvent alors jouir des déductions et abattement applicables aux résidents et sont rangés dans les mêmes classes d'impôt qu'eux.

Pour la mise en œuvre de cette disposition, les contribuables mariés seront imposés collectivement sur leurs revenus indigènes, et les revenus étrangers des deux conjoints seront pris en compte pour fixer le taux d'impôt. Si les contribuables sont mariés, la demande doit être faite conjointement. Il suffit d'ailleurs que seul l'un des époux réalise 90% du total de ses propres revenus indigènes et étrangers au Luxembourg.

Cette assimilation leur permet donc de profiter des mêmes déductions dont bénéficient les résidents en matière de dépenses spéciales (ex. : intérêts débiteurs, dons et libéralités, etc.) et de charges extraordinaires (frais de divorce, de garde d'enfants etc.). Dans le cas d'une telle assimilation, les frais d'obtention que constituent les intérêts hypothécaires liés au financement de la résidence principale peuvent être pris en compte dans le calcul du taux d'imposition des contribuables non résidents.

Il est à remarquer que cette possibilité d'assimilation fiscale offerte aux non-résidents pourrait s'avérer défavorable si l'ensemble des déductions prises en considération n'offre pas un avantage par rapport à l'augmentation de la charge fiscale du fait de l'intégration des revenus étrangers dans la base imposable. Dans ce cas, l'impôt portant sur leurs revenus indigènes sera alors déterminé selon le procédé normal, et l'administration ne réclamera pas de contribution supplémentaire.

Récapitulatif : les classes d'impôt des non-résidents

Contribuable non-résident	Âgé de moins de 64 ans le 1 ^{er} janvier de l'année d'imposition	Âgé de plus de 64 ans le 1 ^{er} janvier de l'année d'imposition
célibataire	1	1a
monoparental ⁺	1a	1a
marié	1a ou 2	1a ou 2
séparé*	1	1a
divorcé*	1	1a
veuf*	1a	1a
partenaire [°]	2	2

+ Contribuable monoparental bénéficiant d'une modération d'impôt pour enfant ou d'un boni pour enfant.

* Le bénéfice de l'imposition collective continue à être accordé à ces contribuables pendant les trois années suivant leur séparation (en vertu d'une dispense judiciaire) ou la dissolution de leur mariage.

° Pour autant que l'ensemble des conditions d'accès à la classe 2 soient remplies.

Par ailleurs, les contribuables non résidents qui réalisent au Luxembourg un revenu imposable d'une autre nature que professionnelle (et non soumis à la retenue à la source) rangent dans la classe d'impôt 1 avec une imposition qui ne pourra être inférieure à 15% (sans être non plus supérieure à un seuil d'imposition hypothétique calculé au cas par cas par l'administration).

3. LE TARIF DE L'IMPÔT

Appliqué au revenu imposable, le tarif luxembourgeois d'imposition des revenus en vigueur est le suivant :

- 0% pour la tranche de revenu inférieure à 11.265 euros
- 8% pour la tranche de revenu comprise entre 11.265 et 13.173 euros
- 10% pour la tranche de revenu comprise entre 13.173 et 15.081 euros
- 12% pour la tranche de revenu comprise entre 15.081 et 16.989 euros
- 14% pour la tranche de revenu comprise entre 16.989 et 18.897 euros
- 16% pour la tranche de revenu comprise entre 18.897 et 20.805 euros
- 18% pour la tranche de revenu comprise entre 20.805 et 22.713 euros
- 20% pour la tranche de revenu comprise entre 22.713 et 24.621 euros
- 22% pour la tranche de revenu comprise entre 24.621 et 26.529 euros
- 24% pour la tranche de revenu comprise entre 26.529 et 28.437 euros
- 26% pour la tranche de revenu comprise entre 28.437 et 30.345 euros
- 28% pour la tranche de revenu comprise entre 30.345 et 32.253 euros
- 30% pour la tranche de revenu comprise entre 32.253 et 34.161 euros
- 32% pour la tranche de revenu comprise entre 34.161 et 36.069 euros
- 34% pour la tranche de revenu comprise entre 36.069 et 37.977 euros
- 36% pour la tranche de revenu comprise entre 37.977 et 39.885 euros
- 38% pour la tranche de revenu comprise entre 39.885 et 41.793 euros
- 39% pour la tranche de revenu comprise entre 41.793 et 100.000 euros
- 40% pour la tranche de revenu dépassant 100.000 euros.

Ce tarif est majoré de l'impôt de solidarité, actuellement de 7%, voire de 9% pour les revenus imposables de plus de 150.000 euros en classe 1 et 1a ou de plus de 300.000 euros en classe d'impôt 2.

L'impôt d'équilibrage budgétaire temporaire ?

Un impôt d'équilibrage budgétaire est introduit, en principe temporairement, à partir de l'année 2015 sur le modèle de la « contribution de crise » prélevée au cours de l'exercice 2011. À charge des personnes physiques, il sera perçu sur tous les revenus professionnels, de remplacement et du patrimoine, y compris des non-résidents. L'impôt d'équilibrage est fixé à 0,5% du revenu salarial total réduit d'un abattement correspondant en principe au salaire social minimum mensuel non qualifié.

Il existe huit catégories de revenus (par exemple le bénéfice commercial, celui provenant de l'exercice d'une profession libérale ou le revenu net provenant de capitaux mobiliers) qu'il convient d'additionner pour trouver les revenus nets totaux, dont celui qui nous intéresse principalement est le revenu net provenant d'une occupation salariée (ou de pensions). Selon la situation personnelle du salarié, d'autres types de revenu peuvent bien sûr entrer en ligne de compte comme le revenu net provenant de la location de biens.

Nous nous limitons, dans le cadre du présent dialogue thématique, à exposer essentiellement les dispositions concernant les revenus provenant d'une occupation salariée. On peut schématiser le procédé pour déterminer le revenu imposable de la manière suivante :

Des recettes à la côte d'impôt : détermination de la contribution fiscale

Recettes de revenus salariaux (et, le cas échéant, d'autres catégories de revenus)

- frais d'obtention et exemptions

= **Revenus nets ajustés**

- dépenses spéciales

= **Revenu imposable**

- abattements pour charges extraordinaires, extra-professionnel, pour enfants ne faisant pas partie du ménage du contribuable

= **Revenu imposable ajusté** (arrondi au multiple inférieur de 50 euros)

➔ le barème annuel d'imposition fixe l'impôt prélevé sur le revenu imposable. Cet impôt est à majorer de l'impôt de solidarité. En retranchant les retenues à la source et avances éventuelles, on obtient le montant restant dû par le ou à restituer au contribuable.

Une fois les recettes établies (revenus avant imposition), sont soustraits les frais d'obtention et les exemptions (revenus exonérés en tout ou en partie de l'impôt). Des revenus nets sont retranchées les dépenses spéciales, par exemple les cotisations obligatoires à la sécurité sociale, ce qui donne le revenu imposable annuel. Avant imposition, il convient encore d'ajuster ce revenu imposable en déduisant une série d'abattements auxquels le contribuable a éventuellement droit. Le montant résultant de cette opération est arrondi au multiple inférieur de 50 euros.

Ce montant final constitue le revenu imposable ajusté auquel s'applique le barème de l'impôt annuel. La cote d'impôt déduite du revenu imposable est majorée de 7%, pour constituer la contribution de solidarité au Fonds pour l'emploi.

N'oublions pas que pour déterminer le revenu disponible, il importe encore d'intégrer le calcul de la contribution dépendance de même que de prendre en compte les éventuels crédits d'impôt.

Revenus nets ?

Les revenus « nets » dont il est question ici sont bien les revenus « bruts » qui seront imposés après les déductions d'éventuels frais. Le revenu net provenant d'une occupation salariée est constitué par l'excédent des recettes sur les frais d'obtention, c'est-à-dire les dépenses occasionnées en vue de s'assurer son revenu.

4. DOIS-JE REMETTRE UNE DÉCLARATION D'IMPÔT ?

Si vous n'êtes pas convié par l'administration à remettre une déclaration d'impôt (formulaire 100), cette démarche administrative est facultative.

Les résidents peuvent éventuellement remettre un décompte ou une déclaration s'ils souhaitent régulariser la retenue effectuée à la source au cours d'un exercice fiscal et profiter de déductions supplémentaires au titre de dépenses spéciales, voire extraordinaires ou encore pour faire considérer des pertes provenant d'une catégorie de revenus autre que le salaire ou la pension, par exemple une perte de location. Les non-résidents peuvent opter pour une déclaration s'ils veulent faire jouer l'assimilation fiscale aux résidents, voire, à défaut, pour un décompte pour profiter de déductions uniquement accordées sur demande (et qui n'auraient pas été inscrites sur la fiche d'impôt) aux non-résidents qui ne sont pas assimilés au sens de la loi fiscale.

L'obligation pour le salarié de remplir une déclaration existe toutefois à certaines conditions dont nous énumérons les principales ci-dessous. Le cas échéant, celle-ci doit être rentrée au plus tard le 31 mars au bureau d'imposition compétent.

Vous devez remettre une déclaration d'impôt si votre revenu annuel imposable est composé en tout ou en partie de revenus soumis à une retenue de l'impôt à la source sur salaires, traitements, pensions, revenus de capitaux mobiliers ou revenus de tantièmes et si vous remplissez une des conditions suivantes :

- votre revenu imposable dépasse 100.000 euros ;
- vous cumulez, seul ou avec votre conjoint, plusieurs rémunérations passibles de la retenue d'impôt sur les salaires et les traitements et votre revenu imposable dépasse 36.000 euros pour la classe 1 ou 2 et 30.000 euros pour la classe 1a. Si votre ménage dispose donc d'une deuxième fiche d'impôt et si vous dépassez le seuil de revenu imposable applicable, vous êtes dans l'obligation de remettre une déclaration d'impôt ;
- vous avez opté, avec votre conjoint non-résident, pour l'imposition collective (90% des revenus du ménage réalisés par le contribuable au Luxembourg). Rappelons que les partenaires déclarés au sens de la loi du 9 juillet 2004 sur le partenariat peuvent également opter pour l'imposition collective par le truchement de la déclaration (voie d'assiette) ;
- le revenu imposable comprend, en plus des revenus passibles de retenue d'impôt, des revenus non passibles de retenue qui s'élèvent au total à plus de 600 euros (loyer par exemple) ;
- votre revenu imposable se compose en tout ou en partie de salaires ou de pensions qui ne sont pas soumis à la retenue de l'impôt (par exemple les rémunérations versées de l'étranger) ;



Avances ?

L'administration peut vous contraindre à payer des avances d'impôt si elle constate que l'impôt que vous avez payé par la retenue à la source au cours d'une année d'imposition est inférieur à l'impôt finalement fixé par voie d'assiette. Cette différence sera, en principe, versée pour l'année d'imposition suivante sous forme d'avances. Ces avances sont à verser sur une base trimestrielle (10 mars, 10 juin, 10 septembre, 10 décembre) et correspondent chacune à un quart de la différence restant à payer l'année précédente. Le contribuable peut toutefois demander la réduction, voire l'annulation, de ces avances suite à l'introduction d'une demande écrite motivée par un changement de sa situation personnelle (p.ex. perte d'emploi).

- vous êtes résident luxembourgeois et votre revenu imposable comprend pour plus de 1.500 euros de revenus de capitaux indigènes soumis à la retenue à la source ;
- votre revenu imposable comprend plus de 1.500 euros des revenus de tantièmes soumis à la retenue d'impôt ;
- etc.

En cas de non-observation des délais de dépôt de votre déclaration d'impôt, le bureau d'imposition peut fixer un supplément à l'impôt qui peut s'élever jusqu'à 10% de la cote d'impôt, voire une astreinte pécuniaire dont le montant dépend de la gravité du retard.

Le montant de l'impôt dû (voir ci-dessus) est comparé avec la somme des retenues à la source déjà effectuées et les avances éventuellement versées au cours de l'année d'imposition. Si les retenues à la source et les avances sont supérieures à l'impôt effectivement dû, le montant excédentaire vous sera remboursé. Dans le cas inverse, vous payez le solde restant dû dans un délai d'un mois. Les Contributions directes vous font parvenir par courrier votre bulletin d'impôt reprenant le décompte détaillé.

Si vous devez payer un supplément d'impôt après la remise de la déclaration, l'éventuelle introduction d'une réclamation ne vous dispense pas du paiement de l'impôt dans le délai prescrit (mois suivant la notification).

Le paiement tardif entraîne un intérêt de retard à payer au taux de 0,6% par mois. Vous pouvez cependant demander un délai de paiement prolongé sans devoir payer d'intérêts de retard si ce délai est inférieur à quatre mois ; un délai jusqu'à douze mois entraîne des intérêts à hauteur de 0,1% par mois, et vous payez 0,2% par mois jusqu'à trois ans de délai. Au-delà, le taux sera de 0,6% par mois.

Si le contribuable pense être lésé, il peut introduire une réclamation contre le bulletin de l'impôt transmis par l'Administration des contributions directes auprès du directeur de l'Administration dans un délai de trois mois à partir de la notification du bulletin.

Le décompte annuel pour salarié ?

Le décompte annuel (formulaire 163 R, pour les résidents, ou 163 NR, pour les non-résidents) sert à régulariser la retenue d'impôt effectuée au cours d'une année d'imposition donnée pour les salariés et retraités qui ne sont pas admis à (ou fait la demande pour) l'imposition par voie d'assiette. Il est effectué collectivement au nom des époux (ou du contribuable et de ses enfants mineurs), s'ils sont imposés collectivement.

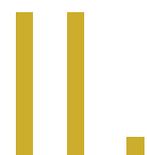
Pour avoir droit au décompte annuel, le contribuable doit satisfaire à l'un des critères suivants : avoir eu son domicile ou son séjour habituel au Grand-Duché pendant les 12 mois de l'année d'imposition en question ; avoir été occupé de façon continue comme salarié au Grand-Duché pendant 9 mois consécutifs au cours de l'année d'imposition en question ; avoir exercé une activité salariale au Grand-Duché pendant une certaine période de l'année d'imposition en question si la rémunération brute qui en découle équivaut au moins à 75% du total de la rémunération brute annuelle et des prestations et autres avantages semblables tenant lieu de rémunération ; demander, à défaut de l'octroi du boni pour enfant, l'imputation de la modération d'impôt pour enfant ou, le cas échéant, de la bonification d'impôt pour enfant ; demander l'imputation du crédit d'impôt monoparental dans la mesure où celui-ci n'a pas été accordé au cours de l'année.

Les salariés ou retraités, qui ne sont pas imposés par voie d'assiette (déclaration d'impôt), bénéficient ainsi d'une régularisation des retenues d'impôt via ce mécanisme du décompte annuel effectué en principe sur demande par l'Administration des contributions directes.

L'intérêt du décompte apparaît par exemple dans le cas où le salarié a touché un revenu luxembourgeois pendant une partie seulement de l'année d'imposition. Imposé conformément au barème mensuel qui est déduit du barème annuel, ceci entraîne que le contribuable est donc imposé mensuellement comme s'il touchait ce salaire mensuel pendant l'année entière. Or, si tel n'est pas le cas, il est imposé trop lourdement, en vertu d'un barème mensuel trop élevé. Pour cette raison, il est dans l'intérêt de ce contribuable de demander une régularisation par décompte annuel.

La demande en régularisation est à déposer au plus tard le 31 décembre de l'année qui suit celle du décompte. L'administration comparera, d'une part, la somme annuelle des retenues d'impôt effectuées sur salaire ou pension à, d'autre part, l'impôt annuel correspondant au revenu annuel total et déterminé selon le barème d'imposition annuel. Si la somme des retenues effectuées est supérieure à l'impôt annuel dû, l'excédent est restitué au salarié. Dans le cas exceptionnellement contraire, la différence ne sera en principe pas recouvrée.

Les salariés non résidents (et les salariés ayant eu pendant une partie de l'année leur domicile fiscal ou leur séjour habituel au Grand-Duché), qui ne remplissent pas une des conditions ci-dessus, bénéficient également d'une régularisation avec toutefois la prise en considération de l'ensemble des salaires indigènes et des revenus étrangers pour la détermination du revenu annuel et du taux d'imposition global, la part étrangère du revenu annuel restant exonérée au Luxembourg.



II. La déclaration du revenu salarial par rubrique

Le modèle de déclaration existe en version française (modèle 100F) et allemande (modèle 100D). Vous pouvez choisir librement lequel des deux exemplaires vous allez remplir. Moyennant demande, il est dorénavant possible, sous conditions, de déposer le formulaire 100 électroniquement, après l'avoir rempli sur ordinateur.

Les cases grisées de la déclaration d'impôt ne doivent pas être remplies par le contribuable, elles sont réservées à l'Administration des contributions directes.

La description de la déclaration qui suit se base sur ce modèle de la déclaration d'impôt (année 2014). Nous nous limitons, dans le cadre du présent Dialogue thématique, à exposer essentiellement les dispositions concernant les revenus provenant d'une occupation salariée, de même que les possibilités de déduction, d'abattement ou de modération qui s'y rapportent.

1. SIGNALÉTIQUE ET INDICATIONS GÉNÉRALES

a. Signalétique (cases 101 à 142)

Sur votre déclaration d'impôt, vous commencez par inscrire un certain nombre de données personnelles rassemblées sous le titre « signalétique ». Il s'agit notamment de vos nom et prénom(s), profession, adresse, date de naissance, état civil, compte bancaire etc.

Le cas échéant, vous devez également remplir les cases correspondant aux indications relatives au conjoint.

b. Indications concernant les enfants (cases 201 à 242)

Ensuite, vous devez fournir des indications concernant les éventuels enfants. Le modèle de déclaration propose quatre sous-rubriques relatives aux enfants.



1. Enfants ayant fait partie du ménage du contribuable

L'appartenance au ménage est définie en principe comme le fait de vivre durablement sous le même toit que les parents et ne pas exercer d'occupation essentiellement lucrative (qui rapporte plus que le salaire social minimum annuel).

Le boni pour enfant ?

Chaque enfant ouvrant droit aux allocations familiales mensuelles (c'est-à-dire vivant dans le ménage commun des parents ou du parent qui en assure seul l'éducation et l'entretien) accorde le droit au boni pour enfant (922,5 euros/an) qui est versé d'office à l'attributaire des allocations familiales.

À noter que les allocations familiales subsistent au-delà de l'âge de 18 ans (et non pas de 21 ans) uniquement pour les élèves qui évoluent toujours dans l'enseignement secondaire (technique) jusqu'à l'âge de 27 ans au plus ainsi que pour les handicapés qui suivent une formation adaptée à leurs capacités.

Pour tous les autres (études supérieures et universitaires), le droit s'arrête au 18^e anniversaire. Chaque étudiant dans le supérieur dispose d'un droit à une aide financière (bourse d'études de laquelle le boni est réputé faire partie). Les jeunes résidents qui effectuent un volontariat bénéficient également d'une telle aide financière, tandis que l'aide financière revient aux étudiants non résidents dont le parent travaille ou a travaillé au moins 5 ans sur les 7 dernières années à compter de la demande d'aide financière pour études supérieures ou au cours des 7 ans qui précèdent la cessation de l'activité professionnelle pour ce qui concerne les retraités.

Si le boni pour enfant reste inchangé en 2014, il est à prévoir que le système des allocations dont dépend le boni soit modifié prochainement.

Il s'agit donc du cas classique d'enfants qui ouvrent le droit à une modération d'impôt attribuée, en règle générale, sous la forme du boni pour enfant (versé par la Caisse nationale des prestations familiales) ou, à défaut, en tant que dégrèvement fiscal.

En ce qui concerne les époux ou partenaires imposés collectivement, les enfants des deux époux ou partenaires entrent en ligne de compte. Un enfant ne peut toutefois pas, pour une même année, faire partie de plus d'un ménage, sauf lorsqu'il passe définitivement, au cours de cette année, d'un ménage à l'autre, auquel cas il est réputé faire partie du ménage du contribuable qui est attributaire du premier boni pour enfant au cours de l'année d'imposition.

Si un boni a été attribué pour un enfant déterminé (y compris à l'enfant lui-même s'il est majeur), la modération d'impôt pour enfant (y compris donc sous sa forme de dégrèvement fiscal) est réputée avoir été accordée pour la même année au contribuable dans le ménage fiscal duquel l'enfant vit.

La modération d'impôt sous forme de dégrèvement fiscal ?

Sur demande (déclaration ou décompte), le contribuable peut bénéficier après la fin de l'année d'imposition de la modération d'impôt pour enfants sous forme d'un dégrèvement d'impôt (922,5 euros) qui sera imputée dans la limite de l'impôt dû. Dès lors, si aucun enfant n'a donné droit à un boni (et a fortiori aux allocations), y compris sous forme de bourse, le contribuable peut obtenir une modération d'impôt. C'est ainsi que, entre autres, les enfants majeurs de moins de 21 ans peuvent être visés, s'ils ne font pas d'études, les non-résidents dont le ménage fiscal comprend un étudiant qui poursuit ses études ou encore les enfants qui, au-delà de 27 ans, continuent leurs études.

Le bénéfice de la modération d'impôt permet de faire persister la majoration des plafonds de déductibilité, par exemple les intérêts en relation avec l'habitation du contribuable, en fonction du nombre d'enfants dans le ménage fiscal.

2. Les enfants n'ayant pas fait partie du ménage du contribuable

Au cours de l'année d'imposition, vous avez contribué à plus de 50% des frais d'entretien et d'éducation ou de formation professionnelle de votre enfant qui n'appartient pas à votre ménage fiscal, dans ce cas reportez-vous à la rubrique « charges extraordinaires » (case 1521).

3. Demande de l'application du crédit d'impôt monoparental

Le crédit d'impôt monoparental s'obtient sur demande, et sous condition d'assimilation fiscale pour les non-résidents, par les personnes appartenant à la classe 1a avec enfant à charge (bénéficiant de la modération pour enfant).

Cet abattement s'élève à 750 euros dont il faut déduire, le cas échéant, 50% du montant des allocations (rentes alimentaires, frais d'entretien, d'éducation, de formation, etc., hors prestations familiales et rente d'orphelin) qui dépasserait la somme de 1.920 euros sur l'année. C'est ainsi que si la différence entre les allocations et ce seuil forfaitaire annuel équivaut à 1.500 euros, l'abattement sera réduit à zéro. Celui-ci est également proportionnel à la période d'assujettissement au cours de l'année d'imposition.

Si le crédit d'impôt n'a pas été versé par l'employeur (à l'exemple des non-résidents), ou seulement partiellement, il peut être obtenu, après la fin de l'année d'imposition par le truchement du décompte ou, le cas échéant, de la déclaration.

4. Demande de la bonification d'impôt pour enfant

Les enfants pour lesquels le droit à une modération d'impôt a expiré au cours d'une des deux années précédant l'année d'imposition donne droit, sur demande par le biais de la déclaration ou du décompte annuel, à une bonification d'impôt dans la limite de l'impôt dû. La bonification d'impôt pour enfant constitue en quelque sorte une prolongation de deux ans de la modération d'impôt pour enfants.

Un contribuable bénéficie d'une bonification d'impôt pour enfant en raison des enfants pour lesquels il a bénéficié d'une modération d'impôt (qu'elle ait été bonifiée sous forme de boni pour enfant ou non) au cours d'une des deux années d'imposition précédant l'année d'imposition en question. Ainsi, si votre enfant a quitté le ménage au cours de l'année 2011, vous pouvez vous voir accorder en 2012 et 2013 cette bonification d'impôt notamment si :

- vous ne bénéficiez pas de la modération d'impôt au titre du même enfant pour la même année d'imposition ;
- ce même enfant n'a pas déjà été à l'origine de deux bonifications d'impôt ;
- en cas de divorce, de séparation de corps ou en vertu d'une dispense judiciaire, vous êtes le parent dont l'enfant fait partie du ménage.

Le montant de la bonification d'impôt varie en fonction du revenu imposable du ménage, à moins que le contribuable ait six enfants ou plus (pour lesquels il obtient une modération et/ou une bonification d'impôt), auquel cas il n'existe aucune considération de revenus.

Si le nombre d'enfants ne dépasse pas les cinq unités et si le revenu imposable ajusté du ménage :

- est inférieur à 67.400 euros, la bonification correspond à 922,5 euros par enfant ;
- est supérieur à 76.600 euros, aucune bonification n'est accordée ;
- est compris entre 67.400 et 76.600 euros, la bonification est réduite progressivement et correspond au dixième de la différence entre le seuil maximal (76.600 euros) et le revenu pris en considération. Ainsi pour un revenu imposable ajusté de 69.000 euros, la bonification s'élèverait à 760 euros par enfant.

c. Renseignements et demandes complémentaires (cases 301 à 316)

Il s'agit ici d'introduire la demande éventuelle en imposition collective pour les partenaires (résidents et non résidents), les époux dont l'un est résident et l'autre non ou encore les contribuables mariés non résidents.

De manière générale, c'est ici aussi que les non-résidents peuvent introduire leur demande en assimilation fiscale aux contribuables résidents (157ter LIR) pour, le cas échéant, profiter plus amplement des possibilités de déduction fiscale.



2. REVENU NET PROVENANT D'UNE OCCUPATION SALARIÉE

La loi considère que les revenus d'une occupation salariée sont les émoluments et avantages (revenus fixes ou variables, qu'ils soient périodiques ou non, contractuels ou bénévoles) obtenus par l'exercice d'une activité professionnelle salariée, c'est-à-dire une activité dont les modalités d'exécution dépendent d'un employeur.

Outre les salaires, ces revenus, qui comprennent aussi les gratifications ou les rétributions par exemple sur le bénéfice, ne sont cependant pas les seuls à être imposés.

Viennent en effet s'ajouter aux revenus salariés imposables les pensions allouées par l'employeur avant la cessation définitive de l'occupation salariée dépendante ; les allocations obtenues après cette cessation par rappel d'appointements/de salaires (arriérés de salaire) ou à titre d'indemnités de congédiement ; les indemnités de chômage les prestations pécuniaires de maladie et de maternité dans la mesure où elles se substituent à des salaires ; les allocations, cotisations et primes d'assurances versées à un régime complémentaire de retraite (pension du « 2^e pilier ») ; les rémunérations des administrateurs et autres personnes qui exercent des fonctions de gestion journalière auprès de sociétés/collectivités relevant des dispositions régissant l'impôt sur les collectivités.

Dans cette rubrique vous mentionnerez donc vos revenus imposables au Luxembourg (colonne portant sur les revenus non exonérés) et, si d'application, les revenus qui y sont exonérés parce que, par exemple, d'origine étrangère.

Crédit d'impôt pour salariés ?

Un crédit d'impôt de 300 euros par an pour les salariés disposant d'une fiche d'impôt est bonifié exclusivement dans le cadre de la retenue d'impôt sur traitements et salaires.

Revenus provenant de pensions ou de rentes (cases 801 à 873)

La rubrique dédiée notamment aux retraités est rédigée dans la même logique que celle consacrée aux revenus salariaux, avec, il va de soi, ses spécificités. Ainsi, par exemple, la possibilité de déduire des frais de déplacement n'y existe-elle pas.

La rubrique P2 sur l'abattement extraprofessionnel, accordé d'office aux contribuables imposés collectivement qui sont notamment professionnellement actifs sous le statut de salarié et personnellement affilié à la Sécurité sociale, permet d'en introduire la demande lorsque l'un des époux ou partenaires au sens de la loi réalise des revenus d'une activité professionnelle et l'autre touche depuis moins de trois ans au début de l'année d'imposition une pension de retraite. Cet abattement s'élève à 4.500 euros annuels.

Tombent également dans cette rubrique le forfait d'éducation ou les rentes périodiques en vertu d'un titre ou bénévoles (pension alimentaire par exemple).

Un crédit d'impôt pour pensionnés est également bonifié dans les mêmes conditions que pour les salariés.

a. Détermination du revenu net provenant d'une occupation salariée (cases 701 à 792)

En tant que salarié, vous y indiquez d'abord les rémunérations brutes touchées en vertu de votre contrat de travail. Si vous travaillez pour plusieurs employeurs, vous répartissez vos rémunérations en fonction des différents contrats de travail. Si vous avez touché au cours de l'année des indemnités de chômage ou des prestations pécuniaires de maladie, il y a lieu de les mentionner séparément. Ensuite, vous procédez au calcul de vos rémunérations brutes totales.

Vous déduisez de ces rémunérations brutes totales d'éventuelles rémunérations exemptes d'impôt : heures supplémentaires, bonification d'intérêts, etc. Vous retranchez également soit le minimum forfaitaire pour frais d'obtention (540 euros doublés en cas d'imposition collective, forfait encore majoré en cas d'invalidité ou d'infirmité en fonction du degré d'handicap), soit les frais d'obtention effectivement supportés s'ils dépassent le minimum forfaitaire. Finalement, vous relevez encore vos frais de déplacement domicile-travail.

À la fin de cette première sous-rubrique (S1), vous indiquez le total de l'impôt sur le salaire retenu à la source, montant que vous trouvez sur votre fiche d'impôt/certificat de rémunération dont votre employeur vous aura fourni une copie en même temps qu'il l'aura retournée au bureau RTS pour la fin du mois de février.

1. Les revenus exemptés (cases 722 à 748)

D'autres types de revenu issus d'une activité salariée seront en revanche exemptés d'impôt. Ces exemptions sont par exemple :

- les heures supplémentaires et les suppléments de salaire payés pour le travail de nuit, de dimanche et de jour férié ;

Les suppléments de salaire ?

Le revenu d'un salarié sous statut de droit privé qui découle des heures supplémentaires ou prestées la nuit, le dimanche ainsi qu'un jour férié est composé de la rémunération dite de base (salaire normal) et du supplément de salaire, qui est la majoration de la rémunération de base pour une des raisons énumérées. En ce qui concerne le traitement fiscal de ces heures particulières, il convient de distinguer les heures supplémentaires des autres heures atypiques. Les premières sont intégralement exonérées tant sur la rémunération de base que sur le supplément de salaire (à l'exception des cadres supérieurs), alors que les secondes (travail de nuit, du dimanche et lors d'un jour férié) sont uniquement exemptées sur la partie supplémentaire du salaire.

- les prestations en nature (vêtements professionnels) ou les indemnités spéciales allouées par l'employeur en raison de frais d'obtention (c'est-à-dire de dépenses occasionnées en vue de s'assurer son revenu), par exemple les éventuelles indemnités pour frais de séjour, les frais de route concernant les trajets effectués par le salarié avec son véhicule personnel pour le compte de son employeur (maximum 0,4 euro par km) ou encore, entre autres, les indemnités d'habillement professionnel et de déménagement, le remboursement des frais généraux incombant à l'employeur en faveur des travailleurs à domicile. Il existe par ailleurs des dispositions particulières pour les salariés qui travaillent sur chantier ainsi que pour les convoyeurs et les routiers. Il est à noter que ces frais réels sont d'ordre

professionnel ; tout remboursement par l'employeur de frais privés du salarié (par exemple les frais scolaires d'une école privée pour un salarié expatrié) est pleinement imposable. Il en est de même pour la plupart des remboursements forfaitaires ou dépassant les montants exemptés prévus par la loi ;

- les prestations dites en espèce sous la forme de chèques de repas versées par un employeur qui ne dispose pas de cantine ainsi que les recettes provenant de l'économie ou de la bonification d'intérêts, et ce dans les limites légales (voir infra) ;
- les cadeaux jubilaires offerts par les employeurs à leurs salariés notamment pour des périodes de travail ininterrompues au sein de l'entreprise dans les limites prévues par la loi (2.250 euros pour 25 ans de service, 3.400 euros pour 40 ans, etc.) ;
- l'indemnité de départ ou de résiliation abusive du contrat de travail ainsi que l'indemnité bénévole de licenciement en cas de résiliation du contrat (sauf en cas de droit ouvert à une pension de vieillesse). Hormis l'indemnité légale de départ (exonérée intégralement), ces indemnités sont exonérées jusqu'à concurrence d'un montant qui s'élève à douze fois le salaire social mensuel minimum (travailleurs non qualifiés) applicable au 1^{er} janvier de l'année d'imposition. Pour un salarié de 60 ans ou plus qui n'a pas droit à une pension de vieillesse même anticipée et qui aurait touché normalement un revenu imposable annuel dépassant un certain seuil, l'indemnité de départ est exemptée jusqu'à concurrence d'un montant s'élevant à quatre fois le salaire social mensuel minimum non qualifié ;
- l'indemnité bénévole de licenciement en cas de fermeture totale ou partielle d'une entreprise ou l'indemnité de départ convenue dans le cadre d'un plan social jusqu'à concurrence de douze fois le salaire social mensuel minimum pour travailleurs non qualifiés au 1^{er} janvier de l'année d'imposition ;
- les prestations en nature (médicaments, cures, etc.) allouées par un organisme de sécurité sociale et les prestations numéraires en vertu de l'assurance maladie ou accident à l'exception notamment des indemnités de maladie ou de maternité ;
- les indemnités allouées par l'employeur à ses salariés pour proposition d'amélioration à hauteur de 250 euros au maximum ;
- 50% du montant de rentes viagères mensuelles découlant d'un contrat de prévoyance vieillesse (pension complémentaire du « 3^e pilier ») ;
- les rachats de pension de la caisse de pension ;
- le capital et la valeur de rachat touchés du chef d'un contrat individuel d'assurance vie, invalidité ou décès ;



- les prestations versées par un régime de pension complémentaire (« 2^e pilier ») ;
- les sommes allouées à un salarié à titre de rachat d'une pension ou rente constituée par cotisations ou primes, sauf si ces cotisations sont à charge exclusive de l'employeur ;
- les cotisations versées, par les employeurs et à charge des employeurs, en vertu d'une obligation légale aux établissements et caisses de sécurité sociale ou d'allocations familiales des salariés ;
- les allocations de naissance et familiales ;
- les exemptions prévues par des lois spéciales : produit des jeux de casinos, indemnités de congé parental, allocation de maternité, allocation de soins, allocation d'éducation, allocation de rentrée scolaire, allocation pour personnes gravement handicapées et pour aveugles, etc.

2. Les avantages en nature

Hormis les précédentes exceptions exemptes d'impôt qui sont bien définies par la loi, il faut considérer d'une manière générale que toute rémunération en nature ou en espèces attribuée par l'employeur relève du revenu provenant d'une occupation salariée et est par conséquent imposable.

Les avantages en nature peuvent être intégrés dans des packages de rémunération et proposés à tous les salariés, soit dès la signature du contrat, soit dans le cadre d'une augmentation de salaire. Voilà pourquoi les avantages en nature font partie intégrante du revenu salarial dès qu'ils sont mis à disposition du salarié. Au même titre que les émoluments, ces avantages sont donc des recettes à intégrer au revenu imposable, sauf exemptions spécifiques.

Les biens et avantages ne consistant pas en espèces, tels que le logement, le chauffage, la nourriture, les marchandises et autres prestations, sont évalués au prix moyen usuel du lieu de consommation ou d'usage lors de leur mise à disposition (au prix du marché). Certains revenus en nature et en espèces peuvent être évalués forfaitairement à défaut de biens ou de services comparables à ceux alloués par l'employeur ou de données suffisantes en vue de leur évaluation précise.

Le repas principal pris dans une cantine et le chèque de repas

Le repas principal pris dans une cantine d'entreprise installée par l'employeur est fixé à une valeur de 2,80 euros.

Le chèque de repas est l'avantage en espèces qui, à défaut de cantine, permet au salarié de prendre son repas principal au cours de sa journée de travail. Le nombre de titres que recevra effectivement le salarié sera par conséquent égal au nombre de jours de travail prestés par celui-ci.

À côté de règles d'utilisation théoriquement très strictes, le chèque-repas peut être exonéré de l'impôt dans les limites fixées par la législation. L'exemption fiscale ne s'appliquera qu'au titre-repas qui est alloué par un employeur qui ne dispose donc pas de cantine d'entreprise propre.

Deux cas de figure ici :

- le salarié participe au titre, sa participation étant alors imputable sur la partie imposable de l'avantage, soit 2,80 euros. Dans ce cas, la répartition pour un chèque-repas d'une valeur maximale de 8,40 euros se fait comme suit :

En euros	Salarié	Employeur
Quote-part	2,80	5,60
Base imposable	0	0

- si le salarié ne participe en revanche pas au titre-repas, la répartition se fait comme suit :

En euros	Salarié	Employeur
Quote-part	0	8,40
Base imposable	2,80	0



La voiture de service

La voiture de service est définie comme un véhicule appartenant à l'employeur ou dont l'employeur a la responsabilité (leasing, location) et que celui-ci met à disposition du salarié tant pour son usage professionnel que privé.

Le système d'évaluation classique de la valeur de cet avantage en nature est celui du carnet de bord sur la base de l'utilisation à titre privé du véhicule professionnel. Le salarié doit y consigner tous ses déplacements et l'avantage correspond au produit du nombre de kilomètres privés parcourus et du prix de revient kilométrique du véhicule pour l'employeur.

Étant donné les difficultés pratiques d'exécution que cette méthode représente, un système forfaitaire mensuel peut y suppléer sur la base d'1,5% de la valeur d'acquisition du véhicule neuf, TVA et options comprises.

Quatre situations sont envisagées :

- dans la mesure où le salarié participe au prix d'acquisition du véhicule, sa participation est déductible par voie d'amortissement de l'avantage forfaitaire sans toutefois pouvoir dépasser 20% du prix d'acquisition à charge de l'employeur (voir exemple 1) ;

Exemple 1

Prix du véhicule (options, TVA et remise comprises) = 25.000 euros

Participation du salarié = 10.000 euros

Prix d'acquisition à charge de l'employeur = 15.000 euros

Valeur mensuelle de l'avantage à soumettre à l'impôt (1,5% de 25.000 euros) = 375 euros

Déduction de la participation (max. 20% de 15.000 euros) = 3.000 euros

Déduction de la participation à étaler (amortissement) sur 3.000/375 = 8 mois

Les 8 premiers mois, aucun impôt n'est dû. Au-delà de 8 mois, la valeur mensuelle soumise à l'impôt sera de 375 euros.

- si le salarié participe plutôt au coût du leasing ou de la location de la voiture, alors sa participation est déductible de la valeur imposable sans pouvoir dépasser 20% du coût à charge de l'employeur (voir exemple 2 à la page suivante) ;
- si le salarié contribue aux frais fixes et forfaitaires d'entretien, il peut déduire sa participation à ces frais de la valeur de l'avantage en nature imposable déterminée selon la méthode du carnet de bord ou la méthode forfaitaire ;

Exemple 2

Prix du véhicule = 40.000 euros

Coût mensuel du leasing = 1.500 euros

Participation mensuelle du salarié au leasing = 300 euros

Coût mensuel du leasing à charge de l'employeur (1.500 - 300) = 1.200 euros

Valeur mensuelle de l'avantage en nature (1,5% de 40.000 euros) = 600 euros

Déduction de la participation du salarié (20% de 1.200 euros) = 240 euros

Valeur mensuelle de l'avantage à soumettre à l'impôt (600 - 240) = 360 euros.

- enfin, si le salarié prend en charge des frais variables d'entretien (carburant, réparation, etc.), ces montants ne peuvent être déduits de l'avantage en nature et sont donc pleinement imposables.

À noter que, si le salarié rachète un véhicule de service, par exemple à la fin du contrat de leasing, à un prix préférentiel par rapport au marché, cet avantage supplémentaire est évalué par l'administration selon une méthode simplifiée (taux d'évaluation dégressif en fonction de l'ancienneté du véhicule au moment du rachat).

L'imputation des deux avantages (mise à disposition d'un véhicule et rachat à un prix de faveur) est cependant plafonnée à concurrence du prix d'acquisition global du véhicule réduit des participations déductibles du salarié. Dans la mesure où le montant théorique de l'avantage en nature calculé par l'administration et qui résulte du rachat du véhicule ne dépasse pas ce plafond, il est soumis à imposition.

Le prêt financier à taux préférentiel ou la subvention d'intérêts (autrement dénommés économie et bonification d'intérêts)

L'employeur, par exemple et généralement un organisme financier, peut accorder un avantage à son salarié en lui allouant directement un prêt à un taux préférentiel. L'avantage peut également consister en une subvention d'intérêts, c'est-à-dire en une prise en charge des intérêts découlant d'un prêt contracté précédemment par le salarié auprès d'un organisme financier.

Exemple

1. Prêt d'une valeur de 100.000 euros à un taux de 1,5%

Avantage taxable (2% - 1,5% de 100.000 euros) = 500 euros/an, soit 41,66 euros/mois.

2. Prêt d'une valeur de 100.000 euros à un taux 0

Avantage taxable (2% - 0% de 100.000 euros) = 2.000 euros/an soit 166,66 euros/mois.

Le prêt au salarié sera considéré comme avantage dès lors que le taux d'intérêt préférentiel sera inférieur au taux forfaitaire annuel légal de 2% du montant du prêt valable pour l'année d'imposition 2014 et de 1,5% à partir de l'année d'imposition 2015. Si le prêt est accordé à un taux inférieur, la base imposable de l'avantage représentera l'économie d'intérêts qui résulte de la différence entre le seuil légal de 2% (respectivement 1,5%) et le taux accordé par l'employeur.

Exemple

Intérêts dus en 2012 par le salarié = 8.000 euros.

Contribution de l'employeur à hauteur de 6.000 euros.

Valeur imposable de l'avantage = 6.000 euros.

En cas de subvention d'intérêts (bonification) par l'employeur d'un prêt contracté par le salarié, l'avantage sera apprécié à la valeur nominale des recettes engrangées.

Ces avantages peuvent toutefois être exempts de l'impôt dans la mesure où le prêt est en relation économique soit avec l'habitation personnelle principale du contribuable, soit avec l'acquisition d'un premier terrain à bâtir destiné à accueillir l'habitation principale du contribuable ou encore avec un immeuble en voie de construction ou de rénovation pour ses besoins personnels de logement. Il ne peut en aucun cas s'agir d'une résidence secondaire.

La tranche maximale exemptée s'élève à 3.000 euros par an, voire à 6.000 euros en cas d'imposition collective ou pour un contribuable salarié formant un ménage monoparental avec au moins un enfant à charge pour lequel il bénéficie d'une modération d'impôt.

Si les avantages obtenus sont relatifs à un prêt d'un autre ordre (prêt à la consommation), l'exemption se chiffre à 500 euros par an, voire à 1.000 euros en cas d'imposition collective ou pour un contribuable salarié monoparental avec enfant à charge.

La mise à disposition d'un logement

La mise à disposition d'un logement à titre gratuit ou à loyer réduit (housing) présente également plusieurs cas de figure.

Ainsi, si le salarié fait prendre en charge le loyer de son propre domicile, alors l'avantage qu'est le montant du loyer remboursé est pleinement imposable. De même, si le logement est loué par l'employeur et mis à disposition de son salarié, le loyer payé constitue en principe l'avantage alloué. Dans certaines circonstances, il peut toutefois être admis que l'avantage équivaut à 75% du loyer hors frais versé par l'employeur.

Si le logement est meublé, il convient de majorer la valeur de l'avantage de 10%. Les charges éventuellement payées par l'employeur sont intégralement imposables, tandis que toute participation du salarié au prix du loyer est déductible de l'avantage en nature.

Si l'habitation mise à disposition du salarié est propriété de l'employeur, l'avantage est évalué par comparaison au loyer pour une habitation comparable. Si elle est difficilement comparable à un logement présentant les mêmes caractéristiques, la valeur mensuelle imposable de l'avantage ne peut être inférieure à 8 euros par m² de surface habitable pour un studio ou un appartement ou à 7 euros par m² pour les autres habitations, hors cave, grenier et garage.

Le régime spécial pour les « salariés hautement qualifiés et spécialisés »

Sous certaines conditions, les salariés en provenance de l'étranger, disposant de connaissances approfondies dans certains secteurs spécifiques peuvent voir une partie de leurs dépenses et charges totalement exemptées ou à concurrence de certains plafonds, par exemple les frais de déménagement, de rapatriement, de logement, de scolarité, de voyage, le différentiel de la charge fiscale entre le Luxembourg et l'État d'origine, le différentiel du coût de la vie. Ce régime est accordé spécialement par l'Administration.



À nouveau, les charges éventuellement payées par l'employeur sont intégralement imposables et le logement meublé occasionne une majoration de 10% du montant. En cas de location à prix réduit d'un bien appartenant à l'employeur, la part du loyer versée par le salarié sera déduite de la valeur de l'avantage en nature.

b. Les frais d'obtention

Alors que les commerçants, les professions libérales ou les agriculteurs peuvent déduire des dépenses d'exploitation de leurs revenus, les frais d'obtention sont les dépenses déductibles réalisées directement en vue d'acquérir, d'assurer et de conserver les recettes provenant notamment d'une occupation salariée ou résultant de pensions ou de rentes (à côté des revenus divers, provenant de la location de biens ou de capitaux mobiliers).

C'est ainsi que, d'un point de vue fiscal, le « revenu net » provenant d'une occupation salariée est l'excédent des recettes sur les frais d'obtention. Nous nous limitons dans le cadre du présent dialogue aux revenus provenant d'une occupation salariée.

Déductibilité des frais d'obtention

Les frais d'obtention sont déductibles de la catégorie de revenus à laquelle ils se rapportent dans la mesure où ils sont en rapport avec des revenus imposables et non exemptés. Supposons ainsi que vous avez des frais d'obtention de l'ordre de 1.000 euros relatifs à votre occupation salariée et que les revenus provenant de cette occupation s'élèvent à 50.000 euros dont 2.000 euros sont exempts d'impôts. Vous pouvez donc porter en déduction en tant que frais d'obtention le montant suivant : 1.000 (frais d'obtention effectifs) x 48.000/50.000 (proportion des revenus non exempts d'impôts) = 960 euros.

Les frais d'obtention déductibles du revenu provenant d'une occupation salariée (cases 749 à 756)

En la matière, le contribuable se voit déduire d'office un minimum forfaitaire de 540 euros par an, voire de 1.080 euros si les époux/partenaires imposables collectivement perçoivent tous les deux des revenus d'une occupation salariée. Ce forfait est possiblement majoré en fonction du degré d'invalidité ou d'infirmité du salarié.

Le salarié peut, le cas échéant, faire valoir des frais d'obtention supérieurs aux minima forfaitaires à condition de les justifier en produisant les pièces nécessaires.

Citons quelques exemples déductibles en tant que frais d'obtention :

- les cotisations versées aux syndicats ou à la CSL ;
- les dépenses pour vêtements typiquement professionnels (p.ex. : vêtements de sécurité) ;
- les dépenses pour instruments de travail qui servent exclusivement (à raison de 90% au moins) à l'exercice de l'activité professionnelle. Si les dépenses servent à la fois à des fins privées et professionnelles (à raison de 10% au moins), une quote-part peut être déduite comme frais d'obtention à condition qu'il existe des critères et pièces objectifs permettant une séparation adéquate et facilement contrôlable de ces dépenses. Les instruments de travail sont amortissables selon leur durée usuelle d'utilisation. Si

cette durée est inférieure à une année ou si le prix d'acquisition est inférieur à 870 euros, la dépense est intégralement déductible en une année. Le hardware et le software d'un ordinateur reconnu comme « professionnels » sont généralement amortis sur une durée de trois années. Ainsi, en cas d'achat d'un ordinateur de 3.000 euros, le contribuable peut pendant trois années déduire 1.000 euros en tant que frais d'obtention si celui-ci peut justifier qu'il s'agit d'un instrument de travail ;

- les dépenses pour livres et périodiques professionnels ;
- les dépenses relatives à l'entretien d'un cabinet de travail à domicile utilisé exclusivement ou quasi exclusivement à des fins professionnelles. Ceci présuppose que le cabinet constitue une pièce à part qui ne doit cependant pas être disproportionnée par rapport aux pièces d'habitation. Des objets d'art destinés à décorer le cabinet de travail à domicile ne constituent pas des frais d'obtention. Des frais relatifs à l'immeuble ou à l'habitation dans son ensemble (p.ex. : loyer, intérêts débiteurs, amortissement, frais de chauffage, frais de réparation et d'entretien, etc.) sont déductibles proportionnellement à la surface du cabinet de travail par rapport au total de la surface habitable, cabinet de travail compris ;
- les dépenses de perfectionnement professionnel (« Fortbildungskosten ») supportées par le salarié et liées à la profession qu'il exerce. Les dépenses effectuées par le contribuable pour acquérir les connaissances nécessaires à l'exercice de sa profession rangent en principe parmi les dépenses de train de vie et ne sont pas déductibles, etc.

Les frais de déplacement (cases 757 à 764)

Les frais de déplacement déductibles de l'impôt sont fonction de la distance entre le domicile du contribuable et son lieu de travail. L'adresse commerciale de l'employeur est en principe à retenir comme lieu de travail. La déduction pour frais de déplacement est déterminée sans considération du moyen de locomotion choisi par le contribuable pour aller à son lieu de travail.

Lorsque le contribuable n'est pas soumis à l'impôt pendant toute l'année, la déduction se réduit à un douzième par mois effectivement assujetti. Les frais sont inscrits sur la fiche de retenue d'impôt émise par le bureau RTS.

Seul l'éloignement jusqu'à 26 km au maximum est considéré pour des frais annuels de déplacement de 2.574 euros au plus (99 euros par km).

Les salariés qui touchent pendant des périodes d'incapacité de travail par suite de maladie, de maternité, d'accident professionnel ou de maladie professionnelle des indemnités pécuniaires y relatives ou leur rémunération en vertu d'une disposition légale ou contractuelle, bénéficient pendant lesdites périodes de la déduction pour frais de déplacement.

En cas de modification de la distance entre le domicile et le lieu de travail au cours d'une année d'imposition suite à un déménagement ou un changement d'emploi du contribuable, la nouvelle distance est prise en considération uniquement si elle s'est accrue. Dans ce cas, la modification de la déduction prend effet à partir du début du mois où le changement a lieu.

3. AUTRES REVENUS

a. Revenu net provenant de capitaux mobiliers (cases 901 à 942)

À la présente rubrique « revenu net provenant de capitaux mobiliers », il vous revient de communiquer vos revenus de capitaux mobiliers tels que les dividendes et parts de bénéfiques, les intérêts provenant de certaines créances, les intérêts d'obligations, etc.

Ces revenus seront soit non passibles, soit passibles de la retenue d'impôt au Luxembourg (à un taux de 15%, par exemple, pour les dividendes ou 10% pour les intérêts de l'épargne une fois 250 euros atteints).

Vous pouvez déduire les frais d'obtention relatifs à ces revenus, par exemple les frais de commission bancaire, les droits de garde, les frais de location d'un coffre-fort, les intérêts débiteurs de dette en vue de la prise de titres, etc. Cette déduction est cependant limitée aux frais liés aux revenus non exemptés. Ainsi, lorsque 50% d'un revenu de capital brut sont exemptés de l'impôt (par exemple les dividendes), seulement 50% des frais d'obtention y relatifs peuvent être déduits.

Chaque contribuable peut au moins déduire comme frais d'obtention le minimum forfaitaire de 25 euros (50 euros en cas d'imposition collective des époux/partenaires). En outre, une tranche de 1.500 euros des revenus provenant de capitaux mobiliers (intérêts, dividendes, etc.) est exonérée d'impôt (3.000 euros en cas d'imposition collective des époux/partenaires). Les intérêts d'une épargne-logement agréée sont intégralement exonérés.

Les intérêts soumis à la retenue d'impôt à la source libératoire ne doivent quant à eux pas être déclarés.

b. Revenus provenant de la location de biens (cases 1001 à 1070)

Nous nous concentrons ici sur les immeubles et, plus particulièrement, sur la valeur locative de l'habitation personnelle (F). Si vous touchez des revenus provenant de la location d'un immeuble, vous êtes invité à remplir cette rubrique, de même que si vous êtes propriétaire d'une habitation que vous occupez vous-même, ce qui vous permettra d'ailleurs, le cas échéant, de déduire les intérêts passifs qui découlent de cette habitation.

Vous inscrivez l'adresse de l'habitation, sa valeur unitaire et la date d'entrée dans l'immeuble. Ensuite, vous renseignez la valeur locative de l'habitation (revenu de location) qui est fonction de sa valeur unitaire.

La valeur locative est en l'occurrence un revenu virtuel de location que vous devez déclarer si vous êtes propriétaire d'une habitation que vous occupez vous-même à titre principal. Cette valeur locative est calculée forfaitairement sur la base de la valeur unitaire de l'habitation, qui est inférieure à la valeur réelle de l'immeuble. Le forfait correspond à 4% de la tranche de la valeur unitaire inférieure à 3.800 euros et à 6% de la tranche de la valeur unitaire dépassant 3.800 euros. La valeur locative est aussi fonction du temps d'occupation effectif du logement au cours de l'année fiscale et pourra donc être réduite proportionnellement si l'habitation n'a été occupée qu'une partie de l'année.

Valeur unitaire ?

Pour obtenir la valeur unitaire de votre habitation, adressez-vous à la section des évaluations immobilières de l'Administration des contributions directes. Pour les non-résidents, celle-ci est estimée par comparaison à une habitation similaire située au Luxembourg.

Les intérêts passifs (débiteurs/hypothécaires) en rapport avec l'acquisition de l'habitation principale, peuvent être déduits. Tant que l'immeuble n'est pas encore occupé, les intérêts débiteurs sont intégralement déductibles.

Si l'immeuble est occupé, la déductibilité des intérêts varie suivant la date d'occupation de l'habitation par le propriétaire et le nombre de personnes composant le ménage :

- 1.500 euros pour l'année d'occupation et les cinq années suivantes ;
- 1.125 euros pour les cinq années subséquentes ;
- 750 euros pour les années suivantes.

Ces plafonds respectifs sont augmentés de leur propre montant pour le conjoint et pour chaque enfant ouvrant droit à une modération d'impôt.

Afin de pouvoir bénéficier de cette déduction des intérêts passifs, le contribuable doit présenter une demande, accompagnée des pièces justificatives émises par l'institut de crédit accordant le prêt, lors de sa déclaration annuelle pour l'impôt sur le revenu. S'il n'est pas soumis à l'imposition par voie d'assiette, le contribuable peut demander la régularisation à la fin de l'année, moment où le montant effectivement dû à titre d'intérêts est connu. Le non-résident devra demander l'application de l'assimilation fiscale.



c. Revenus nets divers (cases 1101 à 1167)

Les revenus nets divers comprennent les revenus, le cas échéant, réduits des frais d'obtention, qui n'entrent pas dans les autres catégories de revenus et dont font partie entre autres, pour ce qui concerne le ménage salarié, les revenus de cession d'immeubles appartenant au patrimoine privé ou les revenus provenant de prestations non comprises ailleurs.

- Les revenus de cession d'une participation importante : revenus provenant de la vente, plus de six mois après leur acquisition, de participations de toute nature dans des « organismes à caractère collectif » ; ceux-ci sont imposables lorsque le cédant a eu une participation directe ou indirecte importante (plus de 10% du capital d'une « société » avec son conjoint ou son partenaire et ses enfants mineurs, à un moment quelconque des cinq années précédant la vente). Abattement possible de 50.000 euros, porté à 100.000 euros en cas d'imposition collective, si le contribuable n'a pas déjà profité de cet abattement au cours des dix années précédentes, auquel cas l'abattement est réduit.
- Le bénéfice de spéculation (modèle 700 à remplir) : sauf si l'immeuble constitue la résidence principale du contribuable, il s'agit de la plus-value réalisée lors d'une vente de biens récemment acquis (dans les deux ans pour les immeubles, six mois pour les autres biens) ou lors d'une cession qui précède l'acquisition (c'est-à-dire vendre un bien dont on n'est pas encore propriétaire). Imposable si le bénéfice dépasse le montant annuel total de 500 euros.

La vente de la résidence principale

Les bénéfices résultant de la vente de la résidence principale du contribuable ne sont pas imposables. Une habitation appartenant au contribuable constitue sa résidence principale s'il s'agit de sa résidence habituelle depuis l'acquisition ou l'achèvement de l'habitation ou pendant au moins cinq années précédant la vente.

Cette condition de durée de cinq ans peut ne pas être remplie si l'habitation est vendue pour des raisons familiales ou en vue d'un changement de résidence en rapport avec la profession du contribuable, de son conjoint ou son partenaire.

Lorsque le contribuable est propriétaire d'une habitation qu'il n'occupe pas lui-même, celle-ci est assimilée à une résidence principale si le contribuable remplit simultanément les trois conditions suivantes : il a occupé cette habitation à la suite de l'acquisition ou de l'achèvement de celle-ci ; il n'est pas propriétaire d'une autre habitation ; il a abandonné cette habitation pour des raisons familiales ou à cause d'un changement de résidence en rapport avec sa profession ou celle de son conjoint/partenaire.

Une habitation antérieurement occupée par le contribuable est également assimilée à une résidence principale si la vente de cette habitation a lieu au cours de l'année qui suit le transfert dans une nouvelle habitation. La résidence principale comprend également les dépendances normales du bâtiment (situées auprès du bâtiment et nécessaires à l'habitation : garages, caves, greniers, terrasses) et du terrain formant l'assiette du bâtiment (y compris les éléments non bâtis situés auprès du bâtiment et nécessaires à celui-ci).

- Les revenus de cession d'immeubles (plus-value immobilière ; modèle 700) : résultant de la vente d'un immeuble et imposables si la vente a lieu plus de deux ans après l'acquisition ou la constitution de l'immeuble, à moins que l'immeuble constitue la résidence principale du contribuable. Abattement possible de 50.000 euros, porté à 100.000 euros en cas d'imposition collective, si le contribuable n'a pas déjà profité de cet abattement au cours des dix années précédentes, auquel cas l'abattement est réduit.

Exemple

En 2000, vous (célibataire) avez réalisé une plus-value de 30.000 euros lors de la vente d'un immeuble. Cette plus-value, inférieure à l'abattement maximal de 50.000 euros, est entièrement hors impôt. En 2003, vous réalisez une plus-value de 25.000 euros sur une cession d'un autre immeuble. Vous pouvez encore profiter de la partie résiduelle de l'abattement qui s'élève à $50.000 - 30.000 = 20.000$ euros. Les 5.000 euros dépassant cet abattement seront soumis à imposition.

En 2011, vous aurez à nouveau droit à un abattement de $50.000 - 20.000$ (abattement réalisé en 2003) = 30.000 euros, puisque l'abattement datant de 2000 aura été accordé plus de 10 ans auparavant. Si de 2011 à 2013, vous ne réalisez pas de plus-value, vous pourrez, dès 2014, bénéficier à nouveau de l'abattement intégral de 50.000 euros.

Notons que si le bénéfice provient de la vente d'un immeuble bâti acquis par voie de succession en ligne directe (c'est-à-dire hérité des parents) et que celui-ci a été utilisé par les parents du contribuable ou de son conjoint/partenaire comme résidence principale en dernier lieu et à un moment quelconque avant leur décès, la plus-value sera diminuée d'un abattement de 75.000 euros. Il s'agit de respecter la ligne directe : si, par exemple, un contribuable reçoit de son frère l'ancienne résidence principale de leurs parents, le bénéfice éventuel de la vente sera entièrement imposable. Cet abattement sera appliqué avant l'abattement de cession d'immeuble

décrit ci-dessus. En cas d'imposition collective, chacun des conjoints a droit à un abattement de 75.000 euros pour sa propre part héréditaire. Idem pour les enfants qui ont hérité de la résidence principale de leurs parents.

- Les revenus non compris dans une autre catégorie de revenus : revenus divers provenant par exemple d'entremises occasionnelles, de travaux occasionnels, de mises à profit d'inventions fortuites, de commissions secrètes. Ce type de revenu n'est pas imposable lorsqu'il est inférieur à un montant annuel de 500 euros. Les indemnités allouées aux présidents, secrétaires et assesseurs des bureaux de vote sont également considérées comme des revenus divers.
- Le remboursement de l'épargne dans le cadre d'un contrat de prévoyance-vieillesse (pension du « 3^e pilier »), imposé plus favorablement dans les deux premiers cas suivants : remboursement sous forme de capital d'une partie de l'épargne accumulée (possible versement immédiat à l'échéance de la moitié de l'épargne accumulée, l'autre moitié étant versée sous forme de rentes mensuelles ; la première moitié du capital versée doit être déclarée sous la rubrique des revenus divers) ; remboursement anticipé de l'épargne accumulée en cas de décès, d'invalidité ou de maladie grave du souscripteur ; remboursement anticipé de l'épargne accumulée ainsi que le capital constitutif de la rente viagère payée de manière anticipative qui deviennent imposables puisqu'il s'agit en l'occurrence d'une rupture anticipative non dûment motivée du contrat.

d. Revenus extraordinaires (cases 1201 à 1218)

La rubrique « revenus extraordinaires » regroupe certains des revenus qui rangent parmi les huit catégories de revenus existantes, dont celles de l'occupation salariée, pour lesquels des taux d'imposition particuliers sont d'application.

Il s'agit par exemple : de revenus provenant d'une occupation salariée qui sont liés, du point de vue économique, à une période de plus d'une année et qui deviennent imposables au titre d'une seule année d'imposition ; de rémunérations périodiques d'une occupation salariée qui sont relatives à une période de paye antérieure ou postérieure à l'année d'imposition et qui deviennent imposables au titre de l'année d'imposition considérée ; du remboursement sous forme de capital d'une partie de l'épargne accumulée en exécution d'un contrat de prévoyance-vieillesse ; du remboursement anticipé de l'épargne accumulée en vertu d'un contrat de prévoyance-vieillesse en cas de décès, d'invalidité ou de maladie grave du souscripteur ; des revenus provenant de la vente d'immeubles plus de deux ans après leur acquisition ou constitution ; des revenus provenant de la vente, plus de six mois après leur acquisition, de participations de toute nature dans des organismes à caractère collectifs, lorsque le vendeur a eu une participation importante ; des indemnités pécuniaires de maladie, de maternité et d'accident/maladie professionnels qui remplacent des revenus se rapportant à une période autre que l'année d'imposition, etc.

4. DÉPENSES SPÉCIALES (CASES 1301 À 1473)

Les « dépenses spéciales », dans la mesure où elles ne constituent pas des frais d'obtention, vont réduire la cote de l'impôt qui vous est imputable par le biais d'une diminution du revenu imposable.

Il existe deux façons de faire déduire vos éventuelles dépenses spéciales : soit en faisant jouer le minimum forfaitaire de 480 euros (960 euros en cas d'imposition collective des époux/partenaires salariés) pour une année complète d'assujettissement, même si vos dépenses spéciales n'atteignent pas ce minimum, soit en faisant valoir vos dépenses spéciales effectives qui dépassent ce minimum, dans les limites des plafonds légaux.

Pour un résident qui n'a pas fait porter ces dépenses sur sa fiche, il est possible de rectifier l'imposition par décompte ou voie d'assiette. Si les non-résidents bénéficient du forfait minimum, ils peuvent, sous condition d'assimilation fiscale, faire valoir leurs dépenses effectives à l'instar des résidents.

a. Les dépenses spéciales suivantes sont couvertes par le minimum forfaitaire :

- les rentes et charges permanentes que le contribuable est éventuellement amené à payer, notamment au conjoint divorcé (pension alimentaire).

Ces dépenses peuvent toutefois être déductibles à concurrence d'un montant annuel de 24.000 euros (à partir de l'année d'imposition 2011) et, si le divorce a été prononcé avant 1998, uniquement en cas de consentement mutuel ou de demande commune entre le débiteur et le bénéficiaire. Les autres rentes et charges permanentes, dues en vertu d'une obligation particulière (contrat en due forme, décision de justice), sont déductibles comme dépenses spéciales si elles n'ont pas de rapport économique avec des revenus exemptés. Les rentes ou charges permanentes effectués de manière volontaire entre ascendant et descendant ne sont déductibles que dans le cas où elles sont stipulées à l'occasion d'une transmission de biens.

- Les intérêts débiteurs relatifs à un prêt à la consommation : achat d'un véhicule automobile, de mobilier, d'actions ou encore financement de dépenses personnelles, etc.

Il faut que les intérêts débiteurs ne soient pas en rapport économique avec des revenus exemptés, les intérêts dus au retard de paiement de l'impôt n'étant par ailleurs pas déductibles au titre des dépenses spéciales. Dans ce cas, le contribuable peut déduire au maximum 336 euros par année d'imposition, plafond augmenté de 336 euros annuels pour le conjoint/partenaire éventuel et pour chaque enfant ouvrant droit à une modération d'impôt. Ainsi, pour un ménage composé de deux époux/partenaires imposables collectivement et de leurs deux enfants, le plafond déductible s'élève à $(4 \times 336) = 1.344$ euros.

- Les cotisations versées à titre volontaire à un établissement de sécurité sociale (maladie, pension) pour une assurance continuée, volontaire ou facultative et en vue d'un achat de périodes.

Ces cotisations sociales volontaires sont déductibles intégralement.

- Certaines primes et cotisations d'assurance liées à la personne (vie, décès, accident, responsabilités civiles et familiale, secours mutuel), qu'elles soient périodiques ou uniques, si le preneur (contractant) de l'assurance est le contribuable lui-même ou une personne imposable collectivement avec lui et si l'assuré ouvrant le bénéfice du contrat (accident, décès, vie, etc.) est soit le contribuable lui-même, soit son conjoint/partenaire, soit un de ses enfants donnant droit à une modération d'impôt. Quant au bénéficiaire, il peut s'agir de n'importe quelle personne sans que cela ne puisse constituer un obstacle à la déductibilité des primes. Le contribuable peut posséder ces trois qualités en même temps. Le rachat (ou la cession) d'une assurance qui a pour effet d'enlever aux primes ou cotisations antérieurement déduites leur caractère déductible donne lieu à une imposition rectificative.

Les primes et cotisations versées peuvent être déduites jusqu'à concurrence d'un montant maximal de 672 euros par année et par personne du ménage. Ainsi pour un ménage composé de deux époux/partenaires imposables collectivement et d'un enfant donnant droit à une modération d'impôt, le plafond déductible s'élève à $(3 \times 672) = 2.016$ euros.

La prime unique d'assurance décès pour solde restant dû (cases 1360 à 1363) garantissant le remboursement d'un crédit immobilier pour les besoins personnels d'habitation (assurance temporaire au décès à capital décroissant) augmente le plafond des primes d'assurance déductibles en tant que dépenses spéciales du montant de celle-ci. Cette majoration ne peut toutefois pas dépasser 6.000 euros augmentés de 1.200 euros pour chaque enfant donnant droit à une modération d'impôt. Une surmajoration, ne pouvant pas excéder 160% de la première majoration, existe pour les contribuables âgés de plus de 30 ans au moment de la souscription d'une telle assurance (fonction éventuellement du conjoint le plus âgé lorsque le contrat est souscrit par deux époux/partenaires imposés collectivement ou qu'il porte sur leurs deux têtes), chaque enfant ne pouvant toutefois déclencher qu'une majoration à utiliser au choix pour augmenter le plafond applicable à l'un ou l'autre des époux ou partenaires.



Exemple

Un contribuable marié, qui a deux enfants, a versé une prime unique de 10.000 euros au titre d'une assurance décès temporaire à capital décroissant (sur sa tête) en vue d'assurer le remboursement d'un prêt contracté pour la construction d'une maison pour les besoins personnels d'habitation. Le mari est âgé de 39 ans.

Le plafond normal s'élève à $4 \times 672 = 2.688$ euros qui peuvent être utilisés pour déduire la prime unique à moins qu'ils ne soient déjà utilisés comme plafond pour d'autres primes ou cotisations d'assurance.

Le plafond déductible pour la prime unique sera de :

Majoration : $6.000 + 2 \times 1.200 = 8.400$ euros

Surmajoration : 8% de $8.400 \times (41-30) = 7.392$ euros.

Le contribuable peut déduire comme prime unique un montant de 15.792 euros ($8.400 + 7.392$). Comme le maximum de majoration est supérieur à la prime unique, le contribuable doit se contenter alors de déduire le montant de la prime unique effectivement versé. Si la prime s'était par exemple élevée à 17.000 euros, il aurait pu couvrir la partie non déductible de $(17.000 - 15.792) = 1.208$ euros avec le plafond normal de 2.688 euros pour autant que celui-ci n'ait pas déjà été atteint par les primes et cotisations périodiques déductibles.

- Les primes périodiques ou uniques versées en vertu d'un contrat prévoyance-vieillesse, pour autant que la durée minimale du contrat soit de 10 ans avec échéance au plus tôt à l'âge de 60 ans du souscripteur et au plus tard à l'âge de 75 ans. En cas d'interruption du contrat de prévoyance-vieillesse, sauf pour cause de décès, d'invalidité ou de maladie grave, le capital remboursé sera imposé globalement avec les autres revenus du souscripteur. Le souscripteur peut néanmoins arrêter à tout moment les versements sur un contrat de prévoyance-vieillesse existant, voire signer un nouveau contrat auprès du même ou auprès d'un autre prestataire. À échéance, le capital versé ne pourra être supérieur à la moitié de l'épargne, le solde étant converti en rente viagère.

La déductibilité va croissant en fonction de l'âge du contribuable. Lorsque des époux/partenaires imposables collectivement souscrivent tous les deux un contrat de prévoyance-vieillesse, le montant déductible est calculé individuellement pour chaque époux/partenaires.

Âge	Déduction annuelle (en euros)
moins de 40 ans	1.500
40-44 ans	1.750
45-49 ans	2.100
50-54 ans	2.600
55-74 ans	3.200

- Les cotisations versées à des caisses d'épargne-logement agréées en vue de financer la construction, l'acquisition ou la transformation d'un appartement ou d'une maison utilisés pour les besoins personnels d'habitation, y compris le prix du terrain. Les cotisations versées à des fins de remboursement d'obligations antérieures remplissant les conditions indiquées ci-avant sont également déductibles (il peut s'agir par exemple d'un crédit bancaire refinancé par la caisse d'épargne-logement). Pour rappel, les intérêts de cette épargne sont exonérés.

La résiliation du contrat pendant la période d'épargne ou la non-affectation des fonds versés à l'échéance du contrat aux fins prévues par celui-ci enlèvent également aux primes antérieurement déduites leur caractère déductible et donnent lieu à une imposition rectificative en défaveur du contribuable. Celle-ci n'a cependant pas lieu dans deux cas : en raison du décès ou de l'incapacité de travail permanente du souscripteur ou si le contrat est résilié plus de dix ans après la souscription.

Les cotisations versées peuvent être déduites jusqu'à concurrence d'un montant maximal de 672 euros par année et par personne du ménage. Ainsi pour un ménage composé de deux époux/partenaires imposables collectivement et d'un enfant donnant droit à une modération d'impôt, le plafond déductible s'élève à $(3 \times 672) = 2.016$ euros.

b. Vous inscrivez également vos dépenses non couvertes par le minimum forfaitaire, à savoir :

- La part des cotisations salariales obligatoires à charge de l'assuré versées à un établissement de sécurité sociale luxembourgeois (caisses de pension et de santé) ou étranger qui sont intégralement déductibles en tant que dépenses spéciales.
- Les cotisations versées à titre personnel à un régime de pension complémentaire instauré par votre employeur ou à un régime étranger ; le maximum déductible s'élève à 1.200 euros par année.
- Certains dons déductibles, notamment ceux versés à des organismes reconnus d'utilité publique, si le total annuel est au moins égal à 120 euros et ne dépasse pas 20% du total de vos revenus nets, ni un million d'euros (par exemple les organisations non gouvernementales agréées dans le domaine de la coopération au développement). Pour les contribuables qui doivent remplir une déclaration d'impôt, la déduction des libéralités a lieu à ce moment. Les autres contribuables, imposables uniquement par voie de retenue à la source, peuvent les déduire par le biais du décompte annuel. L'assimilation fiscale est requise pour les non-résidents.
- Sous certaines conditions, vous pouvez déduire des pertes antérieures résultant d'une entreprise commerciale, d'une exploitation agricole ou forestière ou de l'exercice d'une profession libérale.

5. CHARGES EXTRAORDINAIRES (CASES 1501 À 1545)

L'abattement fiscal est un instrument de modération d'impôts visant à tenir compte des charges qui grèvent un contribuable par rapport à ceux qui n'ont pas cette charge. L'abattement tient compte de ces charges en diminuant l'assiette imposable dans les limites, notamment forfaitaires, déterminées par la loi.

a. Demande pour un abattement de revenu imposable du fait de charges extraordinaires

L'abattement pour charges extraordinaires permet de tenir compte dans le chef du contribuable de charges extraordinaires telles que les frais de maladie non remboursés par la caisse de maladie, l'entretien de parents sans ressources, les prestations alimentaires (non reconnues comme dépenses spéciales), les frais de divorce et toute une série d'autres frais. Les charges et dépenses déductibles en tant que dépenses spéciales ou frais d'obtention ne peuvent pas être considérées comme charges extraordinaires.

Ces charges extraordinaires donnent droit à un abattement d'impôt si elles sont inévitables pour des raisons matérielles (par exemple du fait de catastrophes naturelles), juridiques (par exemple liées à un divorce) ou morales (pour aider des parents nécessiteux) et si elles n'incombent normalement pas à la majorité des contribuables qui se trouvent dans une situation analogue en ce qui concerne leur revenu et leur fortune ainsi que leur situation familiale.

Vous cochez la première case si vous désirez bénéficier d'un abattement pour charges extraordinaires. Ces charges seront alors comparées à votre charge fiscale estimée normale en pourcentage de votre revenu imposable sur l'année (une même charge peut donc être considérée comme extraordinaire pour un contribuable et ordinaire pour un autre).

Pour un revenu imposable	Pour un contribuable appartenant à la classe d'impôt						
	1	1a ou 2					
		nombre de modérations d'impôt pour enfants					
		0	1	2	3	4	5
inférieur à 10.000 €	2%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
de 10.000 € à 20.000 €	4%	2%	0%	0%	0%	0%	0%
de 20.000 € à 30.000 €	6%	4%	2%	0%	0%	0%	0%
de 30.000 € à 40.000 €	7%	6%	4%	2%	0%	0%	0%
de 40.000 € à 50.000 €	8%	7%	5%	3%	1%	0%	0%
de 50.000 € à 60.000 €	9%	8%	6%	4%	2%	0%	0%
supérieur à 60.000 €	10%	9%	7%	5%	3%	1%	0%

L'excédent de dépenses par rapport à la charge normale sera déduit du revenu imposable.

Le contribuable possède deux options : il peut soit faire valoir ses frais réels, soit bénéficier pour certains frais d'un abattement forfaitaire.

Les frais réels pour charges extraordinaires

S'il n'est pas d'office soumis à l'imposition par voie d'assiette, c'est-à-dire s'il ne doit pas remplir de déclaration d'impôt, le salarié ou le pensionné résident peut obtenir l'inscription de la déduction accordée sur sa fiche de retenue d'impôt si la charge extraordinaire est clairement déterminée pour l'ensemble de l'exercice fiscal (p.ex. prestations alimentaires).

Pour toutes les autres charges (p.ex. surplus pour frais de maladie), le contribuable demandera la régularisation à la fin de l'année (décompte ou déclaration). Le non-résident doit faire jouer l'assimilation fiscale.

Parmi d'autres, les frais suivants peuvent, le cas échéant, être déduits sous forme de charges extraordinaires, sans toutefois bénéficier de la deuxième option d'abattement forfaitaire décrite ci-après :

Exemple

Un contribuable de la classe 2, bénéficiant d'une modération d'impôt pour un enfant et touchant un revenu annuel imposable de 45.000 euros, a supporté des frais de maladie non remboursés de l'ordre de 3.000 euros. Sa charge normale s'élève à 5% de 45.000 = 2.250 euros. Il pourra donc déduire comme charges extraordinaires un montant de $(3.000 - 2.250) = 750$ euros.

- les frais de maladie non couverts par une caisse ;
- les frais d'une cure ne sont normalement pas déductibles, sauf si la cure constitue le seul moyen pour rétablir la santé ou améliorer l'état de santé du contribuable ;
- les régimes diététiques engendrant des surplus de dépenses d'alimentation. Le contribuable doit présenter un certificat médical. Le contribuable doit prouver ses dépenses effectives ou bien faire valoir un forfait de déduction d'environ 30 euros par mois (maladie du foie, de la bile ou des reins) ou d'environ 42 euros par mois (tuberculose, diabète, sclérose en plaques) ;
- des dépenses relatives à un enfant pour lequel le contribuable bénéficie d'une modération d'impôt pour enfants ou d'un abattement pour charges d'enfants ne faisant pas partie du ménage du contribuable si ces dépenses dépassent les normes usuelles, par exemple du fait d'un long et coûteux traitement médical de l'enfant, des frais de placement de l'enfant dans un établissement spécial (pour aveugles, sourds-muets, enfants mentalement handicapés, etc.). Les frais d'entretien, d'éducation et de formation professionnelle d'un enfant qui donne droit à une modération d'impôt - faisant soit partie du ménage du contribuable, soit ne faisant pas partie du ménage du contribuable, mais dont les frais d'entretien, d'éducation ou de formation professionnelle sont principalement à charge de ce dernier - ne peuvent pas donner lieu dans le chef du contribuable à un abattement pour charges extraordinaires. Ces frais peuvent être mis en compte pour l'abattement de revenu imposable pour charge d'enfant ne faisant pas partie du ménage du contribuable ;
- l'entretien de parents, notamment de jeunes parents, avec des ressources insuffisantes et ne donnant pas droit à une modération d'impôt pour enfants ou à un abattement pour charges d'enfants ne faisant pas partie du ménage du contribuable (p.ex. : frère, sœur, neveu, nièce ou exceptionnellement d'autres jeunes personnes), pour autant qu'il n'existe pas d'autres personnes qui ont les moyens nécessaires et qui doivent assumer ces obligations en vertu des dispositions du Code civil, et compte tenu également des ressources propres éventuelles du parent et dans les limites fixées par la législation (plafond mensuel de 575 euros pour le premier parent d'au moins 18 ans et de 330 euros pour chaque parent supplémentaire d'au moins 18 ans ou de 230 euros pour chaque parent âgé de moins de 18 ans) ;
- les frais de divorce ;

- les rentes et charges permanentes, fixées par décision judiciaire dans le cadre d'un divorce prononcé avant le 1^{er} janvier 1998, sauf demande commune par le débiteur et le bénéficiaire de la rente qui rendrait celles-ci déductibles en tant que dépenses spéciales. La rente serait alors imposable dans le chef du bénéficiaire ;
- les aliments payés dans certains cas prévus par le code civil (descendants et ascendants, gendres et belles-filles, beaux-pères et belles-mères, adoptés et adoptants, époux, même séparés de corps). En général ces allocations ne sont pas déductibles en tant que charges extraordinaires ; il faut qu'elles remplissent les conditions générales des charges extraordinaires et que la personne bénéficiaire ne dispose pas des moyens pour supporter elle-même ces charges. Il peut s'agir ici d'un versement de rente ou de la prise en charge de frais de séjour dans une maison de retraite, voire de l'accueil au sein du ménage du débiteur, auquel cas les plafonds décrits au point « entretien de parents » ci-avant sont applicables ;
- les frais de funérailles non couverts par une caisse de décès ou par la fortune du défunt ;
- les frais d'un procès, hors affaire pénale pour infraction intentionnelle en cas de condamnation.

Les abattements forfaitaires

Certains frais peuvent bénéficier d'un abattement forfaitaire, abstraction faite de la charge fiscale normale. Le cumul d'un abattement forfaitaire avec un abattement non forfaitaire pour les mêmes frais n'est pas possible, les charges n'étant déductibles qu'une seule fois soit sous la forme forfaitaire, soit sous le régime commun des frais réels.

- L'abattement pour personnes en état d'invalidité ou d'infirmité

Vous demandez un abattement forfaitaire pour des charges en relation avec votre état d'invalidité ou d'infirmité. Cet abattement sera fonction du taux de réduction de votre capacité de travail et varie de 150 à 1.455 euros par an suivant le degré ou la nature de l'incapacité.

Néanmoins, le contribuable qui estime l'abattement forfaitaire insuffisant peut faire valoir les frais effectifs selon les modalités pour les charges extraordinaires effectives décrites ci-avant (par rapport à la charge normale).

- L'abattement pour frais de domesticité, pour frais d'aides et de soins en raison de l'état de dépendance et pour frais de garde d'enfants

Vous pouvez demander un abattement forfaitaire pour frais de domesticité, frais de garde d'enfants ou encore pour frais d'aides et de soins. Ces frais ne pourront alors pas être déduits d'après le système commun.

Cet abattement est censé tenir compte des frais engagés par les contribuables pour assurer les travaux domestiques à l'intérieur de leur habitation (domesticité), pour assurer des soins au contribuable, à son conjoint ou à un descendant dépendant (aides et soins) et pour assurer dans une crèche ou une garderie la garde de l'enfant âgé de moins de 14 ans (à moins d'un enfant handicapé) pour lequel le contribuable obtient une modération d'impôt pour enfant.

L'abattement forfaitaire s'élève ici au maximum à 3.600 euros par an et à 300 euros par mois, car il est limité aux frais réellement exposés par an et par mois. Par exemple, un contribuable qui justifie de frais s'élevant à 500 euros en janvier et à 200 euros en février peut déduire 300 euros en janvier et 200 euros en février. En cas de cumul des trois types de frais, l'abattement n'est accordé qu'une seule fois.

Si le contribuable demande l'abattement forfaitaire, il ne peut plus faire état d'éventuelles charges effectives de domesticité, d'aide à la dépendance ou de garde d'enfant excédant le forfait pour le calcul de l'abattement en comparaison avec la charge fiscale normale.

- L'abattement pour charges d'enfants n'ayant pas fait partie du ménage du contribuable

Si vous avez supporté des frais en raison d'enfants n'ayant pas fait partie du ménage, vous pourrez demander un abattement qui pourra s'élever jusqu'à 3.480 euros par année et par enfant.

L'abattement pour charges d'enfants tient compte des dépenses engagées par le contribuable pour des enfants qui ne font pas partie de son ménage (descendants, enfants du conjoint même en cas de dissolution du mariage, enfants adoptifs et leurs descendants, enfants recueillis durablement au foyer du contribuable), mais qui sont entretenus et éduqués principalement par le contribuable. Ces charges ne peuvent alors pas être déduites en tant que charges extraordinaires.



Sont notamment considérés comme frais d'entretien, frais d'éducation ou comme dépenses relatives aux études de formation professionnelle : les dépenses de nourriture, d'habillement et de logement ; les dépenses pour soins médicaux ; les dépenses usuelles pour occupations de loisir, cadeaux, argent de poche, etc. ; les dépenses scolaires et les dépenses d'apprentissage.

L'enfant doit être âgé de moins de 21 ans au début de l'année d'imposition ou avoir poursuivi de façon continue des études formation professionnelle à temps plein sur une période de plus d'une d'année. L'enfant est réputé être entretenu et éduqué principalement par le contribuable si ce dernier participe pour plus de 50% aux frais d'entretien et aux frais d'éducation ou d'études.

Les frais et dépenses réellement exposés pour l'enfant ne seront pas supérieurs à 3.480 euros par an et par enfant. Vu qu'il est difficile de prouver que le contribuable participe pour plus de 50% aux frais d'entretien et aux frais d'éducation, il sera opportun d'apporter la preuve que ses frais et dépenses atteignent au moins le plafond de 3.480 euros.

Le contribuable ne peut invoquer l'abattement qu'au cas où son intervention est nécessaire. L'intervention d'une personne autre que les mère et père n'est pas nécessaire, lorsque ceux-ci ont les moyens nécessaires pour remplir leurs obligations. Si les revenus personnels de l'enfant dépassent 60% du salaire social minimum, l'intervention du contribuable n'est pas non plus jugée nécessaire.

En cas de pluralité d'enfants, les abattements sont cumulés pour déterminer le plafond annuel. Pour deux enfants, le contribuable peut ainsi déduire $2 \times 3.480 = 6.960$ euros, même si les frais sont répartis de façon inégale pour les deux enfants.

Cet abattement peut être demandé par les non-résidents sans condition d'assimilation.

- L'abattement extraprofessionnel

Pour rappel, l'abattement extraprofessionnel a été introduit afin de tenir compte des frais supplémentaires à charge des conjoints/partenaires qui exercent tous les deux une occupation professionnelle et d'augmenter par conséquent l'attrait pour les époux/partenaires d'exercer chacun une activité professionnelle.

L'abattement extraprofessionnel de 4.500 euros vaut pour le couple et est déduit d'office dans le chef des contribuables mariés/partenaires imposables collectivement. La case 872 n'est à cocher que lorsqu'un des époux touche un revenu de pension depuis moins de trois ans.

L'investissement en capital risque (case 1546)

Au titre « Investissement en capital risque », vous mentionnez, le cas échéant, certains investissements justifiant une demande pour bonification d'impôt pour investissement en capital-risque.

6. REVENUS IMPOSABLES DE L'ANNÉE VISÉE

Finalement, vous devez encore récapituler les revenus imposables. Sous ce titre, vous reportez les différents types de revenu que vous avez perçus au cours de l'année en question pour en faire le total. Après déduction des dépenses spéciales, vous obtenez le revenu imposable duquel l'Administration peut, le cas échéant, encore déduire une série d'abattements fiscaux avant l'application du barème annuel de l'impôt sur le revenu des personnes physiques.

DIE ARBEITNEHMER UND IHRE STEUERERKLÄRUNG



Vorwort

In Ihren Händen halten Sie unsere Neuauflage des *Dialogue thématique*, die sich der Besteuerung der Arbeitnehmer widmet.

Dabei versteht sich von selbst, dass diese Veröffentlichung nicht auf jeden Einzelfall eingehen kann und dass sie lediglich einen allgemeinen Überblick über die verschlungenen Pfade unseres Steuersystems geben kann.

Es handelt sich hierbei um einen kleinen Leitfaden, der den steuerpflichtigen Arbeitnehmer in den verschiedenen Phasen seiner Steuererklärung unterstützen soll, indem einige wichtige Grundsätze der Einkommensbesteuerung, von denen zweifelsohne die meisten betroffen sind, sowie bestimmte spezifischere Situationen beleuchtet werden, die der eine oder andere Arbeitnehmer gegebenenfalls antreffen könnte.

Diese Neuauflage könnte Ihnen bei Ihrer Steuererklärung nützlich sein.



Jean-Claude REDING
Präsident der Arbeitnehmerkammer

Luxemburg, Februar 2015

Impressum

Herausgeber

Arbeitnehmerkammer

18, rue Auguste Lumière
L-1950 Luxemburg
T. +352 27 494 200
F. +352 27 494 250
www.csl.lu • csl@csl.lu

Jean-Claude Reding, Präsident
Norbert Tremuth, Direktor

Druck

Imprimerie WEPRINT

Vertrieb

Librairie „Um Fieldgen Sàrl“
3, rue Glesener
L-1634 Luxembourg
T. +352 48 88 93
F. +352 40 46 22
info@libuf.lu

ISSN: 5-453002-011102

Die Angaben in dieser Broschüre berühren unter keinen Umständen die Auslegung und Anwendung der Gesetzestexte durch die staatlichen Behörden oder die zuständigen Gerichte.

Die Arbeitnehmerkammer haftet nicht für mögliche Auslassungen oder Fehler im Text oder für Folgen, die sich aus der Verwendung der Inhalte dieser Veröffentlichung ergeben.

Inhalt

I. Einleitung... S. 53

1. Die Lohnsteuerkarte..... S. 54
2. Die Steuerklassen S. 56
3. Der Steuertarif S. 61
4. Muss ich eine Steuererklärung abgeben?..... S. 63

II. Die Einkommensteuererklärung nach Rubriken..... S. 67

1. Identifizierung und allgemeine Angaben..... S. 68
2. Einkünfte aus nichtselbständiger Arbeit S. 71
3. Weitere Einkünfte..... S. 81
4. Sonderausgaben S. 85
5. Außergewöhnliche Belastungen S. 89
6. Steuerpflichtige Einkünfte für das betreffende Steuerjahr..... S. 94



Steuerverwaltung Tel.: +352 40 800-1

www.guichet.public.lu/citoyens/de/impots-taxes/activite-salariee-resident/index.html

und

www.impotsdirects.public.lu

Die Anschriften, Telefon- (Direktwahl) und Faxnummern der 24 Steuerämter sind unter der Rubrik „Annuaire – Adresses“ auf der Website der Steuerverwaltung (www.impotsdirects.public.lu) veröffentlicht. Für jedes Steueramt ist ein Anfahrtsplan vorhanden.

Zusätzliche Informationen über die Zuständigkeiten der einzelnen Dienststellen, die für steuerpflichtige, natürliche Personen zuständig sind, erhalten Sie unter der Rubrik „adresses et compétences“ auf derselben Website.



I. Einleitung...

Bevor wir zum Kern der Steuererklärung und ihren Begrifflichkeiten kommen, scheint es angebracht, einige allgemeinere Elemente des Steuerrechts zu erläutern, die mit der Steuererklärung zusammenhängen.

Jedes Jahr händigt der Arbeitnehmer seinem Arbeitgeber spätestens am 31. Januar eine Lohnsteuerkarte mit den für die Anwendung des Steuertarifs notwendigen Angaben (insbesondere die Steuerklasse oder auch die eventuell absetzbare Fahrtkostenpauschale) aus.

1. DIE LOHNSTEUERKARTE

Jeder Arbeitnehmer ist verpflichtet, seinem Arbeitgeber eine Lohnsteuerkarte auszuhändigen. Dank dieser kann der Arbeitgeber, in der Regel monatlich, die Lohnsteuer des Steuerpflichtigen berechnen, die unter Berücksichtigung seiner Steuerklasse und eventueller, in der Karte eingetragener Abzüge, einzubehalten ist.

Händigt der Arbeitnehmer seinem Arbeitgeber diese Karte nicht aus, behält dieser die Steuer gemäß den tariflichen Höchstbestimmungen, d. h. gemäß Steuerklasse 1 (Steuersatz von 33 %), ein.

Für Gebietsansässige und Nicht-Gebietsansässige wird die Lohnsteuerkarte ab dem Steuerjahr 2015 automatisch durch das Steueramt ausgestellt. Mit dem Formularvordruck 164 NR können Nicht-Gebietsansässige jedoch sämtliche Änderungen des Zivilstands oder der Anschrift mitteilen, über die die Verwaltung zu informieren ist.

Es gibt zwei Arten von Lohnsteuerkarten:

- die Hauptlohnsteuerkarte (1. Lohnsteuerkarte);
- die zusätzliche Lohnsteuerkarte (2. Lohnsteuerkarte).

Jeder Arbeitnehmer kann nur eine Hauptlohnsteuerkarte besitzen. Hat er mehrere Arbeitgeber muss er folglich die Ausstellung einer oder mehrerer zusätzlicher Lohnsteuerkarten beantragen. Diese können theoretisch in unbegrenzter Zahl ausgestellt werden. Die Eheleute, von denen jeder eine arbeitnehmerische Tätigkeit ausübt, verfügen folglich über eine Hauptlohnsteuerkarte für die Hauptvergütung sowie über eine zusätzliche Lohnsteuerkarte für die so genannten zusätzlichen Einkünfte (d. h. voraussichtlich für die niedrigsten bzw. unregelmäßigsten).

Wie schon erwähnt, kann die Fahrtkostenpauschale unabhängig vom verwendeten Verkehrsmittel in die Lohnsteuerkarte eingetragen werden.

Eine Steuerermäßigung für die Entfernung zwischen Wohnsitz und Arbeitsort kann erst ab dem 5. Kilometer in die Hauptlohnsteuerkarte (99 Euro pro Jahr und Kilometer) eingetragen werden, maximal aber 2.574 Euro pro Jahr.

Darüber hinaus können Sie gegebenenfalls und, falls auf Sie zutreffend, die Steuergutschrift für Alleinerziehende oder auch bei Überschreiten der Mindestpauschbeträge die Freibeträge für andere ständige Werbungskosten, für regelmäßige Belastungen oder Ausgaben eintragen lassen. Zu Ihnen zählen beispiels-

Achtung

Bitte überprüfen Sie bei Erhalt Ihrer Lohnsteuerkarte, ob alle Daten korrekt sind. Da es jeder unbefugten Person strengstens untersagt ist, irgendwelche Änderungen an der Lohnsteuerkarte vorzunehmen, ist jede Beanstandung unverzüglich an das zuständige Steueramt RTS zu richten. Anschließend ist die Lohnsteuerkarte unverzüglich dem Arbeitgeber oder der Rentenkasse vorzulegen.

Hinweis: Ab 2015 werden die Lohnsteuerkarten automatisch von der Verwaltung ausgegeben oder korrigiert. Nur Nicht-Gebietsansässige haben weiterhin die Verpflichtung, jede Adress- oder Zivilstandsänderung mitzuteilen.

weise: der Kauf eines Arbeitswerkzeugs, Unterhaltsrente an den geschiedenen Ehepartner, an Mutualitätsvereine gezahlte Prämien, Kosten für ein Kind, das nicht zum Haushalt gehört usw. Der Arbeitgeber berücksichtigt dies dann beim Lohnsteuerabzug.

Die zusätzliche Lohnsteuerkarte

Wenn der Arbeitnehmer mehrere Arbeitsstellen hat, muss er folglich jedem seiner Arbeitgeber eine Lohnsteuerkarte aushändigen. In diesem Fall händigt er die Hauptlohnsteuerkarte demjenigen Arbeitgeber aus, der ihm das regelmäßigeste und voraussichtlich höchste Jahreseinkommen zahlt. Ebenso müssen zusammenveranlagte Eheleute, von denen jeder eine eigene arbeitnehmerische Tätigkeit ausübt, ebenfalls über zwei Lohnsteuerkarten verfügen, d. h. über eine Hauptlohnsteuerkarte (für die höchsten Einkünfte) und eine zusätzliche Lohnsteuerkarte.

Rentenempfänger, die möglicherweise über mehrere Renten aus unterschiedlichen Quellen verfügen oder die auch weiterhin eine arbeitnehmerische Tätigkeit ausüben, müssen eine Lohnsteuerkarte für jedes Einkommen (Rente und Lohn) aushändigen.

Bei Beantragung dieser zusätzlichen Lohnsteuerkarte muss die Hauptlohnsteuerkarte vorgelegt werden, um das Vorhandensein der zusätzlichen Karte in dieser eintragen zu lassen. Bei Ausstellung einer zusätzlichen Lohnsteuerkarte erfolgt der zusätzliche Lohnsteuerabzug gemäß einem in der Lohnsteuerkarte eingetragenen, pauschalen Steuersatzes, der von der Steuerklasse des Steuerpflichtigen abhängt und der später im Rahmen der Steuererklärung berichtigt wird.

Steuerklasse	Zusätzlicher Steuersatz
1	33%
1a	21%
2	15%

Hinweis: Auf Antrag beim Steueramt RTS können diese Steuersätze bei Vorlage von Nachweisen eventuell herabgesetzt werden.

Lohnsteuerkarte standardmäßig ein jährlicher Freibetrag von 5.520 Euro (oder 460 Euro monatlich) eingetragen, der dem Freibetrag für so genannte arbeitnehmerische Ehepartner (AC) entspricht. Dieser deckt den Mindestpauschbetrag für Werbungskosten (540 Euro), den Mindestpauschbetrag für Sonderausgaben (480 Euro) und den außerberuflichen Freibetrag (4.500 Euro) ab, der zusammenveranlagten Eheleuten gewährt wird.

Anzumerken ist, dass die spezifischen Bestimmungen für den Lohnsteuerabzug im Rahmen der Zusammenveranlagung von Eheleuten nicht für die Zusammenveranlagung von Lebenspartnern gelten. Da die Voraussetzung eines gemeinsamen Wohnorts oder Wohnsitzes und die des Bestehens der Lebenspartnerschaft am Jahresende überprüft werden muss, kann in diesem Fall keinerlei Vorteil im Zusammenhang mit der Zusammenveranlagung auf Antrag durch Eintragung in die Lohnsteuerkarte der Lebenspartner vor Ablauf des Steuerjahrs gewährt werden. Zudem erfolgt aus denselben Gründen die Besteuerung bei Beantragung einer Zusammenveranlagung durch die Lebenspartner auf jeden Fall nach Ablauf des Steuerjahrs durch Veranlagung.

Übt ein Arbeitnehmer eine zusätzliche Tätigkeit aus, wird die absetzbare Fahrtkostenpauschale in die zusätzliche Lohnsteuerkarte nur auf Antrag beim Steueramt RTS eingetragen.

Bei einer Zusammenveranlagung wird der Fahrtkostenabzug vollständig in die zusätzliche Lohnsteuerkarte eingetragen. Darüber hinaus ist in dieser zusätzlichen

2. DIE STEUERKLASSEN

Die Steuerklasse ist entscheidend für den Steuerbetrag, den der Arbeitnehmer jährlich abführt. Die Zugehörigkeit zu einer Steuerklasse hängt von Ihrer persönlichen Situation ab.

Daher muss an dieser Stelle eine Unterscheidung zwischen gebietsansässigen und nicht gebietsansässigen Steuerpflichtigen getroffen werden.

a. Die gebietsansässigen Steuerpflichtigen

Gebietsansässige unterliegen der Einkommensteuer, unabhängig davon ob sie luxemburgische oder ausländische Staatsangehörige sind. Die Steuern, die Sie zahlen müssen, hängen nicht nur von der Höhe ihres Lohns/Einkommens ab, sondern auch von Ihrem Personenstand, d. h. von Ihrer familiären Situation. Seit dem 1. Januar 2008 gibt es in Luxemburg drei Steuerklassen: Klasse 1, 1a und 2.

- **Steuerklasse 1:** Zu ihr gehören die Personen, die weder zur Steuerklasse 1a noch zur Steuerklasse 2 gehören, d. h.
 - kinderlose Ledige, die zu Beginn des Steuerjahrs ihr 64. Lebensjahr noch nicht vollendet haben.
- **Steuerklasse 1a:** Zu ihr gehören folgende Steuerpflichtige, insofern diese nicht zur Steuerklasse 2 gehören.
 - verwitwete Personen;
 - Ledige mit einem oder mehreren unterhaltsberechtigten Kindern (die folglich den Kinderbonus oder eine Steuerermäßigung für Kinder erhalten);
 - und Ledige, die zu Beginn des Steuerjahrs ihr 64. Lebensjahr vollendet haben.
- **Steuerklasse 2:** Sie umfasst verheiratete Personen, einschließlich derjenigen, die im Stand der Gütertrennung verheiratet sind. Diese werden aufgrund ihrer Steuerklasse zusammenveranlagt. Zu ihnen gehören:
 - Personen, die zu Beginn des Steuerjahrs verheiratet und zu diesem Zeitpunkt in Luxemburg ansässig sind oder die im Lauf des Steuerjahrs in Luxemburg ansässig werden. Diese Personen dürfen nicht getrennt leben aufgrund einer gesetzlichen Befreiung oder eines gerichtlichen Beschlusses. Ab dem Steuerjahr 2015 können diese Personen auch dasselbe Geschlecht haben;
 - gebietsansässige Steuerpflichtige, die im Laufe des Steuerjahrs heiraten;
 - auf jährlich wiederholten gemeinsamen Antrag Eheleute, die nicht aufgrund eines gesetzlichen Beschlusses getrennt leben, von denen einer gebietsansässiger Steuerpflichtiger und der andere eine nicht gebietsansässige Person ist. In diesem Fall müssen auf den gebietsansässigen Ehepartner mindestens 90% der beruflichen Einkünfte des Haushalts in Luxemburg entfallen;

Zusammenveranlagung?

Die Zusammenveranlagung weicht von dem Grundsatz der Einzelveranlagung dahingehend ab, dass die Mitglieder ein- und desselben Haushalts (zum Beispiel die Eheleute) zusammenveranlagt werden. Dabei wird das versteuerbare Gesamteinkommen des Haushalts halbiert und auf die Hälfte dieses Einkommens der Basistarif (Steuerklasse 1) angewandt. Dann wird die Steuer verdoppelt.

- auf gemeinsamen Antrag Partner, die im Sinne des Gesetzes vom 9. Juli 2004 über Lebenspartnerschaften, in einer eingetragenen Lebenspartnerschaft leben und die gebietsansässig sind oder dies im Laufe des Steuerjahrs werden, wenn die Lebenspartnerschaft von Anfang bis Ende des Steuerjahrs bestanden hat und sich die Lebenspartner während des gesamten Steuerjahrs einen gemeinsamen Wohnort oder Wohnsitz geteilt haben. Anzumerken ist jedoch, dass die Zusammenveranlagung der Lebenspartner nur durch Veranlagung (über die Steuererklärung) nach Ablauf des Steuerjahrs erfolgen kann;

aber auch

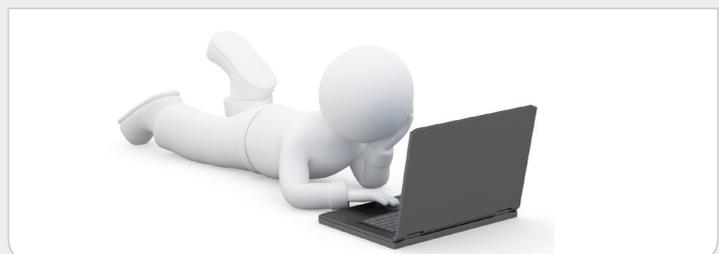
- Witwer/Witwen, wenn der Tod des Ehepartners, der zur Auflösung der Ehe geführt hat, im Laufe der drei, dem Steuerjahr vorangegangenen Jahre eingetreten ist, d. h. während der drei Steuerjahre, die dem Todesjahr des Ehepartners folgen;
- auf zu erneuerndem Antrag Personen, die geschieden oder offiziell getrennt sind oder auch aufgrund einer gesetzlichen Befreiung oder eines gerichtlichen Beschlusses getrennt leben und die von einer vergleichbaren Bestimmung profitieren, die ihnen übergangsweise einen Anspruch auf die Steuerklasse 2 während der drei, dem Steuerjahr vorangegangenen Jahre verleiht. Diese Steuerpflichtigen gehören folglich noch zur Steuerklasse 2 während der drei Jahre, die dem Jahr ihrer Trennung bzw. ihrer Scheidung folgen. Wenn die Scheidung nicht in dem Jahr der Trennung erfolgt ist, beginnt diese 3-jährige Frist ab der Trennung an zu laufen. Hinzu kommt jedoch eine weitere Voraussetzung: Um übergangsweise in Steuerklasse 2 eingestuft zu bleiben, darf der Steuerpflichtige die Möglichkeit des Verbleibs in der Klasse 2 während den der Trennung vorangegangenen fünf Jahre nicht bereits in Anspruch genommen haben.

Offizielle Trennung?

Gegenwärtig gibt es keine gesetzliche Bestimmung, die die Eheleute von ihrer Verpflichtung zum Zusammenleben von Rechts wegen befreit. Die gerichtliche Genehmigung getrennter Wohnsitze kann jedoch für die Dauer eines Scheidungs- oder Trennungsverfahrens gewährt werden.

Gemäß Steuerverwaltung bezeichnet „die offizielle Trennung den Zustand zweier Eheleute, die von dem Richter von der Verpflichtung zum Zusammenleben befreit worden sind; die Ehe wird aufrechterhalten, aber die Eheleute sind nicht mehr verpflichtet zusammenzuleben. Wenn die Eheleute sich nicht innerhalb von drei Jahren ausgesöhnt haben, dürfen sie die Umwandlung ihrer Trennung in die Scheidung beantragen. Während die Genehmigung getrennter Wohnsitze – wie sie per Anordnung des für einstweilige Anordnungen zuständigen Gerichts gewährt wird (Trennung aufgrund eines gerichtlichen Beschlusses) - nur für die Verfahrensdauer gilt, stellt das offizielle Trennungsurteil eine Befreiung vom gemeinsamen Leben dar, die zeitlich unbegrenzt ist.“

Anschließend wird der geschiedene Steuerpflichtige einzeln veranlagt (Steuerklasse 1a oder/und 1), da die per Urteil ergangene Auflösung der Ehe die Zusammenveranlagung der früheren Eheleute beendet hat.



Beispiel

Sie und Ihr Ehepartner leben aufgrund eines gerichtlichen Beschlusses, der 2012 in Erwartung Ihrer Scheidung ergangen ist, getrennt; sie haben keine Kinder.

Dann gehören Sie den folgenden Steuerklassen an: Von 2013 bis 2015 gehören Sie noch zur Steuerklasse 2. 2016 wechseln Sie in die Steuerklasse 1. Wenn Sie dann 2017 erneut heiraten und sich 2018 wieder scheiden lassen, wechseln Sie während dieser beiden Jahre wieder in die Steuerklasse 2, aber 2019 und 2020 gehören Sie der Steuerklasse 1 an, denn während der fünf vorangegangenen Jahre haben Sie die Bestimmung in Anspruch genommen, die es Ihnen ermöglicht, nach einer Scheidung in Steuerklasse 2 zu verbleiben. 2021 wechseln Sie dagegen wieder in die Steuerklasse 2, bevor Sie ab 2022 wieder einzeln veranlagt werden, d. h. der Steuerklasse 1 angehören.

Zusammenfassung : Steuerklassen für Gebietsansässige

Gebietsansässiger Steuerpflichtiger	Am 1. Januar des Steuerjahrs jünger als 64 Jahre	Am 1. Januar des Steuerjahrs älter als 64 Jahre
Ledig	1	1a
Alleinerziehend ⁺	1a	1a
Verheiratet	2	2
Getrennt lebend*	1	1a
geschieden*	1	1a
Verwitwet*	1a	1a
in einer eingetragenen Lebenspartnerschaft lebend [°]	2	2

+ Alleinerziehender Steuerpflichtiger mit Anspruch auf eine Steuerermäßigung für Kinder oder einen Kinderbonus.

* Der Vorteil der Zusammenveranlagung wird diesen Steuerpflichtigen weiterhin während der drei Jahre nach ihrer Trennung (aufgrund eines gerichtlichen Beschlusses) oder der Auflösung ihrer Ehe gewährt.

° Bei Erfüllung der Voraussetzungen für die Steuerklasse 2.

b. Die steuerpflichtigen Nicht-Gebietsansässigen/Grenzgänger

Nicht-Gebietsansässige Steuerpflichtige unterliegen hinsichtlich ihrer luxemburgischen Einkünfte (berufliche, Renteneinkünfte oder Einkünfte anderer Art) der Einkommensteuer. Nicht-Gebietsansässige können folgenden Steuerklassen angehören.

- **Steuerklasse 1:** Zur Steuerklasse 1 gehören
 - kinderlose Ledige, die zu Beginn des Steuerjahrs jünger als 64 Jahre sind.
- **Steuerklasse 1a:** Zu dieser Steuerklasse gehören
 - verwitwete Personen;
 - Ledige mit einem oder mehreren unterhaltsberechtigten Kindern (erhalten Kinderbonus oder die Steuerermäßigung für Kinder in Form eines Steuernachlasses);
 - und Ledige, die zu Beginn des Steuerjahrs mindestens 64 Jahre alt sind;

aber auch

- verheiratete Personen, die nicht tatsächlich getrennt leben, wenn einer der beiden Eheleute, die zum Haushalt gehören, berufliche Einkünfte in Luxemburg erzielt.

Jedoch können diese letzteren möglicherweise ihren Anspruch auf die Steuerklasse 2 geltend machen.

○ **Steuerklasse 2:** Die Steuerklasse 2 umfasst

- nicht gebietsansässige Steuerpflichtige, die verheiratet sind und nicht tatsächlich getrennt leben und mehr als 50% der beruflichen Gesamteinkünfte ihres Haushalts im Großherzogtum Luxemburg erzielen (die in diesem Fall nach Steuerklasse 2 und nicht mehr nach Steuerklasse 1a besteuert werden). Zudem werden sie zusammenveranlagt, wenn jeder der zum Haushalt gehörenden Ehepartner berufliche Einkünfte bezieht, die in Luxemburg versteuerbar sind;
- nicht gebietsansässige Verwitwete, Geschiedene oder (aufgrund eines gerichtlichen Beschlusses) Getrenntlebende werden während der drei Jahre nach dem Ableben ihres Ehepartners bzw. ihrer Trennung oder ihrer Scheidung übergangsweise in die Steuerklasse 2 eingestuft. Danach gehören sie der Steuerklasse 1 oder 1a an.
- auf gemeinsamen Antrag nicht gebietsansässige Lebenspartner aus einem Mitgliedstaat der Europäischen Union (die zum Beispiel unter den französischen zivilen Solidaritätspakt PACS, die belgische „cohabitation légale“ [gesetzliches Zusammenwohnen] oder unter die deutsche Lebenspartnerschaft fallen), die in den Genuss der Zusammenveranlagung kommen, aber nur durch Veranlagung (durch Abgabe einer Steuererklärung). Dabei sind mindestens 90% der in- und ausländischen Gesamteinkünfte einer der beiden Lebenspartner in Luxemburg steuerpflichtig; bei Erreichen der Grenze werden die inländischen Einkünfte des Haushalts zusammenveranlagt. Ferner sind zwei weitere Voraussetzungen zu erfüllen: Die Partnerschaft muss während des gesamten Steuerjahrs bestanden haben, und die Lebenspartner haben sich einen gemeinsamen Wohnort oder Wohnsitz während dieses gesamten Steuerjahrs geteilt;

Nicht gebietsansässige Steuerpflichtige profitieren:

- vom Abzug der Pflichtbeiträge zur Sozialversicherung;
- von der Steuergutschrift für Arbeitnehmer;
- von dem gesetzlichen pauschalen Freibetrag für Fahrtkosten und für andere Werbungskosten sowie für Sonderausgaben;

Tatsächliche Trennung?

Gemäß Steuerverwaltung bezeichnet die tatsächliche Trennung „die Situation von zwei Ehepartnern, die getrennt leben, ohne eine Genehmigung dafür erhalten zu haben, weder durch einen gerichtlichen Beschluss noch durch ein Scheidungsurteil oder ein offizielles Trennungsurteil“.

Zusammenveranlagung?

Die Zusammenveranlagung weicht von dem Grundsatz der Einzelveranlagung dahingehend ab, dass die Mitglieder ein- und desselben Haushalts (zum Beispiel die Eheleute) zusammenveranlagt werden. Dabei wird das versteuerbare Gesamteinkommen des Haushalts halbiert und auf die Hälfte dieses Einkommens der Basisstarif (Steuerklasse 1) angewandt. Dann wird der Steuersatz verdoppelt.

und je nach ihrer familiären Situation,

- von dem Kinderbonus/der Ermäßigung für Kinder (oder von der Steuerbonifikation für Kinder), ja sogar von dem Einkommensfreibetrag für außergewöhnliche Belastungen durch Kinder, die nicht zum Haushalt gehören.

Artikel 157 ter

Anzumerken ist, dass es Nicht-Gebietsansässigen, die im Großherzogtum Luxemburg in Höhe von mindestens 90% sämtlicher in- und ausländischer Gesamteinkünfte steuerpflichtig sind (für die in Belgien Ansässigen liegt diese Grenze bei 50% der beruflichen Einkünfte ihres Haushalts), neben der Zuweisung der Steuerklasse auf der Grundlage des Personenstands und der familiären Situation zusteht zu beantragen, den gebietsansässigen Steuerpflichtigen gleichgestellt und genauso wie diese besteuert zu werden.

Dieser Antrag wird nach Ablauf des Steuerjahrs über die Veranlagung, d. h. durch Abgabe einer Steuererklärung gestellt. Diese „gleichgestellten Steuerpflichtigen“ werden dann auf der Grundlage ihrer inländischen (und steuerpflichtigen) Einkünfte zu dem für luxemburgische Steuerpflichtige geltenden Steuersatz aufgrund ihrer sowohl in- als auch ausländischen Einkünfte besteuert. Sie können dann die für luxemburgische Steuerpflichtige geltenden Abzüge und Freibeträge in Anspruch nehmen und werden in dieselben Steuerklassen wie diese eingestuft.

Bei der Umsetzung dieser Bestimmung werden verheiratete Steuerpflichtige auf der Grundlage ihrer inländischen Einkünfte zusammenveranlagt, und die ausländischen Einkünfte der beiden Eheleute werden bei der Festsetzung des Steuersatzes berücksichtigt. Wenn die Steuerpflichtigen verheiratet sind, muss der Antrag gemeinsam gestellt werden. Im Übrigen reicht es, wenn einer der Eheleute 90% ihrer in- und ausländischen Gesamteinkünfte in Luxemburg erzielt.

Dank dieser Gleichstellung können sie folglich dieselben Abzüge geltend machen, auf die Gebietsansässige für Sonderausgaben (z. B.: Schuldzinsen, Spenden und Zuwendungen usw.) und außergewöhnliche Belastungen (Scheidungskosten, Kinderbetreuungskosten usw.) Anspruch haben. Bei einer solchen Gleichstellung können die Werbungskosten, zu denen die Hypothekenzinsen für die Finanzierung des Hauptwohnsitzes gehören, bei der Berechnung des Steuersatzes nicht gebietsansässiger Steuerpflichtiger berücksichtigt werden.

Anzumerken ist, dass sich diese steuerliche Gleichstellungsmöglichkeit, die Nicht-Gebietsansässigen angeboten wird, als unvorteilhaft herausstellen könnte, wenn sämtliche berücksichtigten Abzüge keinerlei Vorteil verglichen mit der erhöhten Steuerlast aufgrund der Berücksichtigung der ausländischen Einkünfte in der Steuerbemessungsgrundlage bieten. In diesem Fall werden die Steuern auf ihre inländischen Einkünfte nach dem normalen Verfahren berechnet, und die Verwaltung wird dann keinerlei zusätzliche Steuern erheben.

Zusammenfassung : Steuerklassen für Nicht-Gebietsansässige

Nicht gebietsansässiger Steuerpflichtiger	Am 1. Januar des Steuerjahrs jünger als 64 Jahre	Am 1. Januar des Steuerjahrs älter als 64 Jahre
Ledig	1	1a
Alleinerziehend*	1a	1a
Verheiratet	1a oder 2	1a oder 2
Getrennt lebend*	1	1a
Geschieden*	1	1a
Verwitwet*	1a	1a
In einer eingetragenen Lebenspartnerschaft lebend°	2	2

+ Alleinerziehender Steuerpflichtiger mit Anspruch auf eine Steuerermäßigung für Kinder oder einen Kinderbonus.

* Der Vorteil der Zusammenveranlagung wird diesen Steuerpflichtigen weiterhin während der drei Jahre nach ihrer Trennung (aufgrund eines gerichtlichen Beschlusses) oder der Auflösung ihrer Ehe gewährt.

° Bei Erfüllung der Voraussetzungen für die Steuerklasse 2.

Weiterhin werden nicht gebietsansässige Steuerpflichtige, die in Luxemburg andere steuerpflichtige Einkünfte als berufliche erzielen (die nicht dem Quellensteuerabzug unterliegen) in die Steuerklasse 1 mit einem Steuersatz eingestuft, der nicht unter 15% liegen kann (wobei dieser auch nicht oberhalb einer hypothetischen Besteuerungsgrenze liegt, die im Einzelfall von der Steuerverwaltung berechnet wird).

3. DER STEUERTARIF

Der ab 2013 geltende, luxemburgische Tarif zur Besteuerung steuerpflichtiger Einkünfte ist folgender:

- 0% für Einkünfte unter 11.265 Euro
- 8% für Einkünfte zwischen 11.265 und 13.173 Euro
- 10% für Einkünfte zwischen 13.173 und 15.081 Euro
- 12% für Einkünfte zwischen 15.081 und 16.989 Euro
- 14% für Einkünfte zwischen 16.989 und 18.897 Euro
- 16% für Einkünfte zwischen 18.897 und 20.805 Euro
- 18% für Einkünfte zwischen 20.805 und 22.713 Euro
- 20% für Einkünfte zwischen 22.713 und 24.621 Euro
- 22% für Einkünfte zwischen 24.621 und 26.529 Euro
- 24% für Einkünfte zwischen 26.529 und 28.437 Euro
- 26% für Einkünfte zwischen 28.437 und 30.345 Euro
- 28% für Einkünfte zwischen 30.345 und 32.253 Euro
- 30% für Einkünfte zwischen 32.253 und 34.161 Euro
- 32% für Einkünfte zwischen 34.161 und 36.069 Euro
- 34% für Einkünfte zwischen 36.069 und 37.977 Euro
- 36% für Einkünfte zwischen 37.977 und 39.885 Euro
- 38% für Einkünfte zwischen 39.885 und 41.793 Euro
- 39% für Einkünfte zwischen 41.793 und 100.000 Euro
- 40% für Einkünfte über 100.000 Euro.

Dieser Tarif erhöht sich um den Solidaritätszuschlag von derzeit 7% bzw. 9% für steuerpflichtige Einkünfte von über 150.000 Euro in Steuerklasse 1 und 1a oder von über 300.000 Euro in Steuerklasse 2.

Vorübergehende Haushaltsausgleichssteuer

Ab dem Jahr 2015 wird im Prinzip vorübergehend eine Haushaltsausgleichssteuer eingeführt, die nach dem Modell der Krisensteuer des Jahres 2011 funktionieren soll. Steuerpflichtig sind natürliche Personen, sie wird auf Löhne, Ersatzeinkommen und Vermögenseinkommen erhoben, dies gilt auch für Nicht-Ansässige. Die Haushaltsausgleichssteuer beträgt 0,5% des Bruttolohns, wobei ein Betrag in Höhe des sozialen Mindestlohnes davon ausgenommen ist.

Es gibt acht Einkunftsarten (zum Beispiel der Gewinn aus einem Gewerbebetrieb, der aus der Ausübung eines freien Berufs oder die Einkünfte aus Kapitalvermögen), die zur Berechnung der Gesamteinkünfte zu addieren sind, wobei diejenigen, die uns hauptsächlich interessieren, die Einkünfte aus nichtselbständiger Arbeit (oder aus Renten) sind. Je nach persönlicher Situation des Arbeitnehmers können natürlich auch andere Einkunftsarten wie Einkünfte aus Vermietung und Verpachtung in Betracht kommen.

Im Rahmen dieser Broschüre beschränken wir uns darauf, die Bestimmungen für Einkünfte aus nichtselbständiger Arbeit in ihren Grundzügen darzulegen. Das Verfahren zur Bestimmung des steuerpflichtigen Einkommens kann folgendermaßen schematisch dargestellt werden.

Von den Einnahmen bis zum Steuerbetrag: Berechnung der Steuerschuld

Bruttoeinnahmen aus nichtselbständiger Arbeit (und gegebenenfalls aus weiteren Einkunftsarten)

- Werbungskosten und Befreiungen

= **berichtigte Einkünfte**

- Sonderausgaben

= **steuerpflichtiges Einkommen**

- Freibetrag für außergewöhnliche Belastungen, außerberuflicher Freibetrag, Freibetrag für Kinder, die nicht zum Haushalt des Steuerpflichtigen gehören.

= **berichtigtes steuerpflichtiges Einkommen** (abgerundet auf das nächste Vielfache von 50 Euro)

➔ Die Jahreseinkommensteuertabelle legt die auf das steuerpflichtige Einkommen erhobenen Steuern fest. Zu diesen Steuern kommt der Solidaritätszuschlag hinzu. Indem man die einbehaltene Steuer und die eventuellen Vorauszahlungen abzieht, erhält man den Restbetrag, der von dem Steuerpflichtigen noch zu zahlen oder diesem zu erstatten ist.

Nach Ermittlung der Einnahmen (Einkünfte vor Besteuerung) werden die Werbungskosten und Befreiungen abgezogen (ganz oder teilweise von der Steuer befreite Einkünfte). Von den Einkünften werden die Sonderausgaben, zum Beispiel die Pflichtbeiträge zur Sozialversicherung, abgezogen. Daraus ergibt sich dann das steuerpflichtige Jahreseinkommen. Vor der Besteuerung ist es angebracht, dieses Einkommen noch durch Abzug einer Reihe von Freibeträgen, auf die der Steuerpflichtige eventuell Anspruch hat, zu berichtigen. Der sich daraus ergebende Betrag wird auf das Vielfache von 50 Euro abgerundet.

Dieser Endbetrag stellt das berichtigte steuerpflichtige Einkommen dar, auf das die Jahreseinkommensteuertabelle angewandt wird. Der aus dem steuerpflichtigen Einkommen abgeleitete Steuersatz erhöht sich um 7% für den Solidaritätsbeitrag zum Beschäftigungsfonds.

Bei der Bestimmung des verfügbaren Einkommens muss auch der Pflegeversicherungsbeitrag abgezogen sowie eventuelle Steuergutschriften hinzugerechnet werden.

Einkünfte?

Die Einkünfte, von denen hier die Rede ist, sind eigentlich die „Brutto“-Einkünfte, die nach Abzug eventueller Kosten versteuert werden. Das Einkommen aus nichtselbständiger Arbeit besteht aus dem Überschuss zwischen Einnahmen und Werbungskosten, d. h. den Ausgaben, die entstehen, um das Einkommen zu sichern.

4. MUSS ICH EINE STEUERERKLÄRUNG ABGEBEN?

Wenn Sie von der Steuerverwaltung nicht zur Abgabe einer Steuererklärung aufgefordert werden (Vordruck 100), steht es Ihnen frei, eine Steuererklärung abzugeben.

Gebietsansässige können eventuell einen Lohnsteuerjahresausgleich oder eine Steuererklärung abgeben, wenn sie den im Laufe eines Steuerjahrs vorgenommenen Lohnsteuerabzug berichtigen und zusätzliche Abzüge für Sonder- bzw. außergewöhnliche Ausgaben in Anspruch nehmen möchten oder auch um Verluste aus einer anderen Einkunftsart als dem Lohn oder der Rente, wie zum Beispiel Verluste aus Vermietung/Verpachtung geltend zu machen. Nicht-Gebietsansässige können sich für die Abgabe einer Steuererklärung entscheiden, wenn sie die steuerliche Gleichstellung mit Gebietsansässigen wünschen, ansonsten auch für einen Lohnsteuerausgleich, um Abzüge geltend zu machen, die Nicht-Gebietsansässigen, die im steuerrechtlichen Sinne nicht gleichgestellt sind, nur auf Antrag gewährt werden (und die möglicherweise nicht in die Lohnsteuerkarte eingetragen worden sind).

Die Verpflichtung des Arbeitnehmers zur Abgabe einer Steuererklärung besteht jedoch unter bestimmten Voraussetzungen, von denen die wichtigsten nachfolgend aufgeführt sind. Die Steuererklärung muss gegebenenfalls bis spätestens 31. März beim zuständigen Steueramt eingereicht werden.

Sie müssen eine Steuererklärung abgeben, wenn sich Ihr steuerpflichtiges Jahreseinkommen ganz oder teilweise aus Einkünften, die einem Quellensteuerabzug auf Löhne, Bezüge und Renten unterliegen, sowie aus Kapitalerträgen oder aus Tantiemen zusammensetzt und wenn Sie eine der folgenden Voraussetzungen erfüllen:

- Ihr steuerpflichtiges Einkommen überschreitet 100.000 Euro;
- Sie beziehen allein oder zusammen mit Ihrem Ehepartner mehrere Vergütungen, die der Lohnsteuer unterliegen, und Ihr steuerpflichtiges Einkommen überschreitet 36.000 Euro in Steuerklasse 1 oder 2 und 30.000 Euro in Steuerklasse 1a. Wenn Ihr Haushalt folglich über eine zweite Lohnsteuerkarte verfügt und Sie die geltende Obergrenze für steuerpflichtige Einkünfte überschreiten, sind Sie verpflichtet, eine Lohnsteuererklärung abzugeben;
- Sie haben sich zusammen mit Ihrem nicht gebietsansässigen Ehepartner für die Zusammenveranlagung entschieden (90% der Haushaltseinkünfte, die von dem Steuerpflichtigen in Luxemburg erzielt werden). Zur Erinnerung: Partner, die im Sinne des Gesetzes vom 9. Juli 2004 über Lebenspartnerschaften in einer eingetragenen Lebenspartnerschaft leben, können sich ebenfalls für die Zusammenveranlagung durch Abgabe der Steuererklärung entscheiden;



- Das steuerpflichtige Einkommen umfasst neben den Einkünften, die einem Steuerabzug unterliegen, Einkünfte, die keinem Steuerabzug unterliegen und die über 600 Euro (zum Beispiel Miete) betragen;
- Ihre steuerpflichtigen Einkünfte setzen sich ganz oder teilweise aus Löhnen oder Renten zusammen, die keinem Steuerabzug unterliegen (zum Beispiel aus dem Ausland bezogene Vergütungen);
- Sie sind in Luxemburg ansässig und mehr als 1.500 Euro Ihrer steuerpflichtigen Einkünfte sind dem Quellensteuerabzug unterliegende, inländische Einkünfte aus Kapitalvermögen;
- Mehr als 1.500 Euro Ihrer steuerpflichtigen Einkünfte bestehen aus Steuerabzügen unterliegenden Tantiemen;
- usw.

Halten Sie die Fristen zur Abgabe Ihrer Steuererklärung nicht ein, kann das Steueramt einen Säumniszuschlag festsetzen, der sich auf bis zu 10% des Steuerbetrages belaufen kann, ja sogar ein Zwangsgeld, dessen Höhe von der Schwere des Verzugs abhängt.

Die Höhe der Steuerschuld (siehe oben) wird mit der Summe der bereits vorgenommenen Quellensteuerabzüge und der möglicherweise während des Steuerjahrs geleisteten Vorauszahlungen verglichen. Sind die Quellensteuerabzüge und die Vorauszahlungen höher als die tatsächliche Steuerschuld, wird Ihnen der überzahlte Betrag erstattet. Im gegenteiligen Fall zahlen Sie den geschuldeten Restbetrag innerhalb einer Frist von einem Monat. Die Steuerverwaltung lässt Ihnen per Post Ihren Steuerbescheid mit der detaillierten Abrechnung zu gehen.

Wenn Sie einen Säumniszuschlag nach Abgabe der Steuererklärung zahlen müssen, befreit Sie das Erheben eines Einspruchs nicht von der Zahlung der Steuern innerhalb der vorgeschriebenen Frist (Monat nach Zustellung).

Bei einer verspäteten Zahlung fallen zu zahlende Verzugszinsen in Höhe von monatlich 0,6% an. Sie können jedoch eine verlängerte Zahlungsfrist beantragen, ohne Verzugszinsen zahlen zu müssen,

Vorauszahlungen?

Die Steuerverwaltung kann Sie dazu verpflichten, Steuervorauszahlungen zu leisten, wenn sie feststellt, dass die von Ihnen im Rahmen des Quellensteuerabzugs während eines Steuerjahrs gezahlten Steuern unter den durch Veranlagung endgültig festgesetzten Steuern liegen. Diese Differenz wird prinzipiell für das kommende Steuerjahr in Form von Vorauszahlungen gezahlt. Diese Vorauszahlungen sind vierteljährlich zu leisten (10. März, 10. Juni, 10. September, 10. Dezember) und entsprechen jeweils einem Viertel der Differenz, die für das vorangegangene Jahr nachzuzahlen war. Der Steuerpflichtige kann jedoch die Herabsetzung, ja sogar die Einstellung dieser Vorauszahlungen per schriftlichen Antrag, der durch eine Änderung seiner persönlichen Situation begründet ist (zum Beispiel Verlust der Arbeitsstelle), beantragen.

wenn diese Frist unter vier Monaten liegt; eine Frist bis zwölf Monate zieht Zinsen in Höhe von monatlich 0,1% nach sich, und Sie zahlen monatlich 0,2% bei einem Verzug von bis zu drei Jahren. Darüber hinaus beläuft sich der Zinssatz auf monatlich 0,6%.

Wenn sich der Steuerpflichtige benachteiligt fühlt, kann er innerhalb einer Frist von drei Monaten nach Zustellung des Steuerbescheids Einspruch gegen den Steuerbescheid der Steuerverwaltung beim Direktor der Steuerverwaltung erheben.

Der Lohnsteuerjahresausgleich für Arbeitnehmer?

Der Lohnsteuerjahresausgleich (Vordruck 163 R für Gebietsansässige oder 163 NR für Nicht-Gebietsansässige) dient zur Berichtigung der Steuern, die im Laufe eines gegebenen Steuerjahrs von den Arbeitnehmern und Rentenempfängern einbehalten worden sind, die zur Besteuerung durch Veranlagung (über eine Steuererklärung) nicht zugelassen sind (oder dies nicht beantragt haben). Er wird gemeinsam im Namen der Eheleute (oder des Steuerpflichtigen und seiner minderjährigen Kinder) ausgeführt, wenn sie zusammenveranlagt werden.

Um Anspruch auf den Lohnsteuerjahresausgleich zu haben, muss der Steuerpflichtige eine der folgenden Voraussetzungen erfüllen: Er muss während der 12 Monate des betreffenden Steuerjahrs seinen Wohnsitz oder gewöhnlichen Aufenthalt in Luxemburg gehabt haben; er muss während des betreffenden Steuerjahrs mindestens 9 Monate ununterbrochen in Luxemburg als Arbeitnehmer beschäftigt gewesen sein; er muss während eines Teils des betreffenden Steuerjahrs im Großherzogtum Luxemburg beschäftigt gewesen sein und die sich daraus ergebende Bruttovergütung muss mindestens 75% des gesamten Bruttojahreseinkommens und der Leistungen und anderen vergleichbaren Vorteile, die an die Stelle einer Vergütung treten, entsprechen; er muss bei Nichtgewährung des Kinderbonus die Anrechnung der Steuerermäßigung für Kinder oder gegebenenfalls der Steuerbonifikation für Kinder beantragen; er muss die Anrechnung der Steuergutschrift für Alleinerziehende beantragen, wenn diese nicht im Laufe des Jahres gewährt worden ist.

Arbeitnehmer oder Rentenempfänger, die nicht durch Veranlagung (Steuererklärung) besteuert werden, kommen so über diesen Lohnsteuerjahresausgleich, der im Prinzip auf Antrag des Arbeitnehmers durch die Steuerverwaltung erfolgt, in den Genuss einer Berichtigung der einbehaltenen Steuern.

Der Zweck des Lohnsteuerjahresausgleichs wird zum Beispiel in dem Fall deutlich, in dem der Arbeitnehmer nur während eines Teils des Steuerjahrs ein luxemburgisches Einkommen bezogen hat. Da die Besteuerung gemäß Monatssteuertabelle erfolgt, die sich aus der Jahreseinkommensteuertabelle ableitet, wird der Steuerpflichtige folglich monatlich besteuert, und zwar, als ob er diesen Monatslohn während des gesamten Jahrs beziehen würde. Wenn dies nun aber nicht der Fall ist, wird er aufgrund der zu hohen Monatssteuertabelle zu stark besteuert. Aus diesem Grund liegt es im Interesse dieses Steuerpflichtigen eine Berichtigung über den Lohnsteuerjahresausgleich zu beantragen.

Der Antrag auf Lohnsteuerjahresausgleich ist spätestens bis zum 31. Dezember des Jahres einzureichen, das dem Jahr, für das der Lohnsteuerausgleich beantragt wird, folgt. Die Steuerverwaltung vergleicht die von dem Lohn oder der Rente für das Jahr einbehaltenen Steuern mit den Jahressteuern, die dem Jahresgesamteinkommen entsprechen und gemäß Jahreseinkommensteuertabelle festgesetzt werden. Wenn die Summe der einbehaltenen Steuern die Jahressteuerschuld übersteigt, wird dem Arbeitnehmer die Überzahlung erstattet. Sollte ausnahmsweise der gegenteilige Fall eintreten, wird die Differenz grundsätzlich nicht erhoben.

>

Nicht gebietsansässige Arbeitnehmer (und Arbeitnehmer, die während eines Teils des Jahrs ihren Steuerwohnsitz oder gewöhnlichen Aufenthalt im Großherzogtum Luxemburg gehabt haben), die keine der vorgenannten Voraussetzungen erfüllen, können ebenfalls einen Antrag auf Lohnsteuerjahresausgleich unter Berücksichtigung sämtlicher inländischer Löhne und ausländischer Einkünfte zur Festsetzung des Jahreseinkommens und des Gesamtsteuersatzes stellen, wobei der ausländische Anteil des Jahreseinkommens in Luxemburg steuerbefreit ist.



II. Die Einkommensteuererklärung nach Rubriken

Der Vordruck für die Steuererklärung ist in französischer Sprache (Vordruck 100F) und in deutscher Sprache (Vordruck 100D) verfügbar. Welchen der beiden Vordrucke Sie ausfüllen bleibt Ihnen überlassen. Auf Antrag ist es ab jetzt unter bestimmten Voraussetzungen möglich, den Vordruck 100 nach Ausfüllen am Rechner elektronisch einzureichen.

Die grau hinterlegten Kästchen in der Steuererklärung sind nicht von dem Steuerpflichtigen auszufüllen; sie sind der Steuerverwaltung vorbehalten.

Die nachfolgende Beschreibung der Steuererklärung beruht auf besagtem Steuerklärungsvordruck (für das Jahr 2014). Im Rahmen dieser Broschüre beschränken wir uns darauf, die Bestimmungen für Einkünfte aus nichtselbständiger Arbeit sowie auch die diesbezüglich möglichen Abzüge, Freibeträge oder Ermäßigungen in ihren Grundzügen darzulegen.

1. IDENTIFIZIERUNG UND ALLGEMEINE ANGABEN

a. Identifizierung (Kästchen 101 bis 142)

Sie beginnen Ihre Steuererklärung, indem Sie bestimmte persönliche Daten eintragen, die unter dem Titel „Identifizierung“ zusammengefasst sind. Dabei handelt es sich insbesondere um Name und Vorname(n), Beruf, Anschrift, Geburtsdatum, Personenstand, Bankverbindung usw.

Gegebenenfalls müssen Sie auch die Kästchen mit den Angaben zu Ihrem Partner ausfüllen.

b. Angaben zu Kindern (Kästchen 201 bis 242)

Anschließend müssen Sie Angaben zu möglichen Kindern machen. Im Steuerklärungsvordruck sind vier Unterrubriken zu der Rubrik Kinder vorhanden.

1. Kinder, die zum Haushalt des Steuerpflichtigen gehörten

Die Zugehörigkeit zum Haushalt ist grundsätzlich als der Umstand definiert, dauerhaft unter demselben Dach wie die Eltern zu leben und keine grundlegend gewinnbringende Tätigkeit auszuüben (die den sozialen Jahresmindestlohn übersteigt).

Folglich handelt es sich um den klassischen Fall von Kindern, die Anspruch auf eine

Der Kinderbonus?

Für jedes Kind, das Anspruch auf die monatliche Familienzulagen verleiht (d. h. im gemeinsamen Haushalt der Eltern oder des Elternteils lebt, das seine alleinige Erziehung und seinen alleinigen Unterhalt übernimmt), wird der Kinderbonus (922,5 Euro) gewährt, der automatisch an den Empfänger der Familienzulagen ausgezahlt wird.

Anzumerken ist, dass die Familienzulagen oberhalb einer Altersgrenze von 18 Jahren (und nicht von 21 Jahren) nur für Schüler fortbestehen, die den (technischen) Sekundärunterricht weiterhin bis zum Alter von höchstens 27 Jahren besuchen, sowie für Behinderte, die eine ihren Fähigkeiten entsprechende Ausbildung durchlaufen.

Für alle anderen (Hochschulausbildung) endet der Anspruch mit dem 18. Geburtstag. Jeder Student hat einen persönlichen Anspruch auf finanzielle Beihilfen (Kinderbonus gilt als Bestandteil der Studienbeihilfe). Junge Gebietsansässige, die ein freiwilliges soziales Jahr absolvieren („service volontaire“), können ebenfalls eine solche finanzielle Beihilfe in Anspruch nehmen, während nicht gebietsansässige Studenten mit einem Elternteil, der in den sieben Jahren vor Stellung des Antrags auf ein Studium mindestens fünf Jahre in Luxemburg gearbeitet hat, bzw. bei Rentnern fünf in den letzten sieben Jahren vor Beendigung der Berufstätigkeit, erhalten ebenfalls eine finanzielle Beihilfe. Auch wenn der Kinderbonus 2014 unverändert bleibt, ist absehbar, dass das Beihilfesystem für Familienleistungen, von dem der Bonus abhängig ist, bald geändert wird.

Steuerermäßigung verleihen, die in der Regel als Kinderbonus (Zahlung durch die Nationale Kasse für Familienleistungen) oder, falls dieser nicht zuerkannt wird, als Steuernachlass gewährt wird.

Bei zusammenveranlagten Eheleuten oder Lebenspartnern werden die Kinder beider Eheleute oder Lebenspartner berücksichtigt. Jedoch kann ein Kind in ein- und demselben Jahr nicht zu mehr als einem Haushalt gehören, außer es wechselt im Laufe dieses Jahres endgültig von einem Haushalt in den anderen, wobei es als zum Haushalt desjenigen Steuerpflichtigen zugehörig gilt, dem im Laufe des Steuerjahrs der erste Kinderbonus ausgezahlt wird.

Wenn ein Bonus für ein bestimmtes Kind gewährt worden ist (auch an das Kind selbst, wenn es volljährig ist), gilt die Steuerermäßigung für Kinder (folglich auch in seiner Form als Steuernachlass) als dem Steuerpflichtigen, in dessen Steuerhaushalt das Kind lebt, für dasselbe Jahr gewährt.

Der Steuernachlass als Form der Steuerermäßigung?

Auf Antrag (Steuerklärung oder Lohnsteuerjahresausgleich) kann der Steuerpflichtige nach Ablauf des Steuerjahrs die Steuerermäßigung für Kinder in Form eines Steuernachlasses (922,5 Euro) geltend machen, der dann mit der Steuerschuld verrechnet wird. Folglich kann der Steuerpflichtige eine Steuerermäßigung erhalten, wenn kein Kind Anspruch auf einen Bonus (und erst recht auf Familienzulagen), auch in Form einer Studienbeihilfe verliehen hat. So können unter anderem volljährige Kinder unter 21 Jahren, die nicht studieren, Nicht-Gebietsansässige, zu deren Steuerhaushalt ein sein Studium absolvierender Student gehört oder auch Kinder erfasst werden, die mit über 27 Jahren ihr Studium fortsetzen.

Dank der Steuerermäßigung bleibt die Erhöhung der Absetzbarkeitsobergrenzen erhalten, zum Beispiel für die Zinsen im Zusammenhang mit der Wohnung des Steuerpflichtigen in Abhängigkeit von der zum Steuerhaushalt gehörenden Kinderzahl.

2. Kinder, die nicht zum Haushalt des Steuerpflichtigen gehörten

Sie haben im Laufe des Steuerjahrs mehr als 50% der Unterhalts- und Erziehungskosten bzw. der beruflichen Ausbildungskosten Ihres Kindes gezahlt, das nicht zu Ihrem Steuerhaushalt gehört. Gehen Sie in diesem Fall zur nachfolgenden Rubrik „Außergewöhnliche Belastungen“ (Kästchen 1521).

3. Antrag auf Anwendung der Steuergutschrift für Alleinerziehende

Die Steuergutschrift erhalten Personen mit der Steuerklasse 1a und unterhaltsberechtigtem Kind (die in den Genuss der Steuerermäßigung für Kinder kommen) auf Antrag, und unter der Voraussetzung der steuerlichen Gleichstellung bei Nicht-Gebietsansässigen.

Dieser Freibetrag beläuft sich auf 750 Euro, von denen gegebenenfalls 50% der Zuwendungen abzuziehen sind (Unterhaltsrenten, Unterhalts-, Erziehungs- und Ausbildungskosten usw., außer Familienzulagen und Waisenrenten), die möglicherweise die Summe von jährlich 1.920 Euro übersteigen. Wenn also die Differenz zwischen den Zuwendungen und dieser Jahrespauschale 1.500 Euro entspricht, ist der Freibetrag gleich null. Zudem wird dieser Freibetrag anteilig auf den Besteuerungszeitraum während des Steuerjahrs umgelegt.

Ist die Steuergutschrift vom Arbeitgeber nicht (zum Beispiel bei Nicht-Gebietsansässigen) oder nur teilweise ausgezahlt worden, kann sie nach Ablauf des Steuerjahrs über den Lohnsteuerjahresausgleich oder gegebenenfalls die Steuererklärung beantragt werden.

4. Antrag auf Bonifikation für Kinder

Kinder, für die der Anspruch auf Steuerermäßigung im Laufe eines der beiden Jahre, die dem Steuerjahr vorausgehen, abgelaufen ist, verleihen Anspruch auf eine Steuerbonifikation im Rahmen der Steuerschuld. Sie ist über die Steuererklärung oder den Lohnsteuerjahresausgleich zu beantragen. Die Steuerbonifikation für Kinder stellt gewissermaßen eine zweijährige Verlängerung der Steuerermäßigung für Kinder dar.

Ein Steuerpflichtiger erhält eine Steuerbonifikation für Kinder aufgrund der Kinder, wegen denen er im Laufe eines der beiden Steuerjahre, die dem betreffenden Steuerjahr vorausgehen, in den Genuss einer Steuerermäßigung (unabhängig davon, ob sie als Kinderbonus gewährt worden ist oder nicht) gekommen ist. Wenn also Ihr Kind den Haushalt im Laufe des Jahres 2011 verlassen hat, kann Ihnen für 2012 und 2013 diese Steuerbonifikation gewährt werden, insbesondere wenn:

- Sie für dasselbe Kind und dasselbe Steuerjahr keine Steuerermäßigung erhalten;
- Ihnen für dasselbe Kind noch keine zwei Steuerbonifikationen gewährt wurden;
- Sie bei einer Scheidung, einer offiziellen Trennung oder aufgrund eines gerichtlichen Beschlusses der Elternteile sind, zu dessen Haushalt das Kind gehört.

Die Höhe der Steuerbonifikation hängt vom steuerpflichtigen Haushaltseinkommen ab, es sei denn, dass der Steuerpflichtige sechs Kinder oder mehr hat (für die er eine Steuerermäßigung und/oder -bonifikation erhält). In diesem Fall werden keinerlei Einkünfte berücksichtigt.

Wenn die Kinderzahl nicht fünf übersteigt und das berichtigte steuerpflichtige Haushaltseinkommen

- unter 67.400 Euro liegt, beläuft sich die Bonifikation auf 922,5 Euro pro Kind;
- über 76.600 Euro liegt, wird keinerlei Bonifikation gewährt;
- zwischen 67.400 und 76.600 Euro liegt, verringert sich die Bonifikation schrittweise und entspricht dem Zehntel der Differenz zwischen der Obergrenze (76.600) und dem berücksichtigten Einkommen. So beläuft sich die Bonifikation bei einem berichtigten Einkommen von 69.000 Euro auf 760 Euro pro Kind.

c. **Zusätzliche Einkünfte und Anträge (Kästchen 301 bis 316)**

An dieser Stelle ist der eventuelle Antrag auf Zusammenveranlagung für Lebenspartner (Gebietsansässige und Nicht-Gebietsansässige), Eheleute, von denen einer gebietsansässig und der andere nicht gebietsansässig ist, oder auch für nicht gebietsansässige, verheiratete Steuerpflichtige zu stellen.

In der Regel können an dieser Stelle auch Nicht-Gebietsansässige Ihren Antrag auf steuerliche Gleichstellung mit gebietsansässigen Steuerpflichtigen (157ter LIR) stellen, um gegebenenfalls in größerem Umfang von den steuerlichen Abzugsmöglichkeiten zu profitieren.



2. EINKÜNFTE AUS NICHTSELBSTÄNDIGER ARBEIT

Gemäß Gesetzgebung bezeichnen die Einkünfte aus nichtselbständiger Arbeit die Bezüge und Leistungen (feste oder veränderliche, regelmäßige oder unregelmäßige, vertraglich festgelegte oder freiwillig gezahlte Einkünfte), die durch die Ausübung einer beruflichen, arbeitnehmerischen Tätigkeit erzielt werden, d. h. durch eine Tätigkeit, deren Ausübungsbedingungen der Arbeitgeber bestimmt.

Neben den Löhnen sind diese Einkünfte, die auch Gratifikationen oder Beteiligungen zum Beispiel am Gewinn (so genannte Tantiemen, die nicht mit der Vergütung der Funktion des Verwaltungsratsmitglieds in Gesellschaften zu verwechseln ist), umfassen, jedoch nicht die einzigen, die besteuert werden.

Zu den steuerpflichtigen Einkünften aus arbeitnehmerischer Tätigkeit addieren sich nämlich die Renten, die der Arbeitgeber vor dem endgültigen Ausscheiden aus der nichtselbständigen Arbeit gewährt, die Leistungen, die nach diesem Ausscheiden durch Gehalts-/Lohnnachzahlung (Lohnrückstände) oder als Entlassungsabfindung bezogen werden; das Arbeitslosengeld, die Geldbezüge bei Krankheit oder Mutterschaft, wenn sie Lohnersatzleistungen sind, die im Rahmen eines Zusatzrentensystems gezahlten Geldleistungen, Beiträge und Versicherungsprämien („2. Säule“ des Rentensystems), die Vergütungen von Verwaltungsratsmitgliedern und anderen Personen, die Aufgaben der täglichen Geschäftsführung in Gesellschaften/Körperschaften übernehmen, die den Bestimmungen über die Besteuerung von Körperschaften unterliegen.

Unter dieser Rubrik tragen Sie folglich Ihre in Luxemburg steuerpflichtigen Einkünfte (Spalte für die nicht steuerbefreiten Einkünfte) ein und, falls auf Sie zutreffend, Einkünfte, die in Luxemburg steuerbefreit sind, da sie zum Beispiel aus dem Ausland stammen.

Steuergutschrift für Arbeitnehmer?

Arbeitnehmern, die im Besitz einer Lohnsteuerkarte sind, wird ausschließlich im Rahmen des Lohnsteuerabzugs eine Steuergutschrift von 300 Euro gewährt.

Einkünfte aus Pensionen oder Renten (Kästchen 801 bis 873)

Die insbesondere den Ruheständlern gewidmete Rubrik folgt derselben Logik wie derjenigen für die Einkünfte aus arbeitnehmerischer Tätigkeit, hat aber, was sich von selbst versteht, ihre Besonderheiten. So gibt es dort zum Beispiel nicht die Möglichkeit zum Fahrtkostenabzug.

In Feld P2 kann der außerberufliche Freibetrag beantragt werden, der zusammenveranlagten Steuerpflichtigen, die insbesondere einer arbeitnehmerischen Tätigkeit nachgehen und persönlich Mitglied der Sozialversicherung sind, automatisch gewährt wird, wenn einer der Ehe- oder Lebenspartner im Sinne der Gesetzgebung Einkünfte aus einer beruflichen Tätigkeit erzielt und der andere zu Beginn des Steuerjahrs seit weniger als drei Jahren eine Altersrente bezieht. Dieser Freibetrag beläuft sich auf jährlich 4.500 Euro.

Unter diese Rubrik fallen auch die Erziehungspauschale („Mammerent“) oder freiwillig oder aufgrund eines Rechtstitels regelmäßig gezahlte Renten (Unterhaltszahlungen zum Beispiel).

Ruheständlern wird unter denselben Bedingungen wie Arbeitnehmern eine Steuergutschrift gewährt.

a. Festsetzung der Nettoeinkünfte aus nichtselbständiger Arbeit (Kästchen 701 bis 792)

Als Arbeitnehmer tragen Sie zunächst die aufgrund Ihres Arbeitsvertrags erhaltenen Bruttobezüge ein. Sollten Sie für mehrere Arbeitgeber arbeiten, teilen Sie Ihre Bezüge auf die einzelnen Arbeitsverträge auf. Wenn Sie im Laufe des Jahres Arbeitslosengeld oder krankheitsbedingte Geldleistungen bezogen haben, sind diese einzeln einzutragen. Dann rechnen Sie den Gesamtbetrag Ihrer Bruttobezüge aus.

Von diesem Gesamtbruttobetrag ziehen Sie eventuell steuerbefreite Einkünfte ab: Überstunden, Zinsvergünstigungen usw. Weiterhin ziehen Sie entweder den Mindestpauschbetrag für Werbungskosten (540 Euro, die bei Zusammenveranlagung verdoppelt werden; Pauschbetrag erhöht sich noch bei Invalidität oder Behinderung je nach dem Grad der Einschränkung) oder die tatsächlich getragenen Werbungskosten ab, wenn sie den Mindestpauschbetrag übersteigen. Schließlich rechnen Sie noch Ihre Fahrtkosten zwischen Wohnsitz und Arbeitsort ab.

Am Ende dieser ersten Unterrubrik (S1) geben Sie den Gesamtbetrag der einbehaltenen Lohnsteuer ein. Diesen Betrag finden Sie auf Ihrer Lohnsteuerkarte/Verdienstbescheinigung, von der Ihr Arbeitgeber Ihnen eine Kopie übermittelt hat und die dieser zugleich bis Ende Februar an das Steueramt RTS zurückgesendet haben wird.

1. Die steuerfreien Einkünfte (Kästchen 722 bis 748)

Andere Arten von Einkünften aus nichtselbständiger Arbeit sind dagegen steuerfrei. Von der Steuer befreit sind zum Beispiel:

- Überstunden und Lohnzuschläge für Nacht-, Sonntags- und Feiertagsarbeit;



Die Lohnzuschläge?

Das Einkommen eines Arbeitnehmers aus einem privatrechtlichen Arbeitsvertrag, das sich aus den Überstunden oder der Nacht-, Sonntags- und der Feiertagsarbeit ergibt, besteht aus der so genannten Basisvergütung (normaler Lohn) und dem Lohnzuschlag, um den sich die Basisvergütung aus einem der genannten Gründe erhöht. Bei der steuerlichen Behandlung dieser zusätzlichen Stunden ist es angebracht, die Überstunden von den anderen atypischen Stunden zu unterscheiden. Die ersteren sind sowohl in Bezug auf die Basisvergütung als auch in Bezug auf den Lohnzuschlag vollständig steuerbefreit (mit Ausnahme der von Führungskräften geleisteten Stunden), während die zweiten (Nacht-, Sonntags- und Feiertagsarbeit) nur in Bezug auf den zusätzlichen Teil des Lohns befreit sind.

- Sachleistungen (Berufskleidung) oder besondere Entschädigungen, die der Arbeitgeber aufgrund von Werbungskosten gewährt (d. h. von Ausgaben, die bei der Sicherung des Einkommens entstehen), zum Beispiel eventuelle Entschädigungen für Aufenthaltskosten, für Fahrtkosten für Strecken, die der Arbeitnehmer mit seinem Privatfahrzeug im Auftrag seines Arbeitgebers zurücklegt (maximal 0,4 Euro pro Kilometer) oder auch unter anderem Entschädigungen für Berufskleidung und Umzüge und die Erstattung allgemeiner Kosten, die dem Arbeitgeber für Heimarbeiter obliegen. Für auf Baustellen arbeitende Arbeitnehmer sowie für Begleiter und Fernfahrer gibt es im Übrigen besondere Bestimmungen. Anzumerken ist, dass diese tatsächlichen Kosten beruflicher Art sind. Jegliche Erstattung privater Kosten des Arbeitnehmers durch den Arbeitgeber (zum Beispiel die Schulkosten eines entsandten Arbeitnehmers für eine Privatschule) ist voll und ganz versteuerbar. Dies gilt auch für den Großteil der pauschalen Erstattungen oder derjenigen, deren Höhe die gesetzlich vorgesehenen, steuerfreien Beträge übersteigt;
- Geldleistungen in Form von Essensgutscheinen, die ein Arbeitgeber ohne Kantine ausgibt, sowie die Einkünfte aus Zinsersparnissen oder –vergünstigungen, und zwar innerhalb der gesetzlichen Grenzen (siehe unten);
- Jubiläumsgeschenke, die der Arbeitgeber seinen Arbeitnehmern insbesondere für eine durchgehende Betriebszugehörigkeit in den gesetzlich vorgesehenen Grenzen macht (2.250 Euro für 25 Jahre Betriebszugehörigkeit, 3.400 Euro für 40 Jahre usw.);
- die Abgangsentschädigung oder die Entschädigung aufgrund einer rechtswidrigen Auflösung des Arbeitsvertrags sowie die freiwillige Abfindungsentschädigung bei Vertragsauflösung (außer wenn Anspruch auf eine Altersrente besteht). Mit Ausnahme der (vollständig steuerbefreiten) gesetzlichen Abgangsentschädigung sind diese Entschädigungen bis in Höhe eines Betrags steuerbefreit, der dem Zwölffachen des sozialen Monatsmindestlohns (Arbeitnehmer ohne berufliche Qualifikation) entspricht, der am 1. Januar des Steuerjahrs gilt. Bei einem mindestens 60 Jahre alten Arbeitnehmer, der keinen Anspruch auf eine, selbst vorgezogene Altersrente hat und der normalerweise ein steuerpflichtiges Jahreseinkommen bezogen hätte, das eine bestimmte Grenze übersteigt, ist die Abgangsentschädigung bis in Höhe eines Betrags steuerbefreit, der dem Vierfachen des sozialen Monatsmindestlohns für Personen ohne berufliche Qualifikation entspricht;
- die freiwillige Abfindungsentschädigung bei einer vollständigen oder teilweisen Unternehmensschließung oder die im Rahmen eines Sozialplans vereinbarte Abgangsentschädigung bis in einer Höhe des Zwölffachen des am 1. Januar des Steuerjahrs geltenden, sozialen Monatsmindestlohns für Arbeitnehmer ohne berufliche Qualifikation;

- die Sachleistungen (Medikamente, Kuren usw.), die von einer Sozialversicherungseinrichtung gewährt werden, und die Geldleistungen aufgrund einer bestehenden Kranken- oder Unfallversicherung mit Ausnahme hauptsächlich des Kranken- und Mutterschaftsgelds;
- die Entschädigungen, die der Arbeitgeber seinen Arbeitnehmern zum Zwecke einer Verbesserung in Höhe von maximal 250 Euro gewährt;
- 50% der monatlichen Leibrenten aus einem Altersvorsorgevertrag (Zusatzrente als „3. Säule“);
- die Rentenrückkäufe bei der Rentenkasse;
- das Kapital und der Rückkaufswert aus einer privaten Lebensversicherungs-, Invaliditäts- oder Todesfallversicherung;
- die im Rahmen eines Zusatzrentensystems ausgezahlten Leistungen („2. Säule“);
- die Geldbeträge, die einem Arbeitnehmer im Rahmen des Rückkaufs einer aus Beiträgen oder Prämien bestehenden Pension oder Rente gewährt werden, außer wenn diese Beiträge ausschließlich zu Lasten des Arbeitgebers gehen;
- die Beiträge, die von den Arbeitgebern und zu Lasten der Arbeitgeber aufgrund einer gesetzlichen Verpflichtung an die Sozialversicherungs- und Kindergeldeinrichtungen und -kassen der Arbeitnehmer gezahlt werden;
- die Geburtsbeihilfen und Familienzulagen;
- die in Sondergesetzen vorgesehenen Befreiungen: Spielkasinogewinne, Elterngeld, Mutterschaftsgeld, Pflegegeld, Erziehungsgeld, Beihilfen zum Schuljahresbeginn, Beihilfen für schwerstbehinderte und blinde Personen usw.



2. Die geldwerten Vorteile

Mit Ausnahme der vorgenannten, gesetzlich festgelegten Steuerbefreiungen gelten alle von dem Arbeitgeber gewährten Sach- oder Geldleistungen als Einkünfte aus nichtselbständiger Arbeit und sind folglich steuerpflichtig.

Die Sachleistungen können in Vergütungspakete einbezogen werden und jedem Arbeitnehmer entweder sofort bei Vertragsunterzeichnung oder im Rahmen einer Lohnerhöhung angeboten werden. Deshalb sind geldwerte Vorteile, sobald sie dem Arbeitnehmer zur Verfügung gestellt werden, Bestandteil der Einkünfte aus nichtselbständiger Arbeit. Genauso wie die Bezüge stellen diese Leistungen folglich Einkünfte dar, die in das steuerpflichtige Einkommen einzubeziehen sind, außer in besonderen Ausnahmefällen.

Dabei wird der Wert der nicht aus Geldleistungen bestehenden Güter und Vorteile wie Unterkunft, Heizung, Nahrung, Handelswaren und andere Leistungen auf der Grundlage des Durchschnittspreises ermittelt, der bei ihrer Bereitstellung (zum Marktpreis) am Verbrauchs- oder Nutzungsort üblich ist. Der Wert bestimmter Sach- und Geldleistungen kann pauschal ermittelt werden, in Ermangelung von Gütern oder Dienstleistungen

gen, die mit den vom Arbeitgeber gewährten vergleichbar sind, oder von Daten, die für die genaue Ermittlung ihres Werts ausreichend sind.

Die in einer Kantine eingenommene Hauptmahlzeit und der Essensgutschein

Der Wert der Hauptmahlzeit, die in einer vom Arbeitgeber eingerichteten Unternehmenskantine eingenommen wird, ist auf 2,80 Euro festgelegt.

Der Essensgutschein ist der Geldvorteil, der dem Arbeitnehmer bei Nichtvorhandensein einer Kantine ermöglicht, seine Hauptmahlzeit im Laufe seines Arbeitstages einzunehmen. Die Zahl der Gutscheine, die der Arbeitnehmer tatsächlich erhalten wird, wird folglich der Zahl der von diesem geleisteten Arbeitstage entsprechen.

Abgesehen von theoretisch äußerst strengen Verwendungsvorschriften kann der Essensgutschein in den gesetzlich festgelegten Grenzen steuerbefreit sein. Die Steuerbefreiung gilt nur für einen Essensgutschein, der von einem Arbeitnehmer ausgegeben wird, der folglich keine eigene Unternehmenskantine hat.

Hier nun zwei Fallbeispiele:

- Der Arbeitnehmer beteiligt sich am Gutschein, wobei sein Anteil dann auf den versteuerbaren Teil der Leistung, d. h. 2,80 Euro anrechenbar ist. In diesem Fall sieht die Aufteilung bei einem Essensgutschein mit einem Höchstwert von 8,40 Euro wie folgt aus:

In Euro	Arbeitnehmer	Arbeitgeber
Anteil	2,80	5,60
Besteuerungsgrundlage	0	0

- Wenn sich der Arbeitnehmer dagegen nicht am Essensgutschein beteiligt, sieht die Aufteilung wie folgt aus:

In Euro	Arbeitnehmer	Arbeitgeber
Anteil	0	8,40
Besteuerungsgrundlage	2,80	0

Der Dienstwagen

Der Dienstwagen ist als Fahrzeug definiert, das dem Arbeitgeber gehört oder für das der Arbeitgeber verantwortlich ist (Leasing, Miete) und das dieser dem Arbeitnehmer sowohl zur beruflichen als auch zur privaten Nutzung zur Verfügung stellt.

Das herkömmliche System für die Wertermittlung dieses geldwerten Vorteils besteht im Führen eines Fahrtenhefts auf der Grundlage der privaten Nutzung des beruflichen Fahrzeugs. Der Arbeitnehmer muss dort alle seine Fahrten eintragen, sodass der geldwerte Vorteil der Multiplikation aus der privat zurückgelegten Kilometerzahl mit den Gestehungskosten des Fahrzeugs für den Arbeitgeber je Kilometer entspricht.

Da diese Methode in der Praxis schwierig umzusetzen ist, kann sie durch ein monatliches Pauschalssystem auf der Grundlage von 1,5% des Anschaffungswertes des Neuwagens einschließlich MwSt. und Sonderausstattung ersetzt werden.

Wir betrachten vier Fälle:

- Insofern der Arbeitnehmer sich am Anschaffungspreis des Fahrzeugs beteiligt, ist seine Beteiligung über die Abschreibung der Vorteilspauschale absetzbar, wobei diese jedoch nicht 20% des vom Arbeitgeber übernommenen Anschaffungspreises übersteigen kann (siehe Beispiel 1).
- Wenn sich der Arbeitnehmer eher an den Leasing- oder Mietkosten des Fahrzeugs beteiligt, dann ist seine Beteiligung von dem steuerpflichtigen Wert absetzbar, ohne jedoch 20% der vom Arbeitgeber übernommenen Kosten übersteigen zu können (siehe Beispiel 2).
- Wenn sich der Arbeitnehmer an den festen und pauschalen Unterhaltskosten beteiligt, kann er seine Beteiligung an diesen Kosten von dem steuerpflichtigen geldwerten Vorteil abziehen, der gemäß Fahrtenheft oder Pauschalmethode ermittelt wird.



Beispiel 1

Preis des Fahrzeugs (einschließlich Sonderausstattung, MwSt. und Preisnachlass) = 25.000 Euro

Beteiligung des Arbeitnehmers = 10.000 Euro

Vom Arbeitgeber übernommener Anschaffungspreis = 15.000 Euro

Zu versteuernder, monatlicher geldwerter Vorteil (1,5% von 25.000 Euro) = 375 Euro

Abzug der Beteiligung (max. 20% von 15.000 Euro) = 3.000 Euro

Abzug der Beteiligung (Abschreibung), verteilt über 8 Monate (3.000/375)

In den 8 ersten Monaten werden keine Steuern geschuldet. Nach diesen 8 Monaten beläuft sich der zu versteuernde geldwerte Vorteil auf monatlich 375 Euro.

Beispiel 2

Preis des Fahrzeugs = 40.000 Euro

Monatliche Leasingrate = 1.500 Euro

Monatliche Beteiligung des Arbeitnehmers an der Leasingrate = 300 Euro

Vom Arbeitgeber übernommene, monatliche Leasingrate (1.500 - 300) = 1.200 Euro

Monatlicher geldwerter Vorteil (1,5% von 40.000 Euro) = 600 Euro

Abzug der Beteiligung des Arbeitnehmers (20% von 1.200 Euro) = 240 Euro

Versteuerbarer geldwerter Vorteil (600 - 240) = 360 Euro.

- Wenn der Arbeitnehmer schließlich variable Unterhaltungskosten übernimmt (Kraftstoff, Reparatur usw.), können diese Beträge nicht von dem geldwerten Vorteil abgesetzt werden und sind folglich voll versteuerbar.

Hinweis: Wenn der Arbeitnehmer einen Dienstwagen zu einem Vorzugspreis im Vergleich zum marktüblichen Preis übernimmt, beispielsweise nach Ablauf des Leasingvertrags, wird dieser zusätzliche Vorteil von der Steuerbehörde nach einer vereinfachten Methode bewertet (degressiver Bewertungssatz entsprechend dem Fahrzeugalter zum Zeitpunkt der Übernahme).

Die Gewährung beider Vorteile (Bereitstellung eines Fahrzeugs und Kauf zu einem Vorzugspreis) ist jedoch begrenzt auf den Gesamtpreis des Fahrzeugs abzüglich abzugsfähiger Beteiligungen des Arbeitnehmers. Insofern der theoretische Betrag des von der Steuerverwaltung veranschlagten geldwerten Vorteils, der sich aus dem Fahrzeugkauf ergibt, diesen Höchstbetrag nicht überschreitet, ist er steuerpflichtig.

Das Darlehen zum Vorzugszinssatz oder die Zinssubvention (auch als Zinersparnis und -vergünstigung bezeichnet)

Der Arbeitgeber, zum Beispiel und generell ein Kreditinstitut, kann seinem Arbeitnehmer einen Vorteil durch direktes Gewähren eines Darlehens zum Vorzugszinssatz einräumen. Der Vorteil kann auch in einer Zinssubvention bestehen, d. h. in einer Übernahme der Zinsen aus einem Darlehensvertrag, der vom Arbeitnehmer zuvor bei einem Kreditinstitut abgeschlossen wurde.

Das Arbeitnehmerdarlehen gilt als geldwerter Vorteil, sobald der Vorzugszinssatz unter dem gesetzlichen, pauschalen Jahreszinssatz von 2% der Darlehenssumme für das Steuerjahr 2014 und von 1,5% für das Steuerjahr 2015. Wird das Darlehen zu einem niedrigeren Zinssatz gewährt, stellt die Zinersparnis, die sich aus der Differenz zwischen dem gesetzlichen Zinssatz von 2% (bzw. 1,5%) und dem von dem Arbeitgeber gewährten Zinssatz ergibt, die Besteuerungsgrundlage für den geldwerten Vorteil dar.

Bei einer Zinssubvention (Vergünstigung) durch den Arbeitgeber eines vom Arbeitnehmer aufgenommenen Darlehens, beläuft sich der geldwerte Vorteil auf den Nominalwert der erhaltenen Subvention.

Diese Vorteile können jedoch steuerfrei sein, wenn das Darlehen entweder für den eigenen Hauptwohnsitz des Steuerpflichtigen oder für den Erwerb eines ersten, zu erschließenden Grundstücks verwendet wird, auf dem der Hauptwohnsitz des Steuerpflichtigen errichtet werden soll, oder auch für eine, sich im Bau oder in der Sanierung befindliche Immobilie, die der Steuerpflichtige für seine persönlichen Wohnzwecke nutzen wird. Es darf sich auf keinen Fall um einen Zweitwohnsitz handeln.

Beispiel

1. Darlehen in Höhe von 100.000 Euro zu einem Zinssatz von 1,5%

Versteuerbarer geldwerter Vorteil (2% - 1,5% von 100.000 Euro) = 500 Euro/Jahr; d. h. 41,66 Euro/Monat.

2. Darlehen in Höhe von 100.000 Euro zu einem Zinssatz von 0%

Versteuerbarer geldwerter Vorteil (2% - 0% von 100.000 Euro) = 2.000 Euro/Jahr; d. h. 166,66 Euro/Monat.

Beispiel

Vom Arbeitnehmer 2012 geschuldete Zinsen = 8.000 Euro.

Beitrag des Arbeitgebers in Höhe von 6.000 Euro.

Versteuerbarer geldwerter Vorteil = 6.000 Euro.

Der steuerfreie Höchstbetrag beläuft sich auf jährlich 3.000 Euro bzw. 6.000 Euro bei Zusammenveranlagung oder für einen steuerpflichtigen, alleinerziehenden Arbeitnehmer mit mindestens einem unterhaltsberechtigten Kind, für das er eine Steuerermäßigung erhält.

Wenn die geldwerten Vorteile eine andere Art von Darlehen betreffen (Verbraucherkredit), beläuft sich die Befreiung auf jährlich 500 Euro bzw. 1.000 Euro bei Zusammenveranlagung oder für einen steuerpflichtigen, alleinerziehenden Arbeitnehmer mit unterhaltsberechtigtem Kind.

Die Bereitstellung einer Unterkunft

Für die Bereitstellung einer kostenfreien Unterkunft oder einer Unterkunft zu einer reduzierten Miete (housing) gibt es ebenfalls mehrere Fallbeispiele.

Wenn der Arbeitnehmer die Miete für seinen eigenen Wohnsitz übernehmen lässt, ist der geldwerte Vorteil, den der für die Miete erstattete Beitrag darstellt, voll versteuerbar. Zudem stellt, wenn der Arbeitgeber die Unterkunft mietet und seinem Arbeitnehmer zur Verfügung stellt, die gezahlte Miete im Prinzip den gewährten Vorteil dar. Unter bestimmten Voraussetzungen ist zulässig, dass der geldwerte Vorteil 75% der Miete ohne die von dem Arbeitgeber übernommenen Unkosten entspricht.

Handelt es sich um eine möblierte Unterkunft, erhöht sich der geldwerte Vorteil um 10%. Die vom Arbeitgeber eventuell gezahlten Kosten sind voll versteuerbar, während jegliche Beteiligung des Arbeitnehmers an der Miete vom geldwerten Vorteil abgesetzt werden kann.

Ist die dem Arbeitnehmer bereitgestellte Unterkunft Eigentum des Arbeitgebers, wird der geldwerte Vorteil durch Vergleich mit einer Miete für eine vergleichbare Unterkunft ermittelt. Wenn Sie nur schwer mit einer Unterkunft vergleichbar ist, die dieselben Eigenschaften aufweist, beläuft sich der monatlich zu versteuernde geldwerte Vorteil auf mindestens 8 Euro je m² Wohnfläche für ein Appartement oder mindestens 7 Euro je m² für andere Unterkünfte, mit Ausnahme des Kellers, des Dachbodens und der Garage.

Die Sonderregelungen für „hochqualifizierte und spezialisierte Arbeitnehmer“

Unter bestimmten Voraussetzungen können Ausgaben und Kosten ausländischer Arbeitnehmer, die über Fachkenntnisse in bestimmten besonderen Bereichen verfügen, vollständig oder bis in Höhe bestimmter Obergrenzen steuerfrei sein, zum Beispiel die Kosten für Umzug, Rückkehr, Unterkunft, Schulen, Reisen, die Differenz der Steuerlast zwischen Luxemburg und dem Herkunftsland, die Differenz der Lebenskosten. Diese Sonderregelung wird speziell von der Steuerverwaltung gewährt.



Auch hier sind die vom Arbeitgeber eventuell übernommenen Kosten voll versteuerbar und führt die Möblierung der Unterkunft zu einer Erhöhung des Betrags um 10%. Bei Mieten einer dem Arbeitgeber gehörenden Unterkunft zu einem reduzierten Preis wird der vom Arbeitnehmer gezahlte Mietanteil vom geldwerten Vorteil abgesetzt.

b. Die Werbungskosten

Während Händler, Freiberuflicher oder Landwirte die Betriebsausgaben von ihren Einkünften abziehen können, sind Werbungskosten absetzbare Ausgaben, die unmittelbar getätigt werden, um die Einnahmen aus nichtselbständiger Arbeit oder aus Pensionen oder Renten zu erlangen, zu sichern und zu erhalten (neben den sonstigen Einkünften aus Vermietung und Verpachtung oder aus Kapitalvermögen).

Daher ist aus steuerrechtlicher Sicht das „Nettoeinkommen“ aus nichtselbständiger Arbeit der Überschuss zwischen Einnahmen und Werbungskosten. Im Rahmen dieser Broschüre beschränken wir uns auf die Einkünfte aus nichtselbständiger Arbeit.

Absetzbarkeit der Werbungskosten

Die Werbungskosten sind von der Einkunftsart, auf die sich beziehen, absetzbar, wenn sie in Zusammenhang mit steuerpflichtigen und nicht mit steuerbefreiten Einkünften stehen. Nehmen wir also einmal an, dass Sie Werbungskosten in Höhe von 1.000 Euro für Ihre arbeitnehmerische Tätigkeit haben und dass sich die Einkünfte aus dieser Tätigkeit auf 50.000 Euro belaufen, von denen 2.000 Euro steuerfrei sind. Dann können Sie als Werbungskosten den folgenden Betrag absetzen: 1.000 (tatsächliche Werbungskosten) \times 48.000/50.000 (Anteil der steuerpflichtigen Einkünfte) = 960 Euro.

Die von den Einkünften aus nichtselbständiger Arbeit abzugsfähigen Werbungskosten (Kästchen 749 bis 756)

Als Werbungskosten kann der Steuerpflichtige automatisch einen Mindestpauschbetrag von jährlich 540 Euro bzw. 1.080 Euro absetzen, wenn die zusammenveranlagten Eheleute/Lebenspartner alle beide Einkünfte aus nichtselbständiger Arbeit haben. Dieser Pauschbetrag kann sich je nach Grad der Invalidität oder Behinderung des Arbeitnehmers erhöhen.

Der Arbeitnehmer kann gegebenenfalls höhere Werbungskosten als die Mindestpauschbeträge geltend machen, vorausgesetzt er weist diese durch die erforderlichen Belege nach.

Als Werbungskosten kann zum Beispiel Folgendes abgezogen werden:

- die an die Gewerkschaften oder die Arbeitnehmerkammer gezahlten Beiträge;
- die Ausgaben für typische Berufskleidung (z. B.: Sicherheitskleidung);
- die Ausgaben für Arbeitsmittel, die ausschließlich (in Höhe von mindestens 90%) für die Ausübung der beruflichen Tätigkeit verwendet werden. Wenn die Ausgaben zugleich privaten und beruflichen Zwecken dienen (in Höhe von mindestens 10%) können sie anteilig als Werbungskosten abgesetzt werden, wenn objektive Kriterien und Belege vorhanden sind, die eine geeignete und leicht überprüfbare Trennung dieser Ausgaben ermöglichen. Die Arbeitsmittel können über ihre übliche Nutzungsdauer abgeschrieben werden. Wenn diese Dauer unter einem Jahr oder wenn der Kaufpreis unter 870 Euro liegt, ist die Ausgabe in einem Jahr voll absetzbar. Die als „beruflich“ anerkannte Hard- und Software eines Rechners werden in der Regel über eine Nutzungsdauer von drei Jahren abgeschrieben. So kann der Steuerpflichtige beim Kauf eines 3.000 Euro teuren Rechners während drei Jahren 1.000 Euro als Werbungskosten absetzen, wenn dieser nachweisen kann, dass es sich um ein Arbeitsmittel handelt;
- die Ausgaben für berufliche genutzte Bücher und Zeitschriften;

- die Ausgaben für die Unterhaltung eines Heimarbeitszimmers, das ausschließlich oder fast ausschließlich für berufliche Zwecke genutzt wird. Dies setzt voraus, dass das Zimmer ein Einzelraum ist, der jedoch im Verhältnis zu den Wohnräumen nicht zu groß sein darf. Kunstwerke zur Verschönerung des Heimarbeitszimmers sind keine Werbungskosten. Für das Gebäude oder die Wohnung insgesamt anfallende Kosten (z. B.: Miete, Schuldzinsen, Abschreibungen, Heizkosten, Reparatur- und Wartungskosten usw.) sind für den Anteil der Arbeitszimmerfläche an der Gesamtwohnfläche einschließlich Arbeitszimmer absetzbar;
- die Fortbildungskosten, die vom Arbeitnehmer übernommen worden sind und mit dem von ihm ausgeübten Beruf zusammenhängen. Die Ausgaben, die von dem Steuerpflichtigen getätigt werden, um die Kenntnisse zur Ausübung seines Berufs zu erlangen, gehören grundsätzlich zu den Lebensführungskosten und sind nicht absetzbar;
- usw.

Die Fahrtkosten (Kästchen 757 bis 764)

Die von der Steuer absetzbaren Fahrtkosten hängen von der Entfernung zwischen dem Wohnsitz des Steuerpflichtigen und seinem Arbeitsort ab. Die Geschäftsanschrift des Arbeitgebers ist dabei grundsätzlich als Arbeitsort zu wählen. Der Fahrtkostenabzug erfolgt unabhängig von dem Verkehrsmittel, das der Steuerpflichtige wählt, um zu seinem Arbeitsplatz zu gelangen.

Ist der Steuerpflichtige nicht während des gesamten Jahrs steuerpflichtig, verringert sich der Abzug auf ein Zwölftel je tatsächlich besteuerten Monat. Die Kosten werden auf der vom Steueramt RTS ausgestellten Lohnsteuerkarte eingetragen.

Nur die Entfernungen zwischen dem 5. und dem 30. Kilometer werden berücksichtigt, also 26 Km maximal, was höchstens 2.574 Euro im Jahr entspricht (99 Euro pro Km).

Arbeitnehmer, die in Zeiten, in denen sie aufgrund von Krankheit, Mutterschaft, Berufsunfällen oder -krankheiten arbeitsunfähig sind, diesbezügliche Geldleistungen oder ihre Vergütung aufgrund einer gesetzlichen oder vertraglichen Bestimmungen erhalten, können während dieser Zeiträume den Abzug der Fahrtkostenpauschale in Anspruch nehmen.

Wenn sich die Entfernung zwischen dem Wohnsitz und dem Arbeitsort im Laufe eines Steuerjahrs durch einen Umzug oder einen Arbeitsplatzwechsel des Steuerpflichtigen ändert, wird die neue Entfernung nur berücksichtigt, wenn sie größer ist. In diesem Fall wird die Änderung der Fahrtkostenpauschale zu Beginn des Monats, in dem die Änderung eintritt, wirksam.



3. WEITERE EINKÜNFTE

a. Einkünfte aus Kapitalvermögen (901 bis 942)

Unter der vorliegenden Rubrik „Einkünfte aus Kapitalvermögen“ geben Sie Ihre Einkünfte aus Kapitalvermögen an, wie Dividenden und Gewinnanteile, Zinsen aus bestimmten Forderungen, Obligationszinsen usw.

Diese Einkünfte sind in Luxemburg teils steuerfrei, teils steuerpflichtig (zum Beispiel 15% auf Dividenden oder 10% auf Zinsen für Sparguthaben ab Einkünften von 250 Euro).

Sie können die Werbungskosten für diese Einkünfte absetzen, zum Beispiel die Kosten der Bankgebühren, die Depotgebühren, die Kosten für das Anmieten eines Wertfaches, die Sollzinsen für Verbindlichkeiten aus Wertpapiergeschäften usw. Dieser Abzug ist jedoch auf die Kosten im Zusammenhang mit den steuerpflichtigen Einkünften beschränkt. Wenn also 50% der Bruttoeinkünfte aus Kapitalvermögen steuerbefreit sind (zum Beispiel die Dividenden), können nur 50% der diesbezüglichen Werbungskosten abgesetzt werden.

Jeder Steuerpflichtige kann als Werbungskosten mindestens den Mindestpauschbetrag von 25 Euro absetzen (50 Euro bei Zusammenveranlagung der Eheleute/Lebenspartner). Außerdem ist ein Teil der Einkünfte aus Kapitalvermögen in Höhe von 1.500 Euro (Zinsen, Dividenden usw.) steuerbefreit (3.000 Euro bei Zusammenveranlagung der Eheleute/Lebenspartner). Die von einer zugelassenen Bausparkkasse gezahlten Zinsen sind vollständig steuerbefreit.

Zinsen, die der Abgeltungssteuer unterliegen, sind nicht anzugeben.

b. Einkünfte aus Vermietung und Verpachtung (Kästchen 1001 bis 1070)

Wir wollen uns hier auf Immobilien und insbesondere auf den Nutzungswert der eigenen Wohnung konzentrieren (F). Wenn Sie Einkünfte aus der Vermietung/Verpachtung einer Immobilie beziehen, müssen Sie dieses Feld ausfüllen - ebenso als Eigentümer einer Wohnung, die Sie selbst bewohnen, was Ihnen gegebenenfalls auch ermöglicht, für diese Wohnung anfallende Passivzinsen abzusetzen.

Dazu tragen Sie die Wohnungsanschrift, ihren Einheitswert und das Datum des Einzugs in die Immobilie ein. Dann geben Sie den Nutzungswert der Wohnung (Mieteinkünfte) an, der von ihrem Einheitswert abhängt.

Der Nutzungswert ist in diesem Fall eine virtuelle Mieteinkunft, die Sie angeben müssen, wenn Sie Eigentümer einer Wohnung sind, die Ihr Hauptwohnsitz ist. Dieser Nutzungswert wird pauschal auf der Grundlage des Einheitswertes der Wohnung berechnet, der unter dem tatsächlichen Wert der Immobilie liegt. Der Pauschbetrag entspricht 4% des Einheitswertes bis 3.800 Euro und 6% des Einheitswertes über 3.800 Euro. Der Nutzungswert ist auch abhängig von der tatsächlichen Bewohnung der Unterkunft während des Steuerjahrs und kann folglich anteilig verringert werden, wenn die Wohnung nur während eines Teils des Jahres bewohnt war.

Einheitswert?

Zur Ermittlung des Einheitswertes Ihrer Wohnung wenden Sie sich bitte an die Abteilung Gebäudebewertung der Steuerverwaltung. Für Nicht-Gebietsansässige wird dieser durch Vergleich mit einer in Luxemburg gelegenen, ähnlichen Wohnung ermittelt.

Passivzinsen (Schuld-/Hypothekenzinsen), die beim Erwerb der Hauptwohnung anfallen, können abgesetzt werden. Solange die Immobilie noch nicht bewohnt ist, sind die Schuldzinsen vollständig absetzbar. Wenn die Immobilie bewohnt ist, hängt die Absetzbarkeit von dem Zeitpunkt ab, ab dem der Eigentümer und die zu seinem

Haushalt gehörenden Personen die Wohnung bewohnt haben:

- 1.500 Euro für das Einzugsjahr und die folgenden fünf Jahre;
- 1.125 Euro für die darauffolgenden fünf Jahre;
- 750 Euro für die dann folgenden Jahre.

Diese jeweiligen Obergrenzen verdoppeln sich für den Partner und für jedes Kind, das Anspruch auf Steuerermäßigung verleiht.

Um die Passivzinsen absetzen zu können, muss der Steuerpflichtige zusammen mit seiner jährlichen Einkommensteuererklärung einen Antrag mit Nachweisen einreichen, die von dem Kreditinstitut, das Darlehensgeber ist, ausgestellt werden. Wenn er keine Lohnsteuererklärung abgeben muss, kann der Steuerpflichtige den Antrag auf Berichtigung am Ende des Jahres stellen, zu einem Zeitpunkt, an dem der tatsächliche Schuldzinsbetrag bekannt ist. Nicht-Gebietsansässige müssen die Anwendung der steuerlichen Gleichstellung beantragen.



c. Sonstige Einkünfte (Kästchen 1101 bis 1167)

Zu den sonstigen Einkünften gehören alle gegebenenfalls durch Werbungskosten geminderte Einkünfte, die nicht unter die anderen Einkunftsarten fallen und zu denen unter anderem, was den Arbeitnehmerhaushalt betrifft, Einkünfte aus der Veräußerung von Immobilien aus dem Privatvermögen sowie Einkünfte aus nirgendwo sonst aufgeführten Leistungen gehören.

- Die Einkünfte aus der Veräußerung einer wesentlichen Beteiligung: Einkünfte aus dem Verkauf von Beteiligungen jeglicher Art an „Körperschaften“ mehr als sechs Monate nach ihrem Erwerb. Diese sind versteuerbar, wenn der Verkäufer eine wesentliche, direkte oder indirekte Beteiligung gehabt hat (mehr als 10% des Kapitals einer „Gesellschaft“ zusammen mit seinem Ehepartner oder seinem Lebenspartner und seinen minderjährigen Kindern zu irgendeinem Zeitpunkt während der fünf Jahre vor dem Verkauf). Möglicher Freibetrag in Höhe von 50.000 Euro, der sich bei Zusammenveranlagung auf 100.000 Euro verdoppelt, wenn der Steuerpflichtige diesen Freibetrag während der vorangegangenen zehn Jahre nicht bereits in Anspruch genommen hat. In diesem Fall verringert sich der Freibetrag.
- Der Spekulationsgewinn (Vordruck 700 ist auszufüllen): Außer die Immobilie ist der Hauptwohnsitz des Steuerpflichtigen, handelt es sich um den Mehrwert, der beim Verkauf von jüngst erworbenen Gütern (innerhalb von zwei Jahren für Immobilien, von sechs Monaten für andere Güter) oder bei einer Veräußerung erzielt wird, die dem Erwerb vorangeht (d. h. beim Verkauf von Gütern, deren Eigentümer man noch nicht ist). Zu versteuern, wenn der Gewinn den jährlichen Gesamtbetrag von 500 Euro übersteigt.

Der Verkauf des Hauptwohnsitzes

Die Gewinne aus dem Verkauf des Hauptwohnsitzes des Steuerpflichtigen sind nicht steuerpflichtig. Eine dem Steuerpflichtigen gehörende Wohnung stellt seinen Hauptwohnsitz dar, wenn sie der gewöhnliche Wohnsitz seit dem Erwerb oder der Fertigstellung der Wohnung oder während mindestens fünf Jahren vor dem Verkauf ist.

Diese Dauer von fünf Jahren muss nicht erfüllt werden, wenn das Wohneigentum aus familiären Gründen oder wegen eines Wechsels des Wohnsitzes verkauft wird, der mit dem Beruf des Steuerpflichtigen, seines Ehepartners oder seines Lebenspartners in Verbindung steht.

Wenn der Steuerpflichtige Eigentümer einer Wohnung ist, die er nicht selbst bewohnt, wird diese einem Hauptwohnsitz gleichgestellt, wenn der Steuerpflichtige gleichzeitig die folgenden drei Voraussetzungen erfüllt: Er hat diese Wohnung nach ihrem Erwerb oder ihrer Fertigstellung bewohnt; er ist nicht Eigentümer einer anderen Wohnung; er hat diese Wohnung aus familiären Gründen oder wegen eines Wechsels des Wohnsitzes aufgegeben, der mit seinem Beruf oder dem seines Ehepartners/Lebenspartners in Verbindung steht.

Eine von dem Steuerpflichtigen früher bewohnte Wohnung ist ebenfalls einem Hauptwohnsitz gleichgestellt, wenn der Verkauf dieser Wohnung im Laufe des Jahrs stattgefunden hat, der dem Umzug in eine neue Wohnung folgt. Zum Hauptwohnsitz gehören auch die üblichen Nebenanlagen des Gebäudes (die unweit des Gebäudes liegen und für die Wohnung unentbehrlich sind: Garagen, Keller, Dachböden, Terrassen) und des Grundstücks, auf dem das Gebäude steht (einschließlich der unbebauten Elemente, die unweit des Gebäudes liegen und für dieses unentbehrlich sind).

- Die Einkünfte aus der Veräußerung von Immobilien (Immobilienmehrwert, Vordruck 700): Einkünfte aus dem Verkauf einer Immobilie, die steuerpflichtig sind, wenn der Verkauf mehr als zwei Jahre nach dem Erwerb oder der Errichtung der Immobilie stattgefunden hat, es sei denn, dass es sich bei der Immobilie um den Hauptwohnsitz des Steuerpflichtigen handelt. Möglicher Freibetrag in Höhe von 50.000 Euro, der sich bei Zusammenveranlagung auf 100.000 Euro verdoppelt, wenn der Steuerpflichtige diesen Freibetrag während der vorangegangenen zehn Jahre nicht bereits in Anspruch genommen hat. In diesem Fall verringert sich der Freibetrag.

Beispiel

Im Jahr 2000 haben Sie (ledig) einen Mehrwert von 30.000 Euro beim Verkauf einer Immobilie erzielt. Dieser Mehrwert, der unter der Freibetragsobergrenze von 50.000 Euro liegt, ist vollständig steuerbefreit. Im Jahr 2003 erzielen Sie bei der Veräußerung einer weiteren Immobilie einen Mehrwert von 25.000 Euro. Sie können nun auch noch den Rest des Freibetrags in Anspruch nehmen, der sich auf $50.000 - 30.000 = 20.000$ Euro beläuft. Die 5.000 Euro, um die der Freibetrag überschritten wird, sind dann steuerpflichtig.

Im Jahr 2011 haben Sie erneut Anspruch auf einen Freibetrag von $50.000 - 20.000$ (2003 in Anspruch genommener Freibetrag) = 30.000 Euro, denn die Inanspruchnahme des Freibetrags aus dem Jahr 2000 liegt dann über 10 Jahre zurück. Wenn Sie von 2011 bis 2013 keinen Mehrwert erzielen, können Sie ab 2014 erneut über den gesamten Freibetrag von 50.000 Euro verfügen.

Anzumerken ist Folgendes: Stammt der Gewinn aus dem Verkauf eines bebauten Grundstücks, das in direkter Linie (d. h. von den Eltern) geerbt und von den Eltern des Steuerpflichtigen oder seines Ehe-/Lebenspartners zuletzt und zu irgendeinem Zeitpunkt vor ihrem Ableben als Hauptwohnsitz benutzt worden ist, so wird der Mehrwert um einen Freibetrag von 75.000 Euro gemindert. Aber es muss in direkter Linie geerbt werden, d. h., erhält zum Beispiel ein Steuer-

pflichtiger von seinem Bruder den früheren Hauptwohnsitz ihrer Eltern, ist der eventuelle Gewinn aus dem Verkauf voll zu versteuern. Dieser Freibetrag wird vor dem vorstehend beschriebenen Freibetrag für die Veräußerung einer Immobilie angewandt. Bei einer Zusammenveranlagung hat jeder der Partner Anspruch auf einen Freibetrag von 75.000 Euro für seinen eigenen Erbteil. Dasselbe gilt für die Kinder, die den Hauptwohnsitz ihrer Eltern geerbt haben.

- Die Einkünfte, die nicht zu einer anderen Einkunftsart gehören: Sonstige Einkünfte, die zum Beispiel aus gelegentlichen Vermittlungen, aus gelegentlichen Arbeiten, aus der Verwertung zufälliger Erfindungen und aus geheimen Provisionen stammen. Diese Einkunftsart ist nicht steuerpflichtig, wenn sie einen Betrag von jährlich 500 Euro nicht übersteigt. Aufwandsentschädigungen, die Vorstehern, Schriftführern und Besitzern von Wahllokalen gewährt werden, fallen ebenfalls unter sonstige Einkünfte.
- Die Rückzahlung des Guthabens aus einem Altersvorsorgevertrag („3. Säule“ des Rentensystems). In den beiden folgenden, ersten Fällen wird die Rückzahlung vorteilhafter besteuert: Rückzahlung eines Teils des Sparguthabens als Kapitalbetrag (sofortige Auszahlung der Hälfte des Guthabens bei Fälligkeit möglich, wobei die andere Hälfte als monatliche Rente ausgezahlt wird; die erste Hälfte des ausgezahlten Kapitals muss unter der Rubrik „Sonstige Einkünfte“ angegeben werden); vorzeitige Rückzahlung des Sparguthabens bei Tod, Invalidität oder schwerer Erkrankung des Vertragsnehmers; vorzeitige Rückzahlung des Sparguthabens sowie des Kapitals, das die vorzeitig ausgezahlte Leibrente bildet. Diese letzteren werden steuerpflichtig, da es sich in diesem Fall um eine vorzeitige, nicht gebührend gerechtfertigte Vertragsauflösung handelt.

d. Außerordentliche Einkünfte (Kästchen 1201 bis 1218)

Die Rubrik „Außerordentliche Einkünfte“ umfasst bestimmte Einkünfte, die zu den acht bestehenden Einkunftsarten gehören, darunter die aus nichtselbständiger Arbeit, für die besondere Steuersätze gelten.

Hierbei handelt es sich zum Beispiel um Einkünfte aus nichtselbständiger Arbeit, die wirtschaftlich gesehen mit einem Zeitraum von über einem Jahr zusammenhängen und die im Rahmen eines einzigen Steuerjahrs steuerpflichtig werden; um regelmäßige Einkünfte aus nichtselbständiger Arbeit, die sich auf einen Lohnzahlungszeitraum vor oder nach dem Steuerjahr beziehen und die im Rahmen des betrachteten Steuerjahrs steuerpflichtig werden; um die Rückzahlung eines Teils des Sparguthabens als Kapitalbetrag in Erfüllung eines Altersvorsorgevertrags; um die vorzeitige Rückzahlung des Sparguthabens aus einem Altersvorsorgevertrag bei Tod, Invalidität oder schwerer Erkrankung des Vertragsnehmers; um Einkünfte aus dem Verkauf von Immobilien mehr als zwei Jahre nach ihrem Erwerb oder Errichtung; um Einkünfte aus dem Verkauf von Beteiligungen jeder Art an Körperschaften mehr als sechs Monate nach ihrem Erwerb, wenn der Verkäufer eine wesentliche Beteiligung besessen hat und um Lohnersatzzahlungen wegen Krankheit, Mutterschaft und Berufsunfall/-krankheit, die sich auf einen anderen Zeitraum als das Steuerjahr beziehen, usw.

4. SONDERAUSGABEN (KÄSTCHEN 1301 BIS 1473)

Die Sonderausgaben mindern, insofern sie keine Werbungskosten darstellen, Ihre Steuerschuld durch Herabsetzung des steuerpflichtigen Einkommens.

Sie haben zwei Möglichkeiten Ihre eventuellen Sonderausgaben abzusetzen, entweder durch Inanspruchnahme des Mindestpauschbetrags von 480 Euro (960 Euro bei Zusammenveranlagung der arbeitnehmerisch tätigen Eheleute/Lebenspartner) für ein komplettes Steuerjahr, und zwar selbst, wenn Ihre Sonderausgaben diesen Mindestbetrag nicht erreichen, oder durch Geltendmachung Ihrer tatsächlichen Sonderausgaben, die diesen Mindestbetrag überschreiten, im Rahmen der gesetzlichen Obergrenzen.

Bei einem Gebietsansässigen, der diese Ausgaben nicht in seine Lohnsteuerkarte hat eintragen lassen, kann die Besteuerung über den Lohnsteuerjahresausgleich oder durch Veranlagung berichtigt werden. Wenn Nicht-Gebietsansässige von dem Mindestpauschbetrag profitieren, können sie unter der Voraussetzung der steuerlichen Gleichstellung ihre tatsächlichen Ausgaben wie Gebietsansässige geltend machen.

a. Die folgenden Sonderausgaben sind in dem Mindestpauschbetrag enthalten:

- Die Renten und dauernden Lasten, die der Steuerpflichtige eventuell, insbesondere an seinen geschiedenen Ehepartner (Unterhaltszahlungen), zahlen muss.

Diese Ausgaben können jedoch bis in Höhe eines Betrags von jährlich 24.000 (ab dem Steuerjahr 2011) absetzbar sein und, wenn das Scheidungsurteil vor 1998 ergangen ist, nur bei gegenseitigem Einverständnis oder auf gemeinsamen Antrag des Schuldners und des Leistungsempfängers. Andere Renten und dauernde Lasten, die aufgrund einer besonderen Verpflichtung (förmlicher Vertrag, Gerichtsurteil) zu zahlen sind, sind als Sonderausgaben absetzbar, wenn sie in keinem wirtschaftlichen Zusammenhang mit steuerbefreiten Einkünften stehen. Die zwischen Vor- und Nachfahren freiwillig gezahlten Renten oder dauernden Lasten sind nur absetzbar, wenn sie anlässlich einer Übertragung von Gütern festgesetzt sind.

- Die Schuldzinsen für einen Verbraucherkredit: Erwerb eines Fahrzeugs, von Möbeln, Aktien oder auch Finanzierung persönlicher Ausgaben usw.

Die Schuldzinsen dürfen nicht in wirtschaftlichem Zusammenhang mit steuerfreien Einkünften stehen. Schuldzinsen wegen der verspäteten Zahlung von Steuern sind im Übrigen nicht als Sonderausgaben absetzbar. In diesem Fall kann der Steuerpflichtige höchstens 336 Euro pro Steuerjahr absetzen. Diese Obergrenze erhöht sich um jährlich 336 Euro für einen eventuellen Ehe-/Lebenspartner und für jedes Kind, das Anspruch auf eine Steuerermäßigung verleiht. So beläuft sich bei einem Haushalt, zu dem zwei zusammenveranlagte Ehe-/Lebenspartner und ihre beiden Kinder gehören, der absetzbare Höchstbetrag auf $(4 \times 336) = 1.344$ Euro.

- Die Beiträge, die freiwillig an eine Sozialversicherungseinrichtung (Krankheit, Rente) im Rahmen einer freiwillig oder fakultativ weitergeführten Versicherung und des Ankaufs von Kranken- und Rentenversicherungszeiten gezahlt werden.

Diese freiwilligen Sozialversicherungsbeiträge sind vollständig absetzbar.

- Bestimmte personengebundene Versicherungsprämien und -beiträge (Lebens-, Todesfall-, Unfall-, Haftpflicht- und Familienversicherung, Versicherung bei Mutualitätsvereinen), unabhängig davon, ob diese regelmäßig oder einmalig gezahlt werden, wenn der Versicherungsnehmer (Vertragsnehmer) der Steuerpflichtige selbst oder eine mit ihm zusammen zu veranlagende Person ist und wenn der Versicherte, der Anspruch auf die Vertragsleistung gewährt (Unfall, Tod, Leben usw.), entweder der Steuerpflichtige selbst, sein Ehe-/Lebenspartner oder eines seiner Kinder ist, für das er eine Steuerermäßigung erhält. Der Leistungsempfänger hingegen kann irgendeine Person sein, ohne dass dies ein Hindernis für die Absetzbarkeit der Prämien darstellen könnte. Der Steuerpflichtige kann all diese drei vorgenannten Eigenschaften auf sich vereinen. Der Rückkauf (oder die Veräußerung) einer Versicherung, der bewirkt, dass die zuvor abgesetzten Prämien oder Beiträge ihre Absetzbarkeit verlieren, führen zu einer berechtigten Besteuerung.

Die gezahlten Prämien und Beiträge können bis zu einem Höchstbetrag von jährlich 672 Euro pro Jahr und Person, die zum Haushalt gehört, abgesetzt werden. So beläuft sich der absetzbare Höchstbetrag für einen Haushalt, zu dem zwei zusammenveranlagte Ehe-/Lebenspartner und ein Kind gehören, das Anspruch auf eine Steuerermäßigung verleiht, auf $(3 \times 672) = 2.016$ Euro.

Der Höchstbetrag für die als Sonderausgaben absetzbaren Versicherungsprämien erhöht sich um die Einmalprämie für eine Restschuldversicherung im Todesfall (Kästchen 1360 bis 1363), die die Rückzahlung eines Immobiliendarlehens für persönliche Wohnzwecke (temporäre Versicherung mit abnehmendem Todesfallkapital) gewährleistet. Diese Erhöhung kann jedoch nicht den Betrag von 6.000 Euro übersteigen, der sich für jedes Kind, das Anspruch auf eine Steuerermäßigung verleiht, nochmals um 1.200 Euro erhöht. Eine weitere Erhöhung, die 160% der ersten Erhöhung nicht übersteigen kann, gibt es für Steuerpflichtige, die zum Zeitpunkt des Abschlusses einer solchen Versicherung über 30 Jahre sind (eventuell abhängig vom ältesten Partner, wenn der Vertrag von zwei zusammenveranlagten Ehe-/Lebenspartnern oder mit beiden als Versicherte abgeschlossen wird), wobei jedes Kind nur zu einer Erhöhung führen kann, die wahlweise zu nutzen ist, um den auf den einen oder anderen Ehe-/Lebenspartner entfallenden Höchstbetrag zu erhöhen.



Beispiel

Ein verheirateter Steuerpflichtiger mit zwei Kindern hat eine Einmalprämie von 10.000 Euro für eine temporäre Versicherung mit abnehmendem Todesfallkapital (mit ihm als Versicherten) gezahlt, um die Rückzahlung eines Darlehens abzusichern, das für den Bau eines Hauses für persönliche Wohnzwecke aufgenommen wurde. Der Ehemann ist 39 alt.

Der gewöhnliche Höchstbetrag beläuft sich auf $4 \times 672 = 2.688$ Euro. Dieser kann benutzt werden, um die Einmalprämie abzusetzen, es sei denn, dass er nicht bereits für andere Prämien oder Beiträge voll ausgeschöpft ist.

Der für die Einmalprämie absetzbare Höchstbetrag berechnet sich wie folgt:

Erhöhung: $6.000 + 2 \times 1200 = 8.400$ Euro

Weitere Erhöhung: 8% von $8.400 \times (41 - 30) = 7.392$ Euro

Der Steuerpflichtige kann als Einmalprämie einen Betrag von 15.792 Euro ($8.400 + 7.392$) absetzen. Da die maximale Erhöhung die Einmalprämie übersteigt, muss sich der Steuerpflichtige dann damit zufriedengeben, den Betrag der tatsächlich gezahlten Einmalprämie abzusetzen. Wenn die Prämie zum Beispiel 17.000 Euro betragen hätte, hätte er den nicht absetzbaren Anteil von $(17.000 - 15.792) = 1.208$ Euro mit dem gewöhnlichen Höchstbetrag von 2.688 Euro abdecken können, wenn dieser nicht bereits durch die absetzbaren, regelmäßigen Prämien und Beiträge voll ausgeschöpft ist.

- Die regelmäßigen oder Einmalprämien, die im Rahmen eines Altersvorsorgevertrags gezahlt werden, wenn sich die Mindestdauer des Vertrags auf 10 Jahre beläuft und dieser mit frühestens 60 Jahren und spätestens 75 Jahren des Vertragsnehmers fällig wird. Bei Auflösung des Altersvorsorgevertrags wird das erstattete Kapital, außer bei Tod, Invalidität oder schwerer Erkrankung, zusammen mit den anderen Einkünften des Vertragsnehmers voll besteuert. Der Vertragsnehmer kann aber die Zahlungen für einen bestehenden Altersvorsorgevertrag jederzeit einstellen, ja sogar einen neuen Vertrag bei demselben oder einem anderen Anbieter von Altersvorsorgeverträgen abschließen. Bei Fälligkeit darf das ausgezahlte Kapital die Hälfte des Guthabens nicht übersteigen; der Rest wird in eine Leibrente umgewandelt.

Die Absetzbarkeit erhöht sich mit dem Alter des Steuerpflichtigen. Wenn die zusammenveranlagten Eheleute/Lebenspartner alle beide einen Altersvorsorgevertrag abschließen, wird der absetzbare Betrag für jeden Ehe-/Lebenspartner einzeln berechnet.

Alter	Jährlicher Abzug (in Euro)
unter 40 Jahre	1.500
40-44 Jahre	1.750
45-49 Jahre	2.100
50-54 Jahre	2.600
55-74 Jahre	3.200

- Die Beiträge, die an zugelassene Bausparkassen für den Bau, den Erwerb oder den Umbau einer Wohnung oder eines Hauses gezahlt werden, die für persönliche Wohnzwecke genutzt werden, einschließlich des Preises für das Grundstück. Beiträge, die für die Rückzahlung früherer Verpflichtungen gezahlt werden und die vorgenannten Voraussetzungen erfüllen, sind ebenfalls absetzbar (dabei kann es sich zum Beispiel um einen von der Bausparkasse refinanzierten Bankkredit handeln). Zur Erinnerung: Zinsen für Bausparguthaben sind steuerbefreit.

Durch die Auflösung des Vertrags während der Ansparphase oder die Nichtzuteilung der gezahlten Gelder bei Fälligkeit des Vertrags für die von diesem vorgesehenen Zwecke verlieren auch die zuvor abgesetzten Prämien ihre Absetzbarkeit und führen zu einer berichtigten Besteuerung zu Ungunsten des Steuerpflichtigen. Ausnahmen von dieser Regelung gibt es in zwei Fällen: bei Tod oder dauerhafter Arbeitsunfähigkeit des Vertragsnehmers oder wenn der Vertrag später als zehn Jahre nach seinem Abschluss aufgelöst wird.

Die gezahlten Beiträge können bis zu einem Höchstbetrag von jährlich 672 Euro pro Jahr und Person, die zum Haushalt gehört, abgesetzt werden. So beläuft sich der absetzbare Höchstbetrag für einen Haushalt mit zwei zusammenveranlagten Ehe-/Lebenspartnern und einem Kind, das Anspruch auf eine Steuerermäßigung verleiht, auf $(3 \times 672) = 2.016$ Euro.

b. Sie tragen auch Ihre Ausgaben ein, die außerhalb des Mindestpauschbetrags absetzbar sind, d. h.:

- Der Arbeitnehmeranteil an den Pflichtbeiträgen, die zu Lasten des Versicherten an eine luxemburgische oder ausländische Sozialversicherungseinrichtung (Renten- oder Gesundheitskassen) gezahlt werden und die als Sonderausgaben voll absetzbar sind.
- Die Beiträge, die freiwillig in ein von Ihrem Arbeitgeber eingeführtes Zusatzrentensystem oder in ein ausländisches System eingezahlt werden. Der absetzbare Höchstbetrag beläuft sich auf jährlich 1.200 Euro.
- Bestimmte absetzbare Spenden, insbesondere diejenigen, die an gemeinnützig anerkannte Einrichtungen (zum Beispiel Nichtregierungsorganisationen im Bereich der Entwicklungshilfe) gezahlt werden, wenn der jährliche Gesamtbetrag mindestens 120 Euro entspricht und weder 20% Ihrer gesamten Nettoeinkünfte noch eine Million Euro übersteigt. Steuerpflichtige, die eine Steuererklärung abgeben müssen, setzen jetzt diese Zuwendungen ab. Die anderen Steuerpflichtigen, die nur der Lohnsteuer unterliegen, können diese über den Lohnsteuerjahresausgleich absetzen. Für Nicht-Gebietsansässige ist die steuerliche Gleichstellung Voraussetzung.
- Unter bestimmten Voraussetzungen können Sie Verlustvorträge aus einem Gewerbebetrieb, aus Land- und Forstwirtschaft oder aus der Ausübung eines freien Berufs absetzen.

5. AUßERGEWÖHNLICHE BELASTUNGEN (KÄSTCHEN 1501 BIS 1545)

Der Steuerfreibetrag ist ein Mittel zur Steuerermäßigung, das darauf abzielt, Belastungen eines Steuerpflichtigen im Verhältnis zu denen, die diese Belastung nicht haben, zu berücksichtigen. Der Freibetrag berücksichtigt diese Belastungen durch Minderung der Besteuerungsgrundlage, insbesondere mittels Pauschbeträgen, innerhalb der gesetzlich festgelegten Grenzen.

a. Antrag auf Freibetrag für außergewöhnliche Belastungen

Durch den Freibetrag für außergewöhnliche Belastungen können außergewöhnliche Belastungen des Steuerpflichtigen berücksichtigt werden, wie von der Gesundheitskasse nicht erstattete Krankheitskosten, der Unterhalt mittelloser Eltern, (nicht als Sonderausgaben anerkannte) Unterhaltsleistungen, Scheidungskosten und eine ganze Reihe anderer Kosten. Die als Sonderausgaben oder Werbungskosten absetzbaren Kosten und Ausgaben gelten nicht als außergewöhnliche Belastungen.

Diese außergewöhnlichen Belastungen verleihen Anspruch auf einen Steuerfreibetrag, wenn sich ihnen der Steuerpflichtige aus materiellen (zum Beispiel aufgrund einer Naturkatastrophe), rechtlichen (zum Beispiel bei einer Scheidung) oder moralischen Gründen (Unterstützung bedürftiger Eltern) nicht entziehen kann und wenn einem Steuerpflichtigen größere Aufwendungen als der überwiegenden Mehrheit der Steuerpflichtigen gleichen Familienstandes, gleicher Vermögenssituation und gleicher Einkommensverhältnisse entstehen.

Kreuzen Sie das erste Kästchen an, wenn Sie einen Freibetrag für außergewöhnliche Belastungen in Anspruch nehmen möchten. Diese Belastungen werden dann mit der für Sie zumutbaren Belastung in Prozent Ihres jährlich zu versteuernden Einkommens verglichen (ein- und dieselbe Belastung kann folglich für einen Steuerpflichtigen außergewöhnlich sein und für einen anderen gewöhnlich).

Steuerpflichtiges Einkommen	Für einen Steuerpflichtigen mit der Steuerklasse						
	1	1a oder 2					
		Zahl der Steuerermäßigungen für Kinder					
		0	1	2	3	4	5
von unter 10.000 €	2%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
von 10.000 € bis 20.000 €	4%	2%	0%	0%	0%	0%	0%
von 20.000 € bis 30.000 €	6%	4%	2%	0%	0%	0%	0%
von 30.000 € bis 40.000 €	7%	6%	4%	2%	0%	0%	0%
von 40.000 € bis 50.000 €	8%	7%	5%	3%	1%	0%	0%
von 50.000 € bis 60.000 €	9%	8%	6%	4%	2%	0%	0%
Über 60.000 €	10%	9%	7%	5%	3%	1%	0%

Der Betrag, um den die Ausgaben die zumutbare Belastung übersteigen, wird dann vom steuerpflichtigen Einkommen abgesetzt.

Der Steuerpflichtige verfügt über zwei Möglichkeiten: Er kann entweder seine tatsächlichen Kosten geltend machen oder für bestimmte Kosten einen pauschalen Freibetrag in Anspruch nehmen.

Die tatsächlichen Kosten der außergewöhnlichen Belastungen

Wenn der gebietsansässige Arbeitnehmer oder Rentenempfänger nicht automatisch der Besteuerung durch Veranlagung unterliegt, d. h. wenn er keine Steuererklärung abgeben muss, kann der gewährte Abzug in die Lohnsteuerkarte eingetragen werden, wenn die außergewöhnliche Belastung für das gesamte Steuerjahr klar bestimmt ist (zum Bsp. Unterhaltsleistungen).

Bei allen anderen Belastungen (z. B. Mehrbetrag für Krankheitskosten) beantragt der Steuerpflichtige die Berichtigung am Jahresende (Lohnsteuerjahresausgleich oder Steuererklärung). Nicht-Gebietsansässige müssen steuerlich gleichgestellt sein.

Unter anderem können folgende Kosten als außergewöhnliche Belastungen abgesetzt werden, ohne jedoch die zweite, nachstehend beschriebene Möglichkeit des pauschalen Freibetrags in Anspruch zu nehmen:

Beispiel

Ein Steuerpflichtiger mit Steuerklasse 2, der eine Steuerermäßigung für Kinder erhält und ein zu versteuerndes Jahreseinkommen von 45.000 Euro bezieht, hat nicht erstattete Krankheitskosten in Höhe von 3.000 Euro getragen. Seine zumutbare Belastung beläuft sich auf 5% von 45.000 = 2.250 Euro. Er kann folglich einen Betrag von (3.000 - 2.250) = 750 Euro als außergewöhnliche Belastungen absetzen.

- die von einer Kasse nicht erstattete Krankheitskosten;
- die Kurkosten sind normalerweise nicht absetzbar, es sei denn, dass die Kur das einzige Mittel zur Wiederherstellung der Gesundheit oder zur Verbesserung des Gesundheitszustands des Steuerpflichtigen ist;
- diätetische Ernährungsweisen, die Zusatzkosten für besondere Nahrungsmittel verursachen. Der Steuerpflichtige muss ein ärztliches Attest vorlegen. Er muss seine tatsächlichen Ausgaben nachweisen bzw. kann einen monatlichen Pauschbetrag von ca. 30 Euro (Erkrankung von Leber, Galle oder Nieren) oder ca. 42 Euro (Tuberkulose, Diabetes, Multiple Sklerose) geltend machen;
- die Ausgaben für ein Kind, für das der Steuerpflichtige eine Steuerermäßigung für Kinder oder einen Freibetrag für unterhaltsberechtigter Kinder erhält, die nicht zum Haushalt des Steuerpflichtigen gehören, wenn diese Ausgaben das übliche Maß nicht übersteigen, zum Beispiel eine lange und kostenintensive medizinische Behandlung des Kindes, die Kosten für die Unterbringung des Kindes in einer speziellen Einrichtung (für Blinde, Taubstumme, geistig behinderte Kinder usw.). Kosten für Unterhalt, Erziehung und berufliche Ausbildung eines Kindes, das Anspruch auf eine Steuerermäßigung verleiht – das entweder zum Haushalt des Steuerpflichtigen gehört oder nicht zu seinem Haushalt gehört, dessen Kosten für Unterhalt, Erziehung oder berufliche Ausbildung aber im letzteren Fall hauptsächlich vom Steuerpflichtigen getragen werden - kann der Steuerpflichtige nicht als außergewöhnliche Belastungen absetzen. Diese Kosten können im Rahmen des Steuerfreibetrags für unterhaltsberechtigter Kinder berücksichtigt werden, die nicht zum Haushalt des Steuerpflichtigen gehören;
- die Unterstützung von Verwandten, insbesondere junger Verwandter, die über unzureichende Mittel verfügen und keinen Anspruch auf eine Steuerermäßigung für Kinder oder auf einen Freibetrag für unterhaltsberechtigter Kinder verleihen, die nicht zum Haushalt des Steuerpflichtigen gehören (z. B.: Bruder, Schwester, Nefte, Nichte oder ausnahmsweise andere junge Personen), wenn es keine anderen Personen gibt, die über die erforderlichen Mittel verfügen und die diese Verpflichtungen kraft der Bestimmungen des Bürgerlichen Gesetzbuches übernehmen müssen, sowie unter Berücksichtigung eventuell vorhandener eigener Mittel des Verwandten und der gesetzlich festgelegten Grenzen

(monatlicher Höchstbetrag von 575 Euro für den ersten volljährigen Verwandten und 330 Euro für jeden zusätzlichen volljährigen Verwandten oder von 230 Euro für jeden minderjährigen Verwandten);

- die Scheidungskosten;
- die Renten und dauernden Lasten, die im Rahmen eines vor dem 1. Januar 1998 ergangenen Scheidungsurteils festgesetzt worden sind, außer auf gemeinsamen Antrag des Schuldners und des Empfängers der Rente, der diese als Sonderausgabe absetzbar machen würde. Die Rente ist dann von dem Leistungsempfänger zu versteuern;
- der Unterhalt in bestimmten, im Bürgerlichen Gesetzbuch vorgesehenen Fällen (Vor- und Nachfahren, Schwiegersöhne und Schwiebertöchter, Schwiegerväter und Schwiegermütter, Adoptivkinder und Adoptiveltern, Eheleute, selbst wenn offiziell getrennt). In der Regel sind diese Zuwendungen nicht als Sonderausgaben absetzbar. Sie müssen die allgemeinen Voraussetzungen für außergewöhnliche Belastungen erfüllen, und der Leistungsempfänger darf nicht über die ausreichenden Mittel verfügen, um selbst diese Lasten zu tragen. Dabei kann es sich um die Zahlung einer Rente oder um die Übernahme von Aufenthaltskosten in einem Seniorenheim, ja sogar um die Aufnahme in den Haushalt des Schuldners handeln. In diesem Fall sind die unter dem vorstehenden Punkt „Unterstützung von Verwandten“ beschriebenen Höchstbeträge anwendbar;
- die Beerdigungskosten, die nicht von einer Sterbekasse oder aus dem Vermögen des Verstorbenen beglichen werden;
- die Strafprozesskosten, außer bei Verurteilung wegen einer vorsätzlich begangenen Straftat.

Die pauschalen Freibeträge

Abgesehen von der zumutbaren Belastung können bestimmte Kosten durch einen pauschalen Freibetrag abgesetzt werden. Die Kumulierung eines pauschalen Freibetrags mit einem nicht pauschalen Freibetrag für dieselben Kosten ist nicht möglich. Die Belastungen sind nur ein einziges Mal entweder durch einen Pauschbetrag oder nach dem System der tatsächlich entstandenen Kosten absetzbar.

- Pauschaler Freibetrag für erwerbsunfähige oder behinderte Personen

Sie beantragen einen pauschalen Freibetrag aufgrund Ihrer Erwerbsunfähigkeit oder Behinderung. Dieser Freibetrag hängt von dem Minderungsgrad ihrer Arbeitsfähigkeit ab und schwankt zwischen jährlich 150 und 1.455 Euro je nach dem Grad oder der Art der Arbeitsunfähigkeit.

Dennoch kann der Steuerpflichtige, der meint, dass der pauschale Freibetrag nicht ausreicht, die eigentlichen Kosten gemäß den vorstehend beschriebenen Bedingungen für tatsächlich angefallene, außergewöhnliche Belastungen geltend machen (auf Grundlage der zumutbaren Belastung).

- Der pauschale Freibetrag für Kosten des Hauspersonals, für Hilfs- und Pflegekosten bei Pflegebedürftigkeit und für Kinderbetreuungskosten

Sie können einen pauschalen Freibetrag für Kosten des Hauspersonals, für Kinderbetreuungskosten oder auch für Hilfs- und Pflegekosten beantragen. Diese Kosten können dann nicht auf der Grundlage der zumutbaren Belastung abgesetzt werden.

Dieser Freibetrag soll die Kosten berücksichtigen, die den Steuerpflichtigen entstehen, um die Erledigung der Hausarbeiten in ihren Wohnräumen (Hauspersonal) sicherzustellen, um die Pflege des Steuerpflichtigen, seines Partners oder eines pflegebedürftigen Nachfahrens (Hilfe und Pflege) sicherzustellen und um die Betreuung von Kindern unter 14 Jahren (außer bei einem behinderten Kind), für die der Steuerpflichtige eine Steuerermäßigung für Kinder erhält, in einer Krippe oder in einem Hort sicherzustellen.

Der pauschale Freibetrag beläuft sich auf maximal 3.600 Euro im Jahr und auf 300 Euro im Monat, denn er ist auf die jährlich und monatlich tatsächlich verauslagten Kosten beschränkt. Zum Beispiel kann ein Steuerpflichtiger, der Kosten von 500 Euro für Januar und von 200 Euro für Februar nachweist, 300 Euro für Januar und 200 Euro für Februar absetzen. Bei Kumulierung dieser drei Kostenarten wird der Freibetrag nur ein einziges Mal gewährt.

Wenn der Steuerpflichtige den pauschalen Freibetrag beantragt, kann er eventuelle, tatsächlich entstandene Kosten für Hauspersonal, Hilfeleistungen bei Pflegebedürftigkeit oder Kinderbetreuung, die den Pauschbetrag übersteigen, für die Berechnung des Freibetrags auf Grundlage der zumutbaren Belastung nicht mehr in Ansatz bringen.



- Der pauschale Freibetrag für unterhaltsberechtigte Kinder, die nicht zum Haushalt des Steuerpflichtigen gehören

Wenn Sie Kosten durch Kinder gehabt haben, die nicht zum Haushalt gehörten, können Sie einen Freibetrag beantragen, der sich bis auf 3.480 Euro pro Jahr und Kind belaufen kann.

Der Freibetrag für unterhaltsberechtigte Kinder berücksichtigt die Kosten, die dem Steuerpflichtigen für Kinder entstanden sind, die nicht zu seinem Haushalt gehören (Nachfahren, Kinder des Partners, selbst bei Auflösung der Ehe, Adoptivkinder und deren Nachfahren, Kinder, die dauerhaft im Haushalt des Steuerpflichtigen aufgenommen werden), die aber hauptsächlich von dem Steuerpflichtigen versorgt und erzogen werden. Diese Belastungen können dann nicht als außergewöhnliche Belastungen abgesetzt werden.

Als Kosten für Unterhalt, Erziehung oder Berufsausbildung gelten insbesondere Ausgaben für Lebensmittel, Kleidung und Unterkunft, Ausgaben für ärztliche Behandlungen, übliche Ausgaben für Freizeitbeschäftigungen, Geschenke und Taschengeld usw. und Ausgaben für Schule und Ausbildung.

Das Kind muss zu Beginn des Steuerjahrs jünger als 21 Jahre sein und in Vollzeit eine Berufsausbildung über einen Zeitraum von mehr als einem Jahr ohne Unterbrechung absolviert haben. Das Kind gilt als hauptsächlich von dem Steuerpflichtigen versorgt und erzogen, wenn dieser sich mit mehr als 50% an den Unterhalts-, Erziehungs- oder Ausbildungskosten beteiligt.

Die für das Kind tatsächlich verauslagten Kosten und Ausgaben können 3.480 Euro pro Jahr und Kind nicht übersteigen. Da es schwierig ist, nachzuweisen, dass sich der Steuerpflichtige mit mehr als 50% an den Unterhalts- und Erziehungskosten beteiligt, ist es angebracht, den Nachweis zu führen, dass seine Kosten und Ausgaben zumindest die Obergrenze von 3.480 Euro erreichen.

Der Steuerpflichtige kann den Freibetrag nur dann geltend machen, wenn seine Unterstützung notwendig ist. Die Unterstützung durch eine andere Person als Mutter und Vater ist nicht erforderlich, wenn diese ausreichend Mittel zur Verfügung haben, um ihre Verpflichtungen zu erfüllen. Übersteigen die persönlichen Einkünfte des Kindes 60% des sozialen Mindestlohns wird die Unterstützung des Steuerpflichtigen auch nicht als notwendig erachtet.

Bei mehreren Kindern werden die Freibeträge kumuliert, um die jährliche Obergrenze zu ermitteln. So kann der Steuerpflichtige für zwei Kinder $2 \times 3.480 = 6.960$ Euro absetzen, selbst wenn die Kosten für beide Kinder ungleich verteilt sind.

Dieser Freibetrag kann von Nicht-Gebietsansässigen auch ohne steuerliche Gleichstellung beantragt werden.

- Der außerberufliche Freibetrag

Zur Erinnerung: Der außerberufliche Freibetrag ist eingeführt worden, um zusätzliche Kosten derjenigen Ehe-/Lebenspartner zu berücksichtigen, die alle beide eine berufliche Tätigkeit ausüben, und um folglich den Eheleuten/Lebenspartnern einen Anreiz dafür zu bieten, dass jeder von ihnen eine berufliche Tätigkeit ausübt.

Der außerberufliche Freibetrag von 4.500 Euro gilt für das Paar insgesamt und wird automatisch für die zusammenveranlagten Eheleute/Lebenspartner abgezogen. Das Kästchen 872 ist nur dann anzukreuzen, wenn einer der Eheleute seit weniger als drei Jahren eine Rente bezieht.

b. Investitionen in Risikokapital (Kästchen 1546)

Unter dem Punkt „Investitionen in Risikokapital“ geben Sie gegebenenfalls bestimmte Investitionen an, die einen Antrag auf Steuergutschrift aufgrund von Investitionen in Risikokapital rechtfertigen.

6. STEUERPFLICHTIGE EINKÜNFTE FÜR DAS BETREFFENDE STEUERJAHR

Zum Schluss müssen Sie die steuerpflichtigen Einkünfte noch zusammenfassen. Unter diesem Punkt geben Sie die verschiedenen Einkunftsarten an, die Sie im Laufe des betreffenden Jahres bezogen haben, um sie zusammenzurechnen. Nach Abzug der Sonderausgaben erhalten Sie das steuerpflichtige Einkommen, von dem die Steuerverwaltung gegebenenfalls noch eine Reihe steuerliche Abzüge vor Anwendung der Jahreseinkommensteuertabelle für natürliche Personen vornehmen kann.

dialogue

THÉMATIQUE

LES SALARIÉS ET LEUR DÉCLARATION D'IMPÔT

Dois-je remettre une déclaration ? Puis-je faire valoir certains frais et dépenses et à quelles conditions ? Tous mes revenus provenant de mon occupation salariée sont-ils imposables ?

Le présent Dialogue thématique de la Chambre des salariés porte sur la déclaration fiscale du salarié. Il s'agit d'un petit guide qui se propose d'accompagner les salariés au cours de cette démarche administrative annuelle.

Pour familiariser le contribuable salarié à sa déclaration d'impôt et lui faciliter cette formalité, ce Dialogue explique rubrique par rubrique les grandes notions relatives aux revenus qui concernent le plus grand nombre des salariés, de même que, le cas échéant, à certaines situations plus spécifiques que ceux-ci pourraient rencontrer.

DIE ARBEITNEHMER UND IHRE STEUERERKLÄRUNG

Muss ich eine Steuererklärung abgeben? Kann ich bestimmte Kosten und Ausgaben absetzen und unter welchen Voraussetzungen? Sind alle meine Einkünfte aus arbeitnehmerischer Tätigkeit steuerpflichtig?

Diese Broschüre der Arbeitnehmerkammer befasst sich mit der Steuererklärung des Arbeitnehmers. Es handelt sich hierbei um einen kleinen Leitfaden, der die Arbeitnehmer bei der Erledigung dieser jährlichen Formalität unterstützen möchte.

Um den Steuerpflichtigen mit seiner Steuererklärung vertraut zu machen und ihm diese zu erleichtern, werden in dieser Broschüre rubrikweise die wichtigsten Begrifflichkeiten rund um das Thema Einkünfte, die den größten Teil der Arbeitnehmer betreffen, erklärt sowie gegebenenfalls bestimmte spezifischere Situationen, die diese antreffen könnten.

Diffusée par :

Librairie Um Fieldgen

3, rue Glesener - L-1631 Luxembourg
info@libuf.lu

Cette publication est également disponible au siège de la CSL.

Éditée par :



CHAMBRE DES SALAIRES
LUXEMBOURG

18 rue Auguste Lumière L-1950 Luxembourg
T +352 27 494 200 F +352 27 494 250
csl@csl.lu www.csl.lu

PRIX : 4€

ISSN : 5453002011102

